



Comptes consolidés du Groupe Caisse des Dépôts au 31/12/2017

**examinés et arrêtés par le directeur général de la Caisse des Dépôts
en date 16/03/2018**

Le 16/03/2018

SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

| | |
|--|---------|
| Faits marquants et événements postérieurs à la clôture | page 4 |
| Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2017 | page 10 |
| Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres | page 11 |
| Bilan consolidé au 31 décembre 2017 | page 12 |
| Tableau de passage des capitaux propres du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017 | page 13 |
| Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'année 2017 | page 14 |
| Information sectorielle 2017 | page 16 |

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

| | |
|--|----------|
| 1. Principes et méthodes comptables applicables dans le groupe | page 18 |
| 2. Notes relatives au compte de résultat consolidé | |
| 2.1 Produits et charges d'intérêts | page 48 |
| 2.2 Produits et charges de commissions | page 49 |
| 2.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | page 50 |
| 2.4 Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente | page 51 |
| 2.5 Produits et charges des autres activités | page 52 |
| 2.6 Charges générales d'exploitation | page 53 |
| 2.7 Coût du risque | page 54 |
| 2.8 Gains ou pertes nets sur autres actifs | page 55 |
| 2.9 Impôt sur les bénéfices | page 56 |
| 3. Notes relatives au bilan consolidé | |
| 3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat | page 58 |
| 3.2 Instruments dérivés de couverture - Actif et passif | page 59 |
| 3.3 Actifs financiers disponibles à la vente | page 60 |
| 3.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit | page 61 |
| 3.5 Prêts et créances sur la clientèle | page 62 |
| 3.6 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | page 63 |
| 3.7 Impôts courants et différés | page 64 |
| 3.8 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers | page 65 |
| 3.9 Actifs et passifs non courants destinés à être cédés | page 66 |
| 3.10 Participations dans les entreprises associées et coentreprises | page 67 |
| 3.11 Immobilisations | page 71 |
| 3.12 Ecart d'acquisition | page 72 |
| 3.13 Dettes envers les établissements de crédit | page 73 |
| 3.14 Dettes envers la clientèle | page 74 |
| 3.15 Dettes représentées par un titre | page 75 |
| 3.16 Compensation des actifs et passifs financiers | page 76 |
| 3.17 Provisions | page 77 |
| 3.18 Intérêts minoritaires | page 78 |
| 4. Engagements donnés et reçus | page 80 |
| 5. Juste valeur des instruments financiers | |
| 5.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti | page 82 |
| 5.2 Information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur | page 83 |
| 5.3 Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon une technique utilisant des données non observables (Niveau 3) | page 84 |
| 6. Facteurs de risque | |
| 6.1 Risques liés aux instruments financiers | page 86 |
| 6.2 Risques opérationnels | page 105 |
| 6.3 Risque juridique et fiscal | page 108 |
| 7. Transactions avec les parties liées | |
| 7.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe | page 110 |
| 7.2 Entités non contrôlées par le Groupe | page 111 |
| 7.3 Entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi | page 112 |
| 8. Rémunérations et avantages consentis au personnel | |
| 8.1 Charges de personnel | page 114 |
| 8.2 Effectif moyen des entreprises contrôlées | page 114 |
| 8.3 Engagements sociaux | page 114 |
| 9. Informations relatives aux titres mis en équivalence et aux intérêts minoritaires significatifs | |
| 9.1 Entreprises associées significatives | page 118 |
| 9.2 Coentreprises significatives | page 121 |
| 9.3 Intérêts minoritaires significatifs | page 128 |
| 10. Honoraires des commissaires aux comptes | page 132 |
| 11. Périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts | page 134 |

FAITS MARQUANTS

1 – Prêts à taux zéro du fonds d'épargne

Suite à l'annonce par le Président de la République, lors de la journée du bicentenaire de la Caisse des Dépôts du 12 janvier 2016, de la mise en place par le fonds d'épargne de prêts à taux zéro en faveur des organismes de logement social et du secteur public local, deux dispositifs innovants ont été mis en place par la Caisse des Dépôts :

- Des « Prêts Haut de Bilan Bonifiés » afin d'accompagner la mutation du parc social, de renforcer le soutien à la rénovation et d'encourager la production d'un habitat durable ;
- Des « Prêts Croissance Verte » à taux zéro en faveur de la réhabilitation des bâtiments publics des collectivités territoriales afin de renforcer la capacité de la Caisse des Dépôts à répondre aux problématiques variées d'aménagement du territoire.

Ces dispositifs sont financés et bonifiés par la Section générale avec une première enveloppe de prêts de 450 millions d'euros de « Prêts Haut de Bilan Bonifiés » et 900 millions d'euros de « Prêts Croissance Verte » mise à disposition le 20 juin 2016, puis une seconde enveloppe de 200 millions d'euros de « Prêts Croissance Verte » mise à disposition le 21 décembre 2016. Ces prêts ont été respectivement bonifiés à hauteur de 108 millions d'euros et 103 millions d'euros par la Section générale, soit un coût total de 211 millions d'euros en 2016.

Le 17 janvier 2017, la Caisse des Dépôts a mis à disposition du fonds d'épargne des nouvelles enveloppes de prêts pour 550 millions d'euros de « Prêts Haut de Bilan Bonifiés » et de 360 millions d'euros de « Prêts Croissance Verte ». Ces prêts sont respectivement bonifiés à hauteur de 189 millions d'euros et 47 millions d'euros par la Section générale, soit un coût total de 236 millions d'euros en 2017 en complément de la bonification de 2016.

2 – Prise de participation dans le Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Le 31 mars 2017, la Caisse des Dépôts et CNP Assurances sont devenues actionnaire de référence de RTE au côté d'EDF, à travers la création d'un holding commun CTE, Coentreprise de transport d'électricité, détenu conjointement par EDF (50,1%) et par la Caisse des Dépôts et CNP Assurances (49,9 %). Cette participation indirecte au capital de RTE se répartit à hauteur de 29,9 % pour la Caisse des Dépôts et de 20 % pour CNP Assurances.

Cette opération vise à apporter à RTE une gouvernance nouvelle afin d'accompagner durablement sa stratégie d'investissement pour l'optimisation des infrastructures de transport d'électricité, au service de la transition énergétique.

L'opération a été réalisée sur la base d'une valorisation de 8,2 milliards d'euros pour 100 % des fonds propres de RTE.

Le prix d'acquisition de la quote-part de capital de la Caisse des Dépôts dans CTE s'élève à 1 615 millions d'euros.

Un pacte d'actionnaires a été mis en place pour un exercice concerté des droits et obligations des actionnaires de CTE.

Au terme de cette opération, la participation de 29,9 % dans la Coentreprise de transport d'électricité est consolidée par mise en équivalence compte tenu du contrôle que se partagent ces trois actionnaires.

3 – Cession de la participation au capital de SANEF

Conformément à l'accord engageant du 23 janvier 2017, la Caisse des Dépôts a cédé la totalité de sa participation au capital de HIT (holding du groupe SANEF) le 20 février 2017 pour un montant de 467 millions d'euros et a réalisé une plus-value avant impôt de 263 millions d'euros. Cette opération s'inscrit dans la politique de respiration du portefeuille de participations de la Caisse des Dépôts engagée dès 2014 ; elle consolide les fonds propres de l'établissement public et renforce la cohérence du Groupe.

4 – Offre publique mixte simplifiée sur Christian Dior

Le 22 mai 2017, la société Semyrhamis (société du groupe familial Arnault) a offert de manière irrévocable aux actionnaires de la société Christian Dior, autres que les membres du groupe familial Arnault, d'acquérir et/ou d'échanger la totalité des actions de la société qu'ils détiennent.

L'offre est constituée d'une offre publique mixte simplifiée à titre principal, assortie à titre subsidiaire d'une offre publique d'achat simplifiée et d'une offre publique d'échange simplifiée dans la proportion globale de 66,11% en numéraire et 33,89% en actions Hermès International.

Suite à cette offre, la Caisse des Dépôts a enregistré une plus-value avant impôt de 426 millions d'euros au 31 décembre 2017.

5 – Création d'un véhicule commun d'investissement par l'Agence Française de Développement et la Caisse des Dépôts, STOA.

L'Agence Française de Développement et la Caisse des Dépôts ont annoncé, à l'occasion de leur premier déplacement commun en Afrique de l'Ouest, la création d'un véhicule commun d'investissement dans les infrastructures, doté de 600 millions d'euros de fonds propres.

Il s'inscrit dans la stratégie commune définie par la charte d'alliance, signée le 6 décembre 2016 à Paris, entre l'Agence Française de Développement et la Caisse des Dépôts, en présence du Président de la République, concrétisation du rapprochement stratégique entre les deux institutions.

Ce véhicule s'inscrit dans la volonté commune des deux groupes d'accompagner les quatre transitions énergétique et écologique, numérique, territoriale et démographique.

Au 31 décembre 2017, la Caisse des Dépôts détient 83,3 % du capital de STOA pour un investissement de 100 M€ libéré pour moitié. Compte tenu du contrôle de la Caisse des Dépôts sur STOA, cet investissement est consolidé par intégration globale.

6 – Foncière Publique Solidaire.

Conformément aux engagements pris lors du bicentenaire de la Caisse des Dépôts, la société Foncière Publique Solidaire a été créée au cours de l'exercice 2017. Celle-ci a pour mission d'acquérir du foncier public et privé à des fins de logement. Sa vocation première sera de permettre la construction de logements, en particulier sociaux en assurant un équilibre financier notamment grâce à la réalisation de logements intermédiaires et libres. C'est donc une foncière à vocation d'intérêt général qui pourra intervenir partout sur le territoire métropolitain comme ultra-marin, avec une priorité donnée aux zones tendues.

Foncière Publique Solidaire est détenue à parité par la Caisse des Dépôts et par SOVAFIM dont le seul actionnaire est l'Etat. Au 31 décembre 2017, l'investissement de la Caisse des Dépôts est de 60 M€, compte tenu du contrôle conjoint sur Foncière Publique Solidaire, cet investissement est consolidé selon la méthode de la mise en équivalence.

7 – Groupe ICADE

Le Crédit Agricole Assurances a annoncé le 19 juin l'acquisition de l'intégralité de la participation de Groupama au capital d'Icade, soit 12,95%. Actionnaire depuis 2013, représenté au Conseil d'Administration et ayant soutenu la mise en œuvre du plan stratégique, Crédit Agricole Assurances renforce ainsi sa participation au capital d'Icade, qui s'établit dorénavant à 18,5%.

Le pacte d'actionnaires entre CDC et Groupama est devenu caduc du fait de la cession de la participation de Groupama. Le Conseil d'administration du 18 juillet a ainsi acté la démission des administrateurs représentant Groupama. La Caisse des Dépôts conserve le contrôle sur ICADE et la participation reste consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

Acquisition de la société cotée ANF Immobilier

Le 23 octobre 2017, ICADE a acquis hors marché, au prix de 22,15 euros par action, le bloc de contrôle détenu par Eurazeo au sein d'ANF Immobilier représentant 50,48 % du capital. A la suite de cette acquisition, ICADE a déposé auprès de l'AMF, le 25 octobre 2017, un projet d'offre publique d'achat simplifiée visant les actions d'ANF Immobilier. Par ailleurs, ICADE a acquis le 13 novembre 2017 auprès de la Caisse d'Epargne CEPAC, 6,42 % du capital d'ANF Immobilier par voie d'acquisition de bloc hors marché, au même prix de 22,15 euros par action. Enfin, l'offre s'est déroulée du 16 novembre 2017 au 6 décembre 2017, au même prix de 22,15 euros par action. A l'issue de l'offre, ICADE détenait 84,65 % du capital de cette société. A la suite d'acquisitions effectuées dans le cadre d'un mandat d'acquisition des actions d'ANF Immobilier signé entre ICADE et Natixis le 19 décembre 2017, ICADE détenait au 31 décembre 2017, 85,17 % du capital d'ANF Immobilier.

8 – Groupe CNP Assurances

CNP Assurances et Unicredit renouvellent leur partenariat en Italie

Le 20 décembre 2017, CNP Assurances et UniCredit ont procédé au renouvellement de leur partenariat dans le domaine de l'assurance de personnes en Italie, au travers de la société CNP UniCredit Vita détenue à 57,5 % par CNP Assurances, 38,8 % par UniCredit et 3,7 % par Cardif. Conclu pour 7 ans à compter du 1er janvier 2018, ce partenariat se matérialise par un pacte d'actionnaires signé entre CNP Assurances, UniCredit et Cardif, et par un accord de distribution entre CNP UniCredit Vita et UniCredit. Ce dernier prévoit la création d'une structure d'animation commerciale dédiée au sein de la filiale commune pour développer la commercialisation de contrats d'épargne en unités de compte, de prévoyance individuelle et d'assurance emprunteur, en ligne avec la stratégie de réorientation du mix-produits de CNP Assurances. Son périmètre géographique reste inchangé : il couvre le centre et le sud de l'Italie, la Sardaigne et la Sicile, soit 1 365 agences et points de vente UniCredit.

Partenariat entre le groupe Crédit Agricole et CNP Assurances

Le 22 juin 2017, le groupe Crédit Agricole et CNP Assurances ont signé comme prévu un protocole d'accord sur l'assurance des emprunteurs des caisses régionales du Crédit Agricole. La reprise par le groupe Crédit Agricole des affaires nouvelles sur l'assurance des emprunteurs sera progressive et graduelle à partir de septembre 2017, l'accord prévoyant une réassurance par CNP Assurances à hauteur de 20 % pendant 5 ans à compter de 2018. S'agissant du portefeuille de contrats existants, CNP Assurances reste co-assureur à hauteur de 50 % jusqu'à son extinction.

9 – Bpifrance

Le 19 juin 2017, Bpifrance (à travers sa holding Lion Participations) a annoncé la finalisation de l'acquisition de l'intégralité des titres Peugeot SA précédemment détenus par l'Agence des participations de l'Etat (APE), représentant environ 12,23 % du capital pour un prix total de 1 867 millions d'euros. Bpifrance reprend ainsi les droits et obligations de l'État au titre du pacte d'actionnaires conclu avec Peugeot SA, la famille Peugeot et le constructeur automobile chinois Dongfeng et dispose en conséquence de deux sièges et d'un censeur au conseil de surveillance de PSA. Cette participation est comptabilisée dans la catégorie comptable « Titres mis en équivalence ».

10 – La Poste

La Caisse des Dépôts détient une participation de 26,32 % au capital de La Poste pour un montant d'investissement de 1 643 millions d'euros. Cette participation est consolidée selon la méthode de consolidation de la mise en équivalence. La Caisse des Dépôts a procédé à une appréciation de la valeur de sa participation La Poste et retenu une valeur d'utilité de 1 643 millions d'euros au 31 décembre 2017.

11 – Le groupe SNI devient CDC Habitat

Mardi 30 janvier 2018, Eric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts, et André Yché, président du directoire du groupe SNI, ont acté le changement de nom du groupe SNI, qui devient CDC Habitat. Ce rapprochement du groupe SNI sous la marque-ombrelle le place au cœur de la stratégie de la Caisse des Dépôts. CDC Habitat consolide ainsi sa mission au service de l'intérêt général et son rôle au sein du groupe Caisse des Dépôts, ce dernier souhaitant donner une nouvelle impulsion à son action en faveur du logement : soutien à la production, consolidation du secteur HLM. CDC Habitat demeure une filiale de premier rang à 100 % de la Caisse des Dépôts.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Conseil d'Administration d'ICADE du 9 février 2018 et le Conseil de Surveillance d'ANF Immobilier du 8 février 2018 ont approuvé le principe d'une fusion, qui sous réserve de la levée de certaines conditions, devrait avoir lieu avant l'été 2018.

Il n'y a pas d'autre évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes et les résultats du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2017.

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)

| | Notes | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|-------|--------------|--------------|
| Intérêts et produits assimilés | 2.1 | 1 430 | 1 426 |
| Intérêts et charges assimilées | 2.1 | (1 192) | (1 092) |
| Commissions (produits) | 2.2 | 21 | 22 |
| Commissions (charges) | 2.2 | (38) | (41) |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 2.3 | (5) | 61 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 2.4 | 1 616 | 1 233 |
| Produits des autres activités | 2.5 | 11 347 | 4 439 |
| Charges des autres activités | 2.5 | (3 501) | (2 427) |
| Produit net bancaire | | 9 678 | 3 621 |
| Charges générales d'exploitation | 2.6 | (7 454) | (2 004) |
| Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | | (596) | (276) |
| Résultat brut d'exploitation | | 1 628 | 1 341 |
| Coût du risque | 2.7 | (1) | (58) |
| Résultat d'exploitation | | 1 627 | 1 283 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Entreprises associées) | 3.10 | (319) | 240 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Coentreprises) | 3.10 | 1 296 | 884 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 2.8 | 34 | 118 |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | 3.12 | (5) | |
| Résultat avant impôt | | 2 633 | 2 525 |
| Impôt sur les bénéfices | 2.9 | (531) | (652) |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées | | 3 | 15 |
| Résultat net | | 2 105 | 1 888 |
| Intérêts des minoritaires | 3.18 | (199) | (105) |
| Résultat net part du groupe | | 1 906 | 1 783 |

Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|--------------|--------------|
| Résultat net | 2 105 | 1 888 |
| Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net | | |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | 15 | (10) |
| Risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat | (1) | 14 |
| Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | | (1) |
| Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net | 14 | 3 |
| Eléments recyclables ultérieurement en résultat net | | |
| Ecarts de conversion | (54) | 1 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 1 982 | 1 099 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | 50 | 28 |
| Eléments recyclables ultérieurement en résultat net comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | 48 | 504 |
| Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net | 2 026 | 1 632 |
| Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 2 040 | 1 635 |
| Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 4 145 | 3 523 |
| Dont part du Groupe | 3 950 | 3 298 |
| Dont part des intérêts minoritaires | 195 | 225 |

Bilan consolidé au 31 décembre 2017

| <i>(en millions d'euros)</i> | Notes | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|-------|----------------|----------------|
| Actif | | | |
| Caisse, banques centrales | | 8 785 | 7 648 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.1 | 1 583 | 1 869 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 3.2 | 1 449 | 2 156 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3.3 | 65 589 | 64 609 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 3.4 | 15 897 | 14 015 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 3.5 | 4 828 | 5 300 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 3.6 | 22 953 | 21 875 |
| Actifs d'impôts | 3.7 | 235 | 420 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 3.8 | 7 288 | 7 275 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | 3.9 | 14 | 53 |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises | 3.10 | 24 661 | 22 286 |
| Immeubles de placement | 3.11 | 15 912 | 14 552 |
| Immobilisations corporelles | 3.11 | 2 628 | 2 758 |
| Immobilisations incorporelles | 3.11 | 719 | 602 |
| Ecarts d'acquisition | 3.12 | 1 002 | 1 092 |
| Total actif | | 173 543 | 166 510 |
| Passif | | | |
| Banques centrales | | | 2 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.1 | 2 230 | 2 900 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 3.2 | 1 562 | 1 758 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 3.13 | 11 879 | 12 728 |
| Dettes envers la clientèle | 3.14 | 64 432 | 58 638 |
| Dettes représentées par un titre | 3.15 | 39 433 | 40 014 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | | |
| Passifs d'impôts | 3.7 | 1 765 | 1 790 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 3.8 | 10 139 | 9 633 |
| Passifs non courants destinés à être cédés | 3.9 | 12 | 37 |
| Provisions | 3.17 | 1 188 | 1 257 |
| Dettes subordonnées, dépôts de garantie | | 1 | 1 |
| Capitaux propres part du groupe | | | |
| Réserves consolidées | | 23 398 | 22 482 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 11 958 | 9 935 |
| Résultat de l'exercice | | 1 906 | 1 783 |
| Total Capitaux propres part du groupe | | 37 262 | 34 200 |
| Intérêts minoritaires | 3.18 | 3 640 | 3 552 |
| Total Capitaux propres | | 40 902 | 37 752 |
| Total passif | | 173 543 | 166 510 |

Tableau de passage des capitaux propres du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017

| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|---|---|------------------------|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------------|--|---------------------------|--|-----------------------------------|
| | Réserves consolidées | Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat (non recyclable) | Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente | Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture | Réserves de conversion | Résultat net part du groupe | Capitaux propres part du groupe | Réserves Intérêts minoritaires | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des minoritaires | Résultat des minoritaires | Capitaux propres part des minoritaires | Total capitaux propres consolidés |
| (en millions d'euros) | 21 743 | 8 836 | (299) | (101) | 1 371 | 31 550 | 3 645 | (71) | 3 571 | 35 121 | | |
| Capitaux propres au 1er janvier 2016 | 21 743 | 8 836 | (299) | (101) | 1 371 | 31 550 | 3 645 | (71) | 3 571 | 35 121 | | |
| Changements de méthode comptable | 40 | (40) | | | | | | | | | | |
| Affectation du résultat 2015 | 1 371 | | | | (1 371) | (463) | (71) | 71 | | | | (463) |
| Versement à l'Etat 2016 au titre du résultat 2015 | (463) | | | | | (195) | (218) | | (218) | | | (218) |
| Distribution aux minoritaires | (195) | | | | | (15) | 7 | | 7 | | | (8) |
| Options de rachat d'intérêts minoritaires | (36) | | | | 14 | 16 | (30) | | (33) | | | (17) |
| Autres variations | 22 | | | | (1) | 1 783 | | | 105 | | | 1 888 |
| Résultat de la période | | | | | 1 783 | | | | | | | |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | | | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | | 121 | | | (4) | | | 117 |
| Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres | | | | | | 2 290 | | 109 | 109 | | | 2 399 |
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat | | 12 | | | | 12 | | | | | | 12 |
| Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat | | | | | | (899) | | 15 | 15 | | | (884) |
| Capitaux propres au 31 décembre 2016 | 22 482 | (28) | (306) | 33 | 1 783 | 34 200 | 3 333 | 114 | 3 552 | 105 | 3 552 | 37 752 |
| Changements de méthode comptable | | | | | | | | | | | | |
| Affectation du résultat 2016 | 1 783 | | | | (1 783) | (585) | 105 | (105) | | | | (585) |
| Versement à l'Etat 2017 au titre du résultat 2016 | (585) | | | | | (312) | (239) | | (239) | | | (312) |
| Premier règlement au titre du versement à l'Etat calculé sur la base des résultats du premier semestre 2017 | (312) | | | | | (22) | (239) | | (239) | | | (239) |
| Distribution aux minoritaires | (22) | | | | | (4) | 3 | | 3 | | | (1) |
| Options de rachat d'intérêts minoritaires | (4) | | | | | 52 | 129 | | 129 | | | 181 |
| Autres variations | 56 | | | | | 1 906 | | | 199 | | | 2 105 |
| Résultat de la période | | | | | 1 906 | | | | | | | |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | | | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | | (196) | | (23) | (23) | | | (219) |
| Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres | | | | | | 3 116 | | 12 | 12 | | | 3 128 |
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat | | (3) | | | | (3) | | | | | | (3) |
| Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat | | | | | | (890) | | 7 | 7 | | | (883) |
| Capitaux propres au 31 décembre 2017 | 23 398 | (31) | (264) | (164) | 1 906 | 37 262 | 3 331 | 110 | 3 640 | 199 | 3 640 | 40 902 |

Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'année 2017

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories.

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|-------------------|-------------------|
| Résultat avant impôts (hors activités abandonnées) | 2 633 | 2 525 |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 1 112 | 806 |
| Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | (38) | (45) |
| Dotations nettes aux provisions et dépréciations | 229 | (29) |
| Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence (entreprises associées et coentreprises) | (977) | (1 124) |
| Pertes nettes/gains nets des activités d'investissement | 101 | 407 |
| Produits/charges des activités de financement | 726 | 466 |
| Autres mouvements ⁽¹⁾ | 726 | 466 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements | 1 153 | 481 |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | (2 392) | (767) |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle ⁽²⁾ | 5 885 | 8 264 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers ⁽³⁾ | (1 462) | (1 718) |
| Flux liés aux immeubles de placement | (623) | (414) |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers | 432 | 1 239 |
| Impôts versés | (744) | (325) |
| Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | 1 096 | 6 280 |
| Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle | 4 882 | 9 285 |
| Flux liés aux actifs financiers et participations ⁽⁴⁾ | (1 504) | (152) |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | (532) | (327) |
| Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement | (2 036) | (479) |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | (1 049) | (635) |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement | 650 | 951 |
| Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement | (399) | 316 |
| Effet des activités abandonnées sur la trésorerie | 24 | (15) |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée | (15) | 1 |
| Effet des changements méthode sur la période | 24 | 3 |
| Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie | 2 479 | 9 110 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 9 131 | 21 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales | 7 649 | 34 |
| Solde net des comptes de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 1 482 | (13) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 11 612 | 9 131 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales | 8 785 | 7 649 |
| Solde net des comptes de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 2 827 | 1 482 |
| Variation de la trésorerie nette | 2 480 | 9 110 |

Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit, ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements, d'échéance en général inférieure à trois mois, sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|
| | Créances | Dettes | Créances | Dettes |
| Caisse | 2 | | 2 | |
| Banques centrales | 8 783 | | 7 647 | |
| Sous-total | 8 785 | | 7 649 | |
| Soldes à vue sur les établissements de crédit | 3 862 | 1 147 | 3 924 | 2 486 |
| OPCVM monétaires | 112 | | 44 | |
| Sous-total | 3 974 | 1 147 | 3 968 | 2 486 |
| Solde net de trésorerie et équivalents de trésorerie | 11 612 | | 9 131 | |

(1) Il s'agit principalement de la variation non monétaire des comptes de régularisation et de la variation en résultat de la juste valeur des actifs et passifs

(2) La variation observée en 2017 provient de la Caisse des Dépôts Section générale et concerne principalement l'augmentation des dépôts des notaires pour 4,6 Md€ (au 31 décembre 2016 concerne l'augmentation des consignations pour 3,9 Md€ et le remboursement reçu de l'ACOSS pour 4 Md€)

(3) Cette ligne recense principalement les effets nets sur la trésorerie des émissions de la Caisse des Dépôts Section générale.

(4) Il s'agit principalement de l'investissement de la Caisse des Dépôts dans la Coentreprise de Transport d'Electricité pour 1,6 Md€

Information sectorielle 2017

| | Pôle Caisse des Dépôts | | Pôle Bpifrance | | Banque - Assurance - La Poste | | Pôle Filiales & Participations | | Infrastructure & Transport | | Total | |
|---|------------------------|----------------|----------------|------------|-------------------------------|--------------|--------------------------------|---------------|----------------------------|--------------|----------------|----------------|
| | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Intérêts et produits assimilés | 1 420 | 1 410 | | | | | | 3 | 11 | 1 430 | 1 426 | |
| Intérêts et charges assimilés | (1 017) | (894) | | | | | | (28) | (9) | (1 192) | (1 092) | |
| Commissions (produits) | 21 | 22 | | | | | | | | 21 | 22 | |
| Commissions (charges) | (38) | (41) | | | | | | | | (38) | (41) | |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | (7) | 51 | 3 | 4 | | | | | | (5) | 61 | |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 1 608 | 1 191 | 1 | 1 | | | | 7 | 41 | 1 616 | 1 233 | |
| Produits des autres activités | 944 | 1 009 | 2 | 2 | | | | 7 817 | 1 026 | 11 346 | 4 439 | |
| Charges des autres activités | (872) | (900) | | | | | | (1 236) | (221) | (3 500) | (2 427) | |
| Produit net bancaire | 2 059 | 1 848 | 6 | 7 | - | - | 1 053 | 914 | 6 562 | 852 | 9 678 | 3 621 |
| Charges générales d'exploitation | (609) | (611) | (9) | (9) | | | | (629) | (753) | (7 454) | (2 004) | |
| Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | (136) | (133) | | | | | | (143) | (22) | (596) | (276) | |
| Résultat brut d'exploitation | 1 314 | 1 104 | (3) | (2) | - | - | 245 | 164 | 73 | 77 | 1 628 | 1 341 |
| Coût du risque | 7 | (41) | | | | | | (5) | (2) | (1) | (58) | |
| Résultat d'exploitation | 1 321 | 1 063 | (3) | (2) | - | - | 240 | 162 | 70 | 61 | 1 627 | 1 283 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Entreprises associées) | 13 | 16 | | | (386) | 225 | 5 | | 49 | (1) | (319) | 240 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Coentreprises) | 72 | 63 | 607 | 317 | 521 | 459 | 11 | (5) | 85 | 51 | 1 296 | 884 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (2) | 105 | | | | | 1 | (4) | 35 | 17 | 34 | 118 |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | | | | | | | | (6) | (5) | (5) | |
| Résultat avant impôt | 1 404 | 1 247 | 604 | 315 | 135 | 684 | 257 | 153 | 233 | 127 | 2 633 | 2 525 |
| Impôt sur les bénéfices | (500) | (583) | | | (14) | (42) | | | (16) | (27) | (531) | (652) |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées | 2 | 2 | | | | | | | | | 3 | 15 |
| Résultat net | 906 | 666 | 604 | 315 | 135 | 684 | 243 | 124 | 217 | 100 | 2 105 | 1 888 |
| Intérêts des minoritaires | | | | | | | (163) | (92) | (36) | (15) | (199) | (105) |
| Résultat net part du groupe | 906 | 666 | 604 | 315 | 135 | 684 | 80 | 32 | 181 | 85 | 1 906 | 1 783 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Contribution Bilan | 151 027 | 144 525 | 941 | 918 | 4 931 | 5 111 | 11 785 | 10 519 | 4 859 | 5 437 | 173 543 | 166 510 |

1. Principes et méthodes comptables applicables dans le groupe

1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLICABLES DANS LE GROUPE

I. BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Le groupe Caisse des Dépôts applique le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2017 en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations en matière de comptabilité de macro-couverture.

Le groupe Caisse des Dépôts a préparé ses comptes consolidés au 31 décembre 2017 sur la base des principes de reconnaissance et d'évaluation des normes IFRS et interprétations de l'IFRS IC (IFRIC) telles qu'elles étaient applicables à la date de clôture.

I.1. Normes, amendements et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire sur l'exercice 2017

Par rapport au 31 décembre 2016, les amendements dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2017 sont les suivants :

- Amendements à IAS 12 « *Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes* » (règlement UE n°2017/1989 du 06 novembre 2017)

Ces amendements viennent clarifier la comptabilisation des actifs d'impôt différé pour les pertes latentes sur les instruments de dette évalués à la juste valeur.

- Amendements à IAS 7 « *Initiative concernant les informations à fournir* » (règlement UE n°2017/1990 du 06 novembre 2017)

Ces amendements visent à améliorer les informations relatives à la variation de l'endettement lié aux opérations de financement, que cette variation provienne de mouvements de trésorerie ou non.

L'application de ces amendements n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

Le groupe applique également de manière anticipée, depuis le 1^{er} janvier 2016, la disposition prévue par le paragraphe 7.1.2 de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Ainsi, les variations de valeur liées au risque de crédit propre des passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sur option sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables.

I.2. Normes, amendements et interprétations IFRS adoptés par l'Union européenne mais non encore applicables

Le groupe Caisse des Dépôts a choisi de ne pas appliquer de manière anticipée les normes IFRS suivantes qui ne sont pas d'application obligatoire au 31 décembre 2017 :

1) IFRS 9 « Instruments financiers » (règlement UE n°2016/2067 du 22 novembre 2016) (hors la disposition prévue au paragraphe 7.1.2 qui est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2016)

La norme IFRS 9, appelée à remplacer la norme IAS 39 sur les instruments financiers, définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-

couverture. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Classement et évaluation

Selon la norme IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendront du modèle de gestion (business model) et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments.

Modèles de gestion

Le modèle de gestion de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers. Trois modèles de gestion sont définis par IFRS 9 :

- Le modèle de pure collecte dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- Le modèle mixte dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;
- Les autres modèles qui sont définis par opposition aux modèles de pure collecte et mixte. Ils concernent les portefeuilles d'instruments dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie par voie de vente des actifs ou ceux qui sont gérés et dont la performance est appréciée sur la base de la juste valeur.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments (critère dit « SPPI » - « Solely Payments of Principal & Interests »)

Les flux de trésorerie contractuels qui représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal restant dû sont compatibles avec un contrat de prêt dit basique (critère dit « SPPI »). Dans un tel contrat de prêt basique, les intérêts consistent principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et pour le risque de crédit.

Toute clause contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans rapport avec un tel contrat de prêt basique (comme une exposition aux variations de cours des actions par exemple, ou encore l'introduction d'un effet de levier) ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal restant dû, sauf à n'avoir qu'un effet minime sur ces flux.

Sur cet aspect, l'IASB a publié le 12 octobre 2017 des amendements limités à IFRS 9 intitulés « *Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative* ». Ces amendements stipulent qu'une clause de remboursement anticipé d'un instrument remplit le critère SPPI, quelles que soient les raisons ou circonstances qui ont provoqué la résiliation anticipée du contrat, et quelle que soit la partie au contrat amenée à payer ou à recevoir une compensation, dès lors que la compensation prévue au contrat est « raisonnable ».

Ces amendements, non encore adoptés par l'Union européenne, seront applicables de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 avec une application anticipée possible au 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 prévoit trois catégories comptables pour classer les actifs financiers : le coût amorti, la juste valeur par capitaux propres et la juste valeur par résultat.

Les dérivés incorporés à des actifs financiers ne pourront plus être comptabilisés séparément du contrat hôte.

Les instruments de dette (prêts, créances ou titres) seront classés au coût amorti, en juste valeur par capitaux propres ou en juste valeur par résultat :

- Ils seront classés au coût amorti si le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

- Ils seront classés en juste valeur par capitaux propres si le modèle de gestion est de détenir l'instrument afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal. Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres seront constatés au compte de résultat.

- Tous les instruments de dette qui ne seront pas éligibles à un classement au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres seront classés en juste valeur par résultat.

Les instruments de dette ne pourront être désignés en juste valeur par résultat sur option que si l'utilisation de cette option permet de réduire une incohérence en résultat.

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions seront classés en juste valeur par résultat, ou, sur option, en juste valeur par capitaux propres. Dans ce dernier cas, lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ne seront pas recyclés en résultat. Seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

Concernant les passifs financiers, le seul changement introduit par IFRS 9 porte sur la comptabilisation des variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sur option, qui seront à comptabiliser en capitaux propres et non plus en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9.

Dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation pour risque de crédit fondé sur les pertes attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle de provisionnement d'IAS 39 pour lequel la comptabilisation d'une dépréciation était conditionnée par la constatation d'une indication objective de perte de valeur.

Ce modèle s'appliquera aux instruments de dette (prêts et titres) évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, aux engagements de financement donnés et aux garanties financières donnés qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat, ainsi qu'aux créances clients et actifs sur contrat entrant dans le champ d'application d'IFRS 15 et aux créances locatives.

Le nouveau modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 imposera de constater les pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défauts dans les 12 mois à venir) sur les instruments émis ou acquis, dès leur entrée au bilan.

Les pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) devront être comptabilisées lorsqu'une augmentation significative du risque de crédit sera constatée depuis la comptabilisation initiale.

Les actifs financiers pour lesquels une perte de crédit attendue à 12 mois sera comptabilisée seront considérés comme relevant du « niveau 1 » de la classe de risque. Les produits d'intérêts seront calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute (avant dépréciation) de l'actif financier.

Les actifs financiers ayant subi une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale relèveront du « niveau 2 » de la classe de risque. Les produits d'intérêts seront calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute (avant dépréciation) de l'actif financier.

L'augmentation significative du risque de crédit s'appréciera sur base individuelle ou sur une base de portefeuilles homogènes d'actifs, lorsque l'appréciation individuelle ne s'avèrera pas pertinente. Pour ce faire, il sera tenu compte de toutes les informations raisonnables et justifiables qu'il sera possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables, en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur ce même instrument à la date de la comptabilisation initiale.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

La norme permet également de supposer que le risque de crédit d'un instrument de dette n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture (par exemple, un instrument financier présentant une notation de très bon niveau).

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif seront considérés comme dépréciés et relèveront du « niveau 3 » de la classe de risque. Les critères d'identification des actifs dépréciés seront similaires à ceux existants sous IAS 39. Les produits d'intérêts seront calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable nette (après dépréciation) de l'actif financier.

Une approche simplifiée a enfin été introduite pour les créances clients et les actifs sur contrat entrant dans le champ d'application d'IFRS 15 ainsi que pour les créances locatives. En appliquant cette approche simplifiée, qui permet d'éviter le suivi des changements de la qualité de crédit de la créance et le calcul des pertes attendues sur 12 mois, la dépréciation est toujours égale aux pertes de crédit attendues à maturité. Pour les calculs, les entités pourront recourir à des matrices de dépréciation selon la durée d'impayé.

Cette approche simplifiée est obligatoire pour les créances clients et les actifs sur contrat qui ne comportent pas de composante de financement significative. Elle est optionnelle pour les créances clients et les actifs sur contrat comportant une composante de financement significative ainsi que pour les créances locatives.

Comptabilité de couverture

La norme IFRS 9 a pour objectif de mieux aligner la comptabilité de couverture sur la gestion des risques de l'entité. Elle permettra d'une part un élargissement des opérations éligibles à la comptabilité de couverture et d'autre part un assouplissement des modalités d'appréciation de l'efficacité. Par ailleurs, des informations supplémentaires seront requises dans les notes annexes

pour décrire la stratégie de gestion et de couverture des risques ainsi que les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

Lors de la première application de la norme IFRS 9, les entités pourront choisir :

- Soit d'appliquer les nouvelles dispositions relatives à la comptabilité de couverture tout en conservant, le cas échéant, la possibilité d'appliquer les principes actuellement en vigueur relatifs à la macro-couverture de juste valeur sous IAS 39 ;
- Soit de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39, jusqu'à l'entrée en vigueur de la future norme sur la macro-couverture.

Transition

Le classement et l'évaluation ainsi que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 sont applicables rétrospectivement en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans obligation de retraiter les exercices présentés en comparatif. La comptabilité de couverture est quant à elle d'application prospective.

La norme IFRS 9 offre également la possibilité d'appliquer par anticipation la comptabilisation en capitaux propres des variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sur option.

Mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans le groupe Caisse des Dépôts

Les différentes entités du groupe Caisse des Dépôts se sont organisées pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018 en analysant les différentes options offertes par cette norme.

Les travaux de mesures d'impacts de la norme IFRS 9 et de sa déclinaison opérationnelle en vue de l'adaptation des systèmes d'information se sont poursuivis tout au long de l'exercice 2017.

Les principaux impacts attendus de l'application d'IFRS 9 au sein du groupe Caisse des Dépôts concerneront la Caisse des Dépôts Section Générale et le groupe Bpifrance qui est consolidé par la méthode de la mise en équivalence.

- Classement et évaluation

Sur la base des études menées à ce jour, les principaux classements et reclassements opérés au niveau du groupe Caisse des Dépôts devraient être les suivants :

Instruments de dette :

- Pour l'essentiel, les prêts et créances ainsi que les titres classés en « *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance* » sous IAS 39 resteront comptabilisés au coût amorti sous IFRS 9 ;
- Les titres (obligations et titres de créances négociables principalement), classés en « *Actifs financiers disponibles à la vente* » sous IAS 39 avec une évaluation en juste valeur par capitaux propres recyclables, devraient pour l'essentiel être comptabilisés au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables sous IFRS 9, selon leur modèle de gestion. La Caisse des Dépôts Section Générale envisage de classer une partie significative de son portefeuille au coût amorti au regard du modèle de gestion appliqué à ces titres ;
- Les parts d'OPCVM et de FCPR classées en « *Actifs financiers disponibles à la vente* » sous IAS 39 avec une évaluation en juste valeur par capitaux propres recyclables seront obligatoirement comptabilisés en juste valeur par résultat sous IFRS 9 en raison de leur nature d'instrument de dette et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels (critère SPPI non respecté) ;

- La Caisse des Dépôts Section Générale peut accorder des avances en compte-courant à des entités non cotées dont elle détient une partie du capital. Ces avances font l'objet d'une gestion globale avec les investissements au capital et d'une appréciation globale de la performance basée sur la juste valeur. Le modèle de gestion attaché à ces avances n'est par conséquent, ni celui de la pure collecte, ni celui mixte caractérisé à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs. Ces avances classées en « *Prêts et créances* » sous IAS 39 avec une évaluation au coût amorti seront comptabilisées en juste valeur par résultat sous IFRS 9 au regard de leur modèle de gestion.

Instruments de capitaux propres :

- Sous IFRS 9, les actions seront comptabilisées en juste valeur par résultat, sauf en cas d'option pour une comptabilisation en juste valeur par capitaux propres non recyclables (choix à opérer de manière irrévocable, instrument par instrument, à la date d'acquisition ou lors de la première application d'IFRS 9). La Caisse des Dépôts Section Générale et le groupe Bpifrance envisagent de recourir de manière significative à l'option leur permettant de comptabiliser leurs actions en juste valeur par capitaux propres non recyclables. Ce mode de comptabilisation apparaît en effet refléter au mieux leur statut d'investisseur de long terme.

- Par ailleurs, la Caisse des Dépôts Section Générale investit au capital d'entités non cotées avec ou sans avance en compte-courant. Comme indiqué ci-dessus, ces investissements font l'objet d'une gestion globale et d'une appréciation globale de la performance basée sur la juste valeur. Les investissements au capital classés en « *Actifs financiers disponibles à la vente* » avec une évaluation en juste valeur par capitaux propres recyclables sous IAS 39 seront comptabilisés en juste valeur par résultat sous IFRS 9 au regard de leur modèle de gestion.

Autres points :

- Pour l'essentiel, les actifs et passifs financiers comptabilisés en juste valeur par résultat sur option sous IAS 39 resteront comptabilisés à l'identique sous IFRS 9 ;

- Le mode de comptabilisation des passifs financiers sous IFRS 9 restera inchangé par rapport à la pratique actuelle. Pour rappel, la norme IFRS 9 imposera de comptabiliser en capitaux propres non recyclables les variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sur option. Comme le permet la norme IFRS 9, cette disposition est déjà appliquée par anticipation par le groupe Caisse des Dépôts depuis le 1^{er} janvier 2016.

Au final, les reclassements entre catégories d'actifs financiers qui généreront des différences de méthode d'évaluation auront un impact sur le montant total des capitaux propres d'ouverture du groupe Caisse des Dépôts au 1^{er} janvier 2018, date de la première application d'IFRS 9. Ceci concerne principalement :

- Les reclassements qui seront opérés par la Caisse des Dépôts Section Générale sur les titres actuellement classés en « *Actifs financiers disponibles à la vente* » et qui seront classés au coût amorti sous IFRS 9 ;

- Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sous IAS 39 et qui seront comptabilisés en juste valeur par résultat sous IFRS 9.

L'évaluation précise de ces impacts est en-cours de finalisation.

Le classement d'une partie significative des actions du groupe Caisse des Dépôts en juste valeur par capitaux propres non recyclables n'aura aucun impact sur le montant total des capitaux propres d'ouverture du groupe au 1^{er} janvier 2018, leur mode d'évaluation restant identique. En revanche, à compter du 1^{er} janvier 2018, les variations de juste valeur de ces actions n'impacteront pas le résultat net du groupe Caisse des Dépôts, même en cas de cessions. Ces variations de juste valeur impacteront en revanche la rubrique « *Résultat net et variations d'actifs et de passifs* ».

comptabilisées directement en capitaux propres » de l'état du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres (état du résultat global). Ces variations de juste valeur resteront définitivement comptabilisées dans les capitaux propres du groupe Caisse des Dépôts.

- Dépréciation

D'une manière générale, les modalités pratiques de calcul des dépréciations seront mises en œuvre de manière indépendante dans chaque entité du groupe au regard de la diversité des activités exercées par ces entités.

S'agissant de la Caisse des Dépôts Section Générale et du groupe Bpifrance, les modalités pratiques de calcul des dépréciations s'appuieront en grande partie sur des concepts et des dispositifs existants, notamment dans le cadre de leur dispositif de suivi prudentiel.

La méthodologie de calcul des pertes de crédit attendues s'appuiera ainsi sur trois paramètres principaux : la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (« LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (« EAD »). Les pertes de crédit attendues seront calculées comme le produit de la « PD » par la « LGD » et l'« EAD ».

Ces modalités de calcul ont nécessité des développements importants dans la mesure où la norme IFRS 9 impose désormais de calculer des pertes de crédit attendues sur des encours sains et de prendre en compte de nouveaux paramètres dans le calcul des dépréciations, notamment :

- La nécessité de suivre la dégradation relative du risque de crédit au cours de la vie de l'instrument pour l'affectation en « niveau 1 » ou en « niveau 2 » de la classe de risque ;
- Une évaluation de la perte de crédit attendue « Point in Time » par opposition à l'Expected Loss (« EL ») bâlois déterminé « Through the cycle » ;
- L'intégration du « Forward looking » consistant à intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut.

Par ailleurs, le groupe Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer l'approche simplifiée pour le calcul des dépréciations des créances locatives ainsi que des créances clients et des actifs sur contrat comportant une composante de financement significative. Cette approche consistera ainsi à calculer les pertes de crédit attendues à maturité sur ce périmètre.

L'estimation des impacts quantitatifs liés au nouveau mode de calcul des dépréciations est en-cours de finalisation. Il n'est toutefois pas attendu d'impact significatif au niveau des comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

- Couverture

Le groupe Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer les nouvelles dispositions d'IFRS 9 pour la comptabilité de couverture, la norme IFRS 9 permettant une meilleure traduction dans les comptes consolidés de la politique de gestion des risques des entités.

Ces nouvelles dispositions, qui s'appliqueront de manière prospective à compter du 1^{er} janvier 2018, nécessitent d'examiner :

- Les différentes opérations de couverture documentées sous IAS 39 afin de s'assurer que les critères d'applicabilité d'IFRS 9 sont toujours bien remplis ;
- Les couvertures non documentées sous IAS 39 et qui pourraient respecter les critères d'applicabilité d'IFRS 9.

Les travaux de mise à jour de la documentation des relations de couverture selon les exigences d'IFRS 9 sont en-cours et il n'est pas attendu d'impact significatif de l'application du volet couverture d'IFRS 9.

- Activité d'assurance

Concernant le groupe CNP Assurances, des amendements à la norme IFRS 4 « *Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance* » ont été adoptés par l'Union européenne le 03 novembre 2017 (règlement UE n°2017/1988) et seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2018. Ces amendements viennent préciser les modalités d'application pour les entreprises d'assurance de la norme IFRS 9 avec la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance. Ces amendements permettent le report d'application sous conditions de la norme IFRS 9 aux entreprises d'assurance, afin que ces dernières puissent l'appliquer de manière concomitante avec la norme IFRS 17 portant sur les contrats d'assurance.

Le groupe CNP Assurances, consolidé par mise en équivalence dans les comptes du groupe Caisse des Dépôts, remplit les critères d'éligibilité de cette disposition (le ratio de prédominance de l'activité d'assurances qui conditionne l'éligibilité au report d'IFRS 9 étant supérieur au seuil de 90%) et a l'intention d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 de trois ans, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

Ces amendements introduisent également une option simplificatrice permettant aux groupes appliquant IFRS 9 de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes des entreprises d'assurance consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

En conséquence, le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes du groupe CNP Assurances à compter du 1^{er} janvier 2018.

- Première application

Le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter ses états financiers comparatifs 2017 lors de la première application d'IFRS 9 comme l'autorise la norme.

2) IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (règlement UE n°2016/1905 du 22 septembre 2016)

La norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* », appelée à remplacer plusieurs normes et interprétations relatives à la reconnaissance des revenus (notamment les normes IAS 18 « *Produits des activités ordinaires* » et IAS 11 « *Contrats de construction* »), n'affecte pas les revenus résultant des contrats de location, des contrats d'assurance ou des instruments financiers.

Cette norme introduit :

- Un modèle unique de reconnaissance des revenus qui repose sur le transfert du contrôle du bien ou du service promis ;
- Un modèle de comptabilisation des revenus qui s'appuie sur des principes détaillés en cinq étapes clés permettant de déterminer quand le chiffre d'affaires doit être comptabilisé et pour quel montant.

Cette norme a été complétée par les amendements « *Clarifications apportées à IFRS 15* » adoptés par l'Union européenne le 31 octobre 2017 (règlement UE n°2017/1987), lesquels ne modifient

pas les principes sous-jacents de la norme IFRS 15. Ils apportent des précisions complémentaires sur la façon dont les principes d'IFRS 15 doivent être appliqués.

La norme IFRS 15 et ses amendements seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les dispositions et impacts de la norme IFRS 15 et de ses amendements ont été analysés et permettent d'en déduire qu'il n'y aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

3) IFRS 16 « Contrats de location » (règlement UE n°2017/1986 du 31 octobre 2017)

La norme IFRS 16 remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations relatives à la comptabilisation des contrats de location. Elle sera applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019.

Pour les bailleurs, l'impact attendu sera limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à la norme IAS 17.

Pour les preneurs, la norme IFRS 16 imposera un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Les principales modifications par rapport à IAS 17 seront les suivantes pour les preneurs :

- Tous les contrats de location seront portés au bilan des preneurs ;
- IFRS 16 abandonne la classification des contrats de location en contrats de location simple ou contrats de location-financement, traitant tous les contrats comme des contrats de location-financement ;
- Les contrats de location de moins d'un an et les contrats portant sur des actifs de peu de valeur seront exemptés des obligations posées par IFRS 16 ;
- Une nouvelle définition du contrat de location centrée sur « *le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie* ».

L'analyse de la norme et l'identification de ses impacts potentiels se sont poursuivis sur l'exercice 2017. L'estimation des impacts de cette norme est en cours.

I.3. Normes, amendements et interprétations IFRS non encore adoptés par l'Union européenne

Le groupe n'applique pas les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2017.

Cela concerne notamment IFRS 17 « *Contrats d'assurance* ».

Publiée par l'IASB le 18 mai 2017, cette norme remplacera la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance. Elle sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2021, sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

L'objectif de cette nouvelle norme est de prescrire les principes du traitement comptable, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application.

Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par l'Autorité des Normes Comptables

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n°2013-04 du 07 novembre 2013 de l'Autorité des normes comptables.

Le groupe Caisse des Dépôts a ainsi opté, conformément à la norme IAS 1 révisée, pour une présentation distincte du compte de résultat consolidé détaillant les composantes de son résultat net. Il présente par ailleurs dans l'« Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisés nets d'impôts directement en capitaux propres », le résultat net et le détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers du groupe Caisse des Dépôts exige la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que la direction et les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles la direction et les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci, notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment les évaluations suivantes :

- la juste valeur au bilan des instruments financiers non cotés enregistrés dans les rubriques : « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* », « *Instruments financiers dérivés de couverture* », « *Actifs financiers disponibles à la vente* » ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers (prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance) ;
- le montant des dépréciations des participations dans les entreprises mises en équivalence ;
- la juste valeur des immeubles de placement présentée dans une note annexe ;
- le montant des dépréciations des immobilisations corporelles, incorporelles et des écarts d'acquisition ;
- les impôts différés ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan (dont les provisions sur avantages du personnel) destinées à couvrir les risques de pertes et charges ;
- la valeur initiale des écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises ;
- l'évaluation des actifs non courants et dettes liées destinés à être cédés.

II. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Caisse des Dépôts Section générale, les comptes consolidés des sous-groupes et les comptes des entités sur lesquelles la Caisse des Dépôts exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable et dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

2. Méthodes de consolidation et notion de contrôle

Les filiales (et entités structurées) sur lesquelles le groupe exerce un contrôle sont consolidées par intégration globale. Le groupe Caisse des Dépôts possède le contrôle lorsqu'il détient le pouvoir de diriger les activités clés, qu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables, et qu'il a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur ces rendements.

Les droits de vote potentiels qui donnent accès à des droits de vote complémentaires sont pris en compte pour apprécier le contrôle dès lors que ces droits sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés.

Le groupe exerce un contrôle conjoint dans un partenariat lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions sur les activités pertinentes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. A ce titre, deux types de partenariat doivent être distingués, la coentreprise d'une part et l'entreprise commune d'autre part.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une coentreprise est consolidée par mise en équivalence.

Une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à celle-ci. Une entreprise commune est consolidée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus par le groupe Caisse des Dépôts dans l'activité commune, à savoir :

- ses actifs, y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement le cas échéant ;
- ses passifs, y compris sa quote-part des passifs assumés conjointement le cas échéant ;
- sa quote-part des produits issus des ventes ;
- les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement le cas échéant.

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence dans les comptes consolidés. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Les résultats des entités acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de leur date d'acquisition effective. Les résultats des entités qui ont été cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à la date à laquelle le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable a cessé.

Dates d'arrêté des comptes des entités consolidées

La quasi-totalité des entités consolidées clôture ses comptes au 31 décembre. Les sociétés consolidées qui clôturent leurs comptes à une date différente de plus de trois mois sont intégrées sur la base d'une situation au 31 décembre. Dans le cas où la date d'arrêté serait comprise dans le délai de trois mois, et lorsque l'image fidèle et économique du groupe le nécessite, les opérations

significatives intervenues entre la date de clôture et le 31 décembre, sont prises en compte lors de l'établissement des comptes consolidés.

3. Exclusions du périmètre de consolidation

Les participations détenues par le groupe Caisse des Dépôts dans une coentreprise ou une entreprise associée dans le cadre d'une activité de capital investissement sont exclues du périmètre de consolidation, conformément à l'option prévue par la norme IAS 28.18. Ces participations sont classées en « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option* ».

Les sociétés ESH (Entreprises Sociales pour l'Habitat) sont exclues du périmètre de consolidation, au motif que le groupe ne peut exercer un contrôle sur ces entités au sens des normes internationales. Les titres de sociétés ESH sont comptabilisés en « *Actifs financiers disponibles à la vente* ».

Les sociétés d'économie mixte (SEM, SAIEM) sur lesquelles le groupe Caisse des Dépôts n'exerce pas de contrôle sont exclues du périmètre de consolidation. Les titres de ces sociétés sont comptabilisés en « *Actifs financiers disponibles à la vente* ».

Les titres de sociétés acquis en vue d'une cession ultérieure à brève échéance, sont exclus de la consolidation. Les titres de ces sociétés sont comptabilisés en « *Actifs non courants destinés à être cédés* ».

Les caractéristiques des conventions signées entre l'Etat et la Caisse des Dépôts concernant le Programme d'Investissement d'Avenir entraînent en application du référentiel comptable IFRS, une « décomptabilisation » des actifs et passifs liés à ces conventions dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts. Ils sont compris dans les comptes de régularisation des états financiers établis en normes françaises par la Caisse des Dépôts Section générale.

4. Retraitements et opérations internes

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils sont significatifs. Les méthodes comptables des coentreprises et des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin d'être alignées sur celles adoptées par le groupe.

Les comptes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés lorsqu'ils concernent des sociétés consolidées par intégration globale.

En ce qui concerne les entreprises consolidées par mise en équivalence, les profits et pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du groupe sont éliminés à hauteur de la détention du groupe dans la coentreprise ou l'entreprise associée, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

5. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts sont présentés en euros. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Toutes les différences de

conversion résultant de la conversion sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger et d'emprunts et autres instruments de change désignés comme instruments de couverture de ces investissements sont imputés aux capitaux propres.

Lorsqu'une activité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

6. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition à l'exception des regroupements sous contrôle commun et de la formation d'une coentreprise qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à la juste valeur, déterminée à la date d'acquisition.

Les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont comptabilisés en résultat.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dès la prise de contrôle dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date d'acquisition. Les ajustements de prix éventuels qualifiés de passifs financiers sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté et sont comptabilisés en résultat, sauf si ces ajustements interviennent dans un délai de douze mois et sont liés à des faits et circonstances existants à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition, correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition. A cette date, l'écart d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique « *Ecart d'acquisition* » s'il est positif. Il est comptabilisé immédiatement en résultat s'il est négatif.

Les intérêts minoritaires peuvent être évalués, soit pour leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise (écart d'acquisition « *partiel* »), soit à leur juste valeur, une fraction de l'écart d'acquisition ainsi déterminé leur étant alors affectée (écart d'acquisition « *complet* »). Cette option est appliquée regroupement par regroupement.

Le groupe Caisse des Dépôts dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

Ils font l'objet de tests de dépréciation tels que décrits au paragraphe III.8.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises a été réalisé au moyen de plusieurs transactions d'échange (acquisition par étapes), l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de prise de contrôle. A cette date, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans l'entité acquise est réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

De même, la perte de contrôle d'une filiale consolidée se traduit par la réévaluation à la juste valeur par contrepartie du résultat de la participation éventuellement conservée.

7. Transactions avec les intérêts minoritaires

Le groupe Caisse des Dépôts comptabilise en capitaux propres la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net retraitée acquise, lors de l'acquisition d'intérêts minoritaires d'une filiale alors que le contrôle était déjà établi. Les frais directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en minoration des capitaux propres.

De même, les cessions partielles sans perte de contrôle réalisées par le groupe avec les intérêts minoritaires sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres.

8. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle présentée est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale du groupe Caisse des Dépôts. Cette information reflète l'organisation du groupe en termes de pôles d'activité. Les activités opérationnelles du groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des services rendus.

Au 31 décembre 2017, le Groupe est organisé en trois pôles d'activité :

- Pôle Caisse des Dépôts composé principalement de :
 - Caisse des Dépôts – Section Générale
 - SCET
 - CDC Habitat
- Pôle Bpifrance composé de :
 - Bpifrance
 - CDC International Capital
- Pôle Filiales et Participations composé principalement de :
 - La Poste
 - Compagnie des Alpes
 - Egis
 - Transdev Group
 - Coentreprise de Transport d'Electricité

Au 31 décembre 2016, le Groupe était organisé en cinq pôles d'activité :

- Pôle Caisse des Dépôts ;
- Pôle Banque, Assurance, La Poste ;
- Pôle Financement des entreprises dont Bpifrance et CDC International Capital ;
- Pôle Immobilier & Tourisme dont CDC Habitat ;
- Pôle Infrastructure, Transport & Environnement.

III. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

1. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne le 19 novembre 2004 et amendée ultérieurement, notamment par le règlement relatif à l'utilisation de l'option juste valeur paru en 2005.

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat, les instruments financiers dérivés de couverture et les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués et comptabilisés à la valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

1.1. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est définie par la norme IFRS 13 comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (notamment méthodes d'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'actif net réévalué). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Ces techniques sont calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.

Les actifs et passifs évalués ou présentés à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les justes valeurs sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les justes valeurs sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs.
- Niveau 3 : les justes valeurs sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Le classement d'un actif ou d'un passif dans la hiérarchie dépend du niveau du paramètre le plus significatif au regard de la juste valeur de l'instrument.

Cas particulier des instruments de capitaux propres non cotés

La détermination de la juste valeur des instruments de capitaux propres non cotés est généralement réalisée à partir de plusieurs modèles (actualisation des flux de trésorerie futurs, actif net réévalué ou multiples de sociétés comparables) :

- si l'évaluation est basée sur l'utilisation de données relatives à des sociétés comparables cotées ou, pour les titres « immobiliers » sur une revalorisation des immeubles à partir de données observables du marché, les instruments de capitaux propres sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur ;
- si au contraire l'évaluation est basée sur l'utilisation des flux de trésorerie futurs ou sur la notion d'actif net réévalué basés sur des données internes à la société, les instruments de capitaux propres sont classés en niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Il en est de même pour les instruments valorisés selon la méthode des multiples lorsque les données sont significativement ajustées sur la base de données non observables tenant compte des spécificités de l'entité concernée.

Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre est maintenu au coût dans la catégorie « *Actifs financiers disponibles à la vente* » car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Il est classé en niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

1.2. Titres

Les titres détenus par le groupe peuvent être classés selon les quatre catégories d'actifs financiers définies par la norme IAS 39, à savoir :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- Actifs financiers disponibles à la vente ;
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement / livraison, sauf cas particuliers.

➤ Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Selon la norme IAS 39, l'utilisation du portefeuille « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* » résulte soit d'une intention de transaction, soit de l'utilisation de l'option de comptabilisation à la juste valeur.

Les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont par nature des actifs ou passifs financiers acquis dans l'objectif d'opérations de transaction.

Les actifs ou passifs financiers peuvent également être comptabilisés dans cette rubrique du bilan, sur option offerte par la norme, en substitution à la comptabilité de couverture, afin de ne pas comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ou encore, si un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers et leur performance sont évalués sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion des risques et si les informations sur ce groupe sont reportées sur cette base en interne.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus

inclus. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisées en résultat, dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

Les variations de juste valeur et les plus ou moins-values de cessions réalisées sont comptabilisées dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* », du compte de résultat consolidé.

➤ ***Actifs financiers disponibles à la vente***

La catégorie des actifs disponibles à la vente est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Il s'agit des titres qui ne sont classés dans aucune des trois autres catégories.

Cette catégorie comprend des titres à revenu fixe ou à revenu variable, initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus (sauf lorsque le caractère non matériel des frais de transaction est démontré).

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables.

Lors de la cession ou de la dépréciation durable des titres, ces gains ou pertes latents, précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente* ».

Concernant les titres de capitaux propres, une dépréciation est constatée en cas d'indices objectifs de dépréciation durable des actifs concernés.

Une dépréciation se caractérise par une baisse durable, c'est-à-dire importante ou prolongée, de la valeur de marché du titre par rapport à son prix d'acquisition.

Les critères de dépréciation à caractère durable distinguent les notions de « caractère significatif » et de « caractère durable » à travers des critères distincts et non cumulatifs. Les critères de dépréciation retenus par la Caisse des Dépôts (Section générale) s'inscrivent à deux niveaux.

- 1^{er} niveau : seuils de déclenchement d'une analyse documentée

- Critère de baisse importante : décote de plus de 30 % du cours de clôture à la date d'arrêté ;
ou
- Critère de baisse prolongée : décote de plus de 30 % du cours moyen sur les 12 derniers mois.

Ces deux critères constituent des indicateurs significatifs permettant d'identifier les titres sur lesquels une analyse multicritère documentée sera réalisée. A l'issue de cette analyse, le principe du « jugement d'expert » s'exerce pour déterminer si une dépréciation par résultat doit être constatée.

- 2^{ème} niveau : critères de déclenchement mécanique de la dépréciation

Sauf événement exceptionnel dûment justifié, une dépréciation sera constatée à partir du moment où l'un des deux critères de déclenchement mécanique de dépréciation est atteint :

- Titre en décote de plus de 50 % du cours de clôture à la date d'arrêté par rapport au coût d'acquisition ; ou
- Titre en moins-value depuis plus de 3 ans par rapport au coût d'acquisition.

Lorsqu'une telle indication objective de dépréciation est constatée, la moins-value latente relevée sur le titre est enregistrée automatiquement en résultat.

Les critères retenus par la Caisse des Dépôts (Section générale) sont appliqués par les autres entités, sauf si au regard de l'activité de ces autres entités, d'autres critères de dépréciation durable paraissent plus pertinents.

La dépréciation des titres de capitaux propres est enregistrée dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente* » du compte de résultat et ne peut être reprise qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Quant aux titres de dettes, une dépréciation est constatée en résultat lorsqu'un risque de contrepartie est avéré, avec une reprise possible en résultat en cas d'amélioration ultérieure.

Les revenus comptabilisés sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans la rubrique « *Intérêts et produits assimilés* » du compte de résultat. Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente* » du compte de résultat.

➤ ***Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance***

Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers, autres que des dérivés, avec des paiements fixes ou déterminables et une échéance fixée, que l'entité a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie implique l'obligation de ne pas céder les titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille en « *Actifs financiers disponibles à la vente* » et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans), sauf si la vente intervient à une date très proche de l'échéance, ou si la quasi-totalité du principal des titres a été encaissée, ou enfin si la vente est justifiée par un événement externe isolé ou imprévisible (par exemple en cas de dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur).

La couverture du risque de taux de ces titres n'est pas autorisée.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus (sauf lorsque le caractère non matériel des frais de transaction est démontré). Ces titres sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (T.I.E) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs à l'encours net d'origine sur la durée de vie prévue de l'instrument financier.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision est constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine. En cas d'amélioration ultérieure, la provision excédentaire est reprise.

➤ ***Prêts et créances***

La possibilité de classer des titres de créances non cotés à revenu fixe ou déterminable, dans la catégorie des « *Prêts et créances* », n'a pas été retenue par le groupe Caisse des Dépôts.

1.3. Crédits

Les crédits du groupe sont affectés à la catégorie « *Prêts et créances* », sur les établissements de crédit ou sur la clientèle, suivant la contrepartie.

Lors de leur comptabilisation initiale, les crédits sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur du crédit correspond à son nominal, diminué le cas échéant de commissions perçues, d'une éventuelle décote, et augmenté des coûts de transaction.

Ultérieurement, les crédits sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les intérêts courus sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances affectées à cette catégorie peuvent faire l'objet d'une dépréciation. C'est le cas, dès lors qu'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt susceptible de générer une perte mesurable.

L'existence éventuelle d'une dépréciation est identifiée au niveau individuel du crédit, puis au niveau collectif, sur la base d'un portefeuille de crédits.

Les dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable des crédits avant dépréciation et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions ou de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

On distingue ainsi :

- Les créances dépréciées sur base individuelle : les créances douteuses assorties de provisions et les créances restructurées pour cause de défaillance du client assorties de décotes ;
- Les créances dépréciées sur base collective : les créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

➤ Provisionnement sur base individuelle

Les créances dépréciées sur base individuelle du groupe Caisse des Dépôts comprennent les créances douteuses non compromises et les créances douteuses compromises. La classification imposée par les dispositions comptables du règlement n°2014-07 (livre II – titre 2 relatif au traitement comptable du risque de crédit), applicable aux comptes individuels, a été maintenue dans les comptes sous référentiel IFRS.

Concernant les créances douteuses, le groupe Caisse des Dépôts retient comme indices objectifs de dépréciation au sens de la norme IAS 39, les critères de risque avéré utilisés en normes françaises.

Il existe un risque avéré lorsqu'il est probable que tout ou partie des sommes dues conformément au contrat ne seront pas perçues, et ce, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

En tout état de cause, sont considérées comme douteuses, les créances correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe une ou plusieurs échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière immobilière, plus de neuf mois vis à vis des collectivités locales) ;
- Lorsque la situation financière de la contrepartie est dégradée de telle sorte qu'elle se traduit par un risque de non-recouvrement ;
- Lorsqu'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Les créances douteuses non compromises sont des créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Les créances douteuses compromises sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est comptabilisée sous forme de dépréciation. Les dépréciations constituées correspondent en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine, à l'ensemble des pertes prévisionnelles au titre des encours douteux et douteux compromis.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance, ou la dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée dans la rubrique « *Coût du risque* » du compte de résultat. Pour les créances restructurées en encours sains, cette décote est réintégrée sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

Les dotations et les reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation et à l'amortissement de la décote du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

➤ **Provisionnement sur base collective**

La Caisse des Dépôts (Section générale) et ses filiales n'identifient pas de groupe de crédits présentant des caractéristiques de risques de crédit similaires, de caractère significatif et impliquant la constitution de dépréciations significatives sur base collective.

1.4. Passifs financiers

Deux catégories de passifs financiers sont identifiées par la norme IAS 39 :

- Les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- Les autres passifs financiers.

Ces autres passifs financiers sont comptabilisés en juste valeur à l'origine puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif lors des arrêts comptables suivants.

1.5. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier, ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres subordonnés perpétuels dont les clauses de rémunération des porteurs de titres offrent à l'émetteur la maîtrise de la date de paiement des intérêts, sont classés en instruments de capitaux propres. Toutes les autres obligations, perpétuelles ou remboursables, sont classées en dettes financières.

1.6. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers comptabilisés au bilan, en date de négociation, pour leur prix de transaction. Aux arrêtés comptables, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur, qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

➤ Dérivés de transaction

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans la rubrique « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive et en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

➤ Dérivés et comptabilité de couverture

Les principes de comptabilisation des dérivés et des instruments couverts dépendent de la stratégie de couverture et doivent remplir les conditions suivantes :

- Eligibilité de l'instrument de couverture et de l'élément couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et à chaque arrêté, de manière prospective et rétrospective.

La couverture de juste valeur a pour objet de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme. Dans une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont évalués au bilan à la juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans le poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* », symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré. Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée selon la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les dérivés de couverture sont transférés en portefeuille de transaction et comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de réduire le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers ou d'une transaction future hautement probable. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie futurs, les dérivés sont évalués au bilan à la juste valeur, en contrepartie de la ligne « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* » pour la partie efficace (capitaux propres) et en contrepartie de la ligne « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* » pour la partie inefficace

(compte de résultat). Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous les rubriques « *Intérêts et produits assimilés* » et « *Intérêts et charges assimilées* » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat. Les instruments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat. En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

La couverture d'un investissement net en devises a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro. Les principes de comptabilisation sont identiques aux principes applicables à la couverture de flux de trésorerie.

Quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat en « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

Le groupe Caisse des Dépôts a choisi de retenir l'option offerte par la norme IAS 39 de comptabiliser certains éléments couverts et leurs dérivés de couverture en « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* », notamment pour des obligations d'Etat et titres de créances négociables couverts par des swaps dans le cadre de contrats d'asset swaps.

➤ ***Dérivés incorporés***

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Si cet instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat, le dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte dès lors que, dès l'initiation de l'opération, les caractéristiques économiques et les risques associés de cet instrument dérivé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques et risques du contrat hôte. Le dérivé ainsi séparé est comptabilisé à sa juste valeur au bilan dans les rubriques « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* » et « *Passifs financiers à la juste valeur par résultat* ».

1.7. Garanties financières données

Les garanties financières sont des contrats qui imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes de l'instrument d'emprunt initiaux ou modifiés.

Les garanties financières données par le groupe Caisse des Dépôts sont évaluées initialement à leur juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre le montant de l'obligation et le montant initialement enregistré diminué le cas échéant de l'amortissement cumulé de la commission de garantie.

Elles font, le cas échéant, l'objet d'une provision au passif du bilan, selon les dispositions de la norme IAS 37.

1.8. Engagements de financement

Les engagements de financement du groupe Caisse des Dépôts sont évalués initialement à leur juste valeur. Ils sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IAS 37 dès lors qu'ils ne sont pas considérés comme des instruments dérivés.

1.9. Opérations de pensions livrées et de prêts de titres

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Toutefois, si le cessionnaire peut disposer librement de ces titres (pour les céder, les mettre en pension ou les prêter), les titres sont reclassés dans un sous-compte de titres ou dans un sous-compte de créances.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire. Toutefois, en cas de cession, de mise en pension ou de prêt de ces titres par le cessionnaire, une dette représentative de son obligation de rachat des titres empruntés ou reçus en pension est inscrite au bilan du cessionnaire. Cette dette est valorisée à la juste valeur.

2. Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du groupe Caisse des Dépôts dans ses coentreprises et ses entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Dans le cadre de la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition dans la quote-part de l'actif net détenu attribuable au groupe. L'écart d'acquisition afférent à la coentreprise et à l'entreprise associée est inclus dans la valeur comptable de la participation.

Au compte de résultat, la rubrique « *Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence* » reflète la quote-part du groupe dans les résultats de la coentreprise et de l'entreprise associée.

Après l'application de la méthode de la mise en équivalence, le groupe Caisse des Dépôts applique les dispositions d'IAS 39 pour déterminer s'il est nécessaire de comptabiliser une perte de valeur au titre de la participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée.

S'il existe un indicateur de dépréciation selon les critères énoncés par la norme IAS 39, c'est la totalité de la participation mise en équivalence qui fait l'objet d'un test de dépréciation selon la norme IAS 36. Une dépréciation est dès lors comptabilisée si la valeur recouvrable, correspondant à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité, est inférieure à la valeur comptable.

Lorsqu'une dépréciation est constatée, elle est affectée à la participation mise en équivalence au bilan, ce qui autorise par conséquent la reprise ultérieure de la dépréciation en cas d'amélioration de la valeur d'utilité ou de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Elle est comptabilisée au compte de résultat en « *Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence* ».

Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entité, le groupe Caisse des Dépôts cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de la coentreprise ou de l'entreprise associée sont provisionnées uniquement

lorsque le groupe a une obligation légale ou implicite de le faire ou lorsqu'il a effectué des paiements pour le compte de l'entité.

Lorsqu'une participation dans une coentreprise devient une participation dans une entreprise associée ou inversement, les intérêts conservés ne sont pas réévalués. Il en est de même en cas d'acquisition ou de cession partielle ne modifiant pas la nature du contrôle.

Les plus ou moins-values dégagées lors des cessions des participations dans les entreprises mises en équivalence sont comptabilisées au compte de résultat en « *Gains ou pertes nets sur autres actifs* ».

3. Actifs non courants et dettes liées destinés à être cédés et abandon d'activité

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Les actifs et passifs concernés sont reclassés dans les rubriques du bilan dédiées lorsqu'il est hautement probable que l'actif doit être cédé dans un horizon de 12 mois.

Dès lors qu'ils sont classés dans ces catégories, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les actifs concernés cessent d'être amortis. Les instruments financiers restent toutefois évalués selon les principes de la norme IAS 39.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Une activité est considérée comme abandonnée quand les critères de classification comme actif détenu en vue de la vente ont été satisfaits ou lorsque la cession peut être qualifiée d'abandon d'activité. Les résultats des activités abandonnées sont présentés sur une seule ligne du compte de résultat des périodes publiées, comprenant le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession de l'activité.

4. Opérations en devises

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Caisse des Dépôts.

Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Toutefois, pour les actifs monétaires classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti de ces actifs est comptabilisée en résultat, le complément étant enregistré en capitaux propres.

En ce qui concerne les éléments non monétaires :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change au jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change relatifs aux éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

5. Avantages du personnel

Les avantages consentis au personnel du groupe Caisse des Dépôts sont répartis selon quatre catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'abondement, l'intéressement et la participation ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi : régimes de retraite, indemnités de fin de carrière, accompagnement à la retraite à taux réduit, couverture médicale ;
- Les autres avantages à long terme tels que les médailles du travail et les gratifications liées à l'ancienneté ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

5.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme sont les avantages du personnel dont le règlement est attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les salariés ont rendu les services correspondants. Le groupe comptabilise un passif et une charge au titre des avantages à court terme au personnel lorsqu'il existe une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il y a une obligation implicite.

5.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Parmi les avantages postérieurs à l'emploi, sont distingués les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont en général couverts par des cotisations versées à des organismes de retraite par répartition ou d'assurance qui gèrent ensuite le paiement des pensions, ou par l'Etat en ce qui concerne les fonctionnaires, et qui ainsi, libèrent le groupe Caisse des Dépôts de toute obligation ultérieure. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies correspondent aux avantages du personnel pour lesquels le groupe Caisse des Dépôts s'engage sur un niveau de prestations envers les salariés. Ils constituent un risque à moyen ou long terme pour l'employeur et donnent donc lieu à évaluation et provisionnement.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, selon la méthode dite des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Cette charge est déterminée sur la base de la prestation future actualisée.

Le taux d'actualisation retenu par le groupe Caisse des Dépôts est déterminé par référence aux taux d'intérêt des obligations d'entreprises de première catégorie pour des durations équivalentes à celles de l'engagement des zones monétaires concernées.

Par conséquent, le montant de la provision destinée à couvrir les engagements concernés est égal à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée, et diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements.

La provision constituée est ajustée à chaque arrêté en fonction de l'évolution de la dette actuarielle de ces engagements.

Les éléments de réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés immédiatement et en totalité en capitaux propres dans la rubrique « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* », sans aucune possibilité de recyclage en résultat lors des exercices ultérieurs. Ils comprennent les écarts actuariels (résultant des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience) ainsi que le rendement des actifs du régime et la variation de l'effet du plafonnement éventuel de l'actif (en excluant les montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies).

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative :

- des coûts des services rendus au cours de l'exercice par les salariés ;
- des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes, ainsi que les profits ou pertes résultant de liquidations éventuelles de régimes ;
- des intérêts nets liés à l'actualisation du passif (actif) net au titre des prestations définies. Le rendement attendu des actifs est évalué en utilisant un taux d'intérêt identique au taux d'actualisation de la provision.

A l'étranger, il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent l'employeur et les salariés. Les engagements correspondants sont, selon le cas, versés à des fonds de pension propres aux sociétés ou comptabilisés dans les comptes des sociétés concernées.

5.3. Autres avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de cessation d'emploi, dont le règlement intégral n'est pas attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les salariés ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, au traitement près des écarts actuariels qui sont comptabilisés immédiatement dans le résultat de l'exercice.

6. Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions sont constitués par les paiements fondés sur des instruments de capitaux propres uniquement émis par des filiales du groupe, qu'ils soient dénoués par la remise d'instruments de capitaux propres ou un versement de numéraire dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions. Cette norme s'applique aux instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002, et dont les droits ne sont pas encore acquis au 1^{er} janvier 2005.

Les plans de paiements fondés sur des actions, initiés par des entités du groupe Caisse des Dépôts, sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre de plans d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2.

L'avantage consenti aux salariés correspond à la différence entre la juste valeur de l'action acquise, en tenant compte de la condition d'incessibilité, et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription, multipliée par le nombre d'actions souscrites. A chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

7. Immobilisations

Les immobilisations inscrites au bilan consolidé comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les immeubles de placement.

Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production, de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers donnés en location simple.

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat, de tous les coûts directement attribuables engagés, ainsi que des coûts d'emprunt le cas échéant.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres actifs sont amortis lorsqu'ils sont mis en service selon la méthode linéaire afin de ramener, en constatant une charge annuelle d'amortissement, le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité.

Les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur des immobilisations.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments ayant une utilisation différente, pouvant faire l'objet de remplacement à des intervalles réguliers ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément significatif est comptabilisé séparément et amorti sur sa durée d'utilité.

En règle générale, les composants et durées d'amortissement retenus au sein du groupe Caisse des Dépôts sont :

- Gros œuvre : 30 à 100 ans ;
- Couverture / façade : 25 à 40 ans ;
- Agencements : 10 à 25 ans ;
- Installations générales et techniques : 10 à 25 ans ;
- Gros entretien : 15 ans.

La valeur résiduelle, définie comme le montant net des coûts de sortie attendus, qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif à la fin de sa durée d'utilité, est prise en compte dans la base amortissable lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable.

Les logiciels et coûts de développement sont inscrits à l'actif et amortis sur 3 ans à 7 ans.

A chaque clôture, s'il existe un indice interne ou externe prouvant qu'une immobilisation a pu perdre notablement de la valeur, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable.

Si la valeur recouvrable s'avère inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par le biais d'une dépréciation. Cette dépréciation est reprise en cas d'appréciation ultérieure de la valeur.

8. Dépréciations des actifs incorporels non amortissables et des écarts d'acquisition

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée (écarts d'acquisition et certains actifs incorporels) ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation.

Pour la mise en œuvre du test de dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (UGT), qui représentent le niveau le plus fin générant des flux de trésorerie indépendants. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur recouvrable est la juste valeur de l'actif ou de l'UGT diminuée des coûts de sortie, ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

Si la valeur comptable excède la valeur recouvrable retenue, une perte de valeur, calculée par différence entre les deux montants, est comptabilisée par le biais d'une dépréciation dans le résultat de la période.

Les dépréciations ainsi constatées sur les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou sur des immobilisations incorporelles à durée d'utilisation indéterminée sont irréversibles.

9. Contrats de location financement

Un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété d'un bien, que la propriété soit ou non finalement transférée. Les critères utilisés pour classer des contrats en location-financement sont :

- le transfert réel de la propriété du bien à terme ;
- l'existence d'une option d'achat à terme à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur ;
- la durée du contrat couvrant la durée de vie économique ;
- la valeur actualisée des paiements futurs s'élevant à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué, à l'initiation du contrat ;
- la spécificité des actifs loués les rendant impropres à un autre usage que celui fait par le preneur.

Les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement, coté preneur, qui répond aux objectifs suivants :

- faire apparaître au bilan des immobilisations financées par crédit-bail et l'endettement correspondant ;
- comptabiliser en conséquence des dotations aux amortissements sur ces immobilisations et des charges financières sur l'endettement correspondant, en lieu et place des redevances de crédit-bail.

La durée d'amortissement correspond à celle des biens de même nature acquis par la société.

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

10. Provisions

Les provisions enregistrées au passif du bilan du groupe Caisse des Dépôts, autres que celles relatives aux instruments financiers et aux engagements sociaux concernent principalement des provisions pour litiges, amendes et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente représentative d'avantages économiques, sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actualisée à la date de clôture, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif. Quand il est procédé à une actualisation, le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent, et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

11. Impôts courants et différés

Des impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition des réglementations fiscales adoptées ou quasi-adoptées. Les effets dus aux changements des taux d'impôt sont pris en compte lors de l'exercice au cours duquel le changement de taux est voté ou quasi-adopté.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale et, en application de la règle de prudence, les impôts différés actifs ne sont retenus que s'il existe une forte probabilité d'imputation sur les bénéfices fiscaux futurs.

Certaines entités du groupe, détenues directement ou indirectement, font partie d'un groupe d'intégration fiscale.

La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf pour les éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

12. Capital

Compte tenu de son statut, la Caisse des Dépôts n'a pas de capital.

2. Notes relatives au compte de résultat consolidé

2.1 Produits et charges d'intérêts

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | | 31.12.2016 | | |
|--|--------------|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Comptes ordinaires et assimilés | 1 | | 1 | 31 | | 31 |
| Comptes et prêts/emprunts à terme | 61 | (274) | (213) | 26 | (244) | (218) |
| Pensions | | | | | | |
| Autres opérations dont instruments de couverture | 238 | (1) | 237 | 183 | | 183 |
| Opérations avec les établissements de crédit | 300 | (275) | 25 | 240 | (244) | (4) |
| Comptes ordinaires et assimilés | 4 | | 4 | 5 | | 5 |
| Comptes, prêts/emprunts à terme, dépôts | 77 | (376) | (299) | 105 | (372) | (267) |
| Pensions | 11 | | 11 | 11 | | 11 |
| Autres opérations dont instruments de couverture | 65 | | 65 | 38 | | 38 |
| Opérations avec la clientèle | 157 | (376) | (219) | 159 | (372) | (213) |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 222 | | 222 | 238 | | 238 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 618 | | 618 | 659 | | 659 |
| Autres opérations dont instruments de couverture | 133 | | 133 | 130 | | 130 |
| Opérations sur instruments financiers | 973 | | 973 | 1 027 | | 1 027 |
| Dettes représentées par un titre | | (541) | (541) | | (476) | (476) |
| Dettes subordonnées | | | | | | |
| Emprunts émis et assimilés | | (541) | (541) | | (476) | (476) |
| Total des produits et charges d'intérêts et assimilés | 1 430 | (1 192) | 238 | 1 426 | (1 092) | 334 |

2.2 Produits et charges de commissions

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|------------|-------------|------------|-------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Opérations avec les établissements de crédit et assimilés | | | | |
| Opérations avec la clientèle | 4 | | 4 | |
| Opérations sur titres et dérivés | | (17) | | (16) |
| Autres prestations de services financiers | 17 | (21) | 18 | (25) |
| Autres commissions | | | | |
| Total des produits ou charges nets de commissions | 21 | (38) | 22 | (41) |

2.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| (en millions d'euros) | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|-------------|-------------|--------------|--------------|
| | Total | Dont option | Total | Dont option |
| Gains ou pertes nets de cession | 30 | 30 | | (1) |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus | 1 | 1 | 20 | 20 |
| Dividendes | 16 | 1 | 20 | 1 |
| Autres produits et charges sur titres | | | | |
| Titres | 47 | 32 | 40 | 20 |
| Gains ou pertes nets de cession | | | 1 | |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus | (21) | | 110 | |
| Autres produits et charges sur instruments dérivés | | | | |
| Instruments financiers à terme ferme ou conditionnel - hors couverture | (21) | | 111 | |
| Gains ou pertes nets de cession | | | | |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus | | | | |
| Autres produits et charges sur prêts | | | | |
| Prêts | | | | |
| Gains ou pertes nets de cession | | | | |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus | 95 | 95 | 21 | 21 |
| Autres produits et charges sur emprunts | (117) | (117) | (143) | (143) |
| Emprunts | (22) | (22) | (122) | (122) |
| Gains ou pertes nets de cession | | | | |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus | | | | |
| Autres produits et charges sur engagements | | | | |
| Engagements | | | | |
| Couvertures de juste valeur | 24 | | 67 | |
| Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie | 4 | | 2 | |
| Résultat des opérations de couverture | 28 | | 69 | |
| Cessation des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| Cessation des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| Opérations de change | (37) | | (37) | |
| Opérations de change | (37) | | (37) | |
| Total gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | (5) | 10 | 61 | (102) |

2.4 Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Plus ou moins values de cession | 46 | 8 |
| Titres à revenu fixe | 46 | 8 |
| Plus ou moins values de cession | 1 010 | 748 |
| Dépréciations durables | (88) | (161) |
| Dividendes | 648 | 638 |
| Titres à revenu variable | 1 570 | 1 225 |
| Prêts | | |
| Autres produits et charges sur titres | | |
| Total gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente | 1 616 | 1 233 |

2.5 Produits et charges des autres activités

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|----------------------|---------------------------|--------------|----------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Produits et charges sur immeubles de placement | 1 568 | (715) | 1 518 | (725) |
| Produits et charges des autres activités | 9 779 ⁽¹⁾ | (2 786) ⁽¹⁾⁽²⁾ | 2 921 | (1 702) |
| Total produits et charges des autres activités | 11 347 | (3 501) | 4 439 | (2 427) |

(1) Dont 6 798 M€ de produits et 1 023 M€ de charges Transdev Group consolidé par intégration globale à partir du 21 décembre 2016.

(2) Dont 237 M€ de dotations aux provisions sur bonifications des prêts taux zéro du fonds d'épargne (211 M€ au 31 décembre 2016)

2.6 Charges générales d'exploitation

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|----------------|----------------|
| Charges de personnel ⁽¹⁾ | (5 345) | (1 503) |
| Autres charges et services extérieurs ⁽²⁾ | (2 108) | (494) |
| Dotations / Reprises de provisions | (1) | (7) |
| Autres charges générales d'exploitation | (2 109) | (501) |
| Total charges générales d'exploitation | (7 454) | (2 004) |

(1) Dont 3 787 M€ de charges Transdev Group

(2) Dont 1 627 M€ de charges Transdev Group

2.7 Coût du risque

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|------------|-------------|------------|-------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Dépréciation des prêts et créances sur les établissements de crédit | | | | |
| Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle | 43 | (44) | 29 | (47) |
| Dépréciation des titres disponibles à la vente | | | | |
| Dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance | | | | |
| Dépréciations | 43 | (44) | 29 | (47) |
| Autres provisions pour risque de contrepartie | 20 | (10) | 4 | (20) |
| Autres provisions pour risque de contrepartie | 20 | (10) | 4 | (20) |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables | | (10) | | (24) |
| Récupérations sur prêts et créances amorties | | | | |
| Pertes et récupérations | | (10) | | (24) |
| Coût du risque | 63 | (64) | 33 | (91) |

2.8 Gains ou pertes nets sur autres actifs

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|------------|------------|
| Gains ou pertes sur cession d'immobilisations | 7 | (1) |
| Gains ou pertes sur cession d'immobilisations | 7 | (1) |
| Gains ou pertes sur cession de titres | 31 | 123 |
| Plus ou moins values de dilution | | |
| Autres produits et charges liés aux titres consolidés | (5) | (4) |
| Gains ou pertes sur titres consolidés | 26 | 119 |
| Autres gains et pertes | 1 | - |
| Autres gains et pertes | 1 | - |
| Total gains ou pertes nets sur autres actifs | 34 | 118 |

2.9 Impôt sur les bénéfices

2.9.1 - Composante de la charge d'impôt

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|
| Charge d'impôt courant | (725) | (499) |
| Charge d'impôt différé | 194 | (153) |
| Charge d'impôt de l'exercice | (531) | (652) |

2.9.2 - Rapprochement entre la charge d'impôt consolidée et la charge théorique

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Résultat net part du groupe | 1 906 | 1 783 |
| Intérêts des minoritaires | 199 | 105 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | (977) | (1 124) |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | 5 | |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées | (3) | (15) |
| Impôt sur les bénéfices | 531 | 652 |
| Résultat avant impôt, variation des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence | 1 661 | 1 401 |
| Taux d'impôt théorique ⁽¹⁾ | 34,43% | 34,43% |
| Charge d'impôt théorique | (572) | (482) |
| Différences de taux ⁽²⁾ | (136) | (149) |
| Différences permanentes | 35 | (34) |
| Effets du régime SIIC et des autres activités immobilières exonérées | 52 | 13 |
| Effets nets de la reconnaissance d'impôt différé | 48 | (13) |
| Avoirs fiscaux et crédits d'impôt | 72 | 22 |
| Autres éléments | (29) | (9) |
| Charge d'impôt consolidée | (531) | (652) |
| Taux d'impôt effectif | 31,9% | 46,6% |

(1) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

(2) En 2016, l'effet différences de taux était principalement lié au changement de taux d'impôt prévu par la loi de finances 2017, votée en décembre 2016.

En 2017, l'effet différences de taux comprend -83M€ de contributions exceptionnelles et additionnelles à l'impôt sur les sociétés et l'impact de la loi de finances 2018, votée en décembre 2017, qui prévoit la baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés en France pour atteindre 25,83% à compter de 2022.

3. Notes relatives au bilan consolidé

3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en millions d'euros) | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Intrinsèque | Sur option | Intrinsèque | Sur option |
| Obligations et Bons du Trésor | | 211 | 1 | 510 |
| Titres de créances négociables | 111 | 237 | 1 | 271 |
| OPCVM | 115 | | 57 | |
| Autres titres | | | | |
| Titres à revenu fixe | 226 | 448 | 59 | 781 |
| Actions | | | | |
| FCPR | | | | |
| Autres titres | 71 | 681 | 189 | 536 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 71 | 681 | 189 | 536 |
| Instruments financiers dérivés de transaction | 157 | | 304 | |
| Instruments financiers dérivés de transaction | 157 | | 304 | |
| Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat | 454 | 1 129 | 552 | 1 317 |

| (en millions d'euros) | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|--|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Intrinsèque | Sur option | Intrinsèque | Sur option |
| Etablissements de crédit | | | | |
| Clientèle | | | | |
| Emprunts et comptes à terme | | | | |
| Obligations | | | | |
| Titres de créances négociables (1) | | 2 180 | | 2 789 |
| Autres | | | | |
| Dettes représentées par un titre | | 2 180 | | 2 789 |
| Dettes de titres | | | | |
| Dettes de titres | | | | |
| Instruments financiers dérivés de transaction | 50 | | 111 | |
| Instruments financiers dérivés de transaction | 50 | | 111 | |
| Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat | 50 | 2 180 | 111 | 2 789 |

| (en millions d'euros) | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|--|------------|--------------|------------|--------------|
| | | Sur option | | Sur option |
| Différence entre la valeur comptable et montant contractuellement dû à l'échéance | | 248 | | 339 |
| Montant contractuellement dû à l'échéance sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | 1 932 | | 2 450 |
| Montant cumulé de la variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat (non recyclable) | | 51 | | 47 |

(1) concerne la Section générale : dont 873 M€ de placements privés sous programme EMTN et 1 128 M€ d'émissions obligataires de référence en valeur nominale au 31 décembre 2017.

Le détail des émissions obligataires de référence comptabilisées à la juste valeur par résultat sur option est le suivant :

| Mois d'émission | Taux | Devise | Nominal en M€ | Code ISIN | Maturité |
|--|-----------|--------|---------------|--------------|---------------|
| Avril 2008 | TF 4,375% | EUR | 800 | FR0010606848 | 9 avril 2018 |
| Mai 2009 | TF 4,375% | EUR | 200 | FR0010606848 | 9 avril 2018 |
| Juin 2008 | TF 3,625% | CHF | 128 | CH0043140794 | 16 avril 2018 |
| Total des émissions obligataires de référence | | | 1 128 | | |

3.2 Instruments dérivés de couverture - Actif et passif

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Instruments de taux | 383 | 561 |
| Instruments de change | 568 | 1 024 |
| Instruments sur action | | |
| Autres instruments | 22 | 17 |
| Couverture de juste valeur | 973 | 1 602 |
| Instruments de taux | 475 | 555 |
| Instruments de change | 1 | |
| Instruments sur action | | |
| Autres instruments | | |
| Couverture de flux de trésorerie | 476 | 555 |
| Instruments de taux | | |
| Instruments de change | | |
| Instruments sur action | | |
| Autres instruments | | |
| Couverture des investissements nets en devises | | |
| Total des instruments financiers dérivés de couverture - Actif | 1 449 | 2 156 |

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|--------------|--------------|
| Instruments de taux | 302 | 387 |
| Instruments de change | 489 | 429 |
| Instruments sur action | | |
| Autres instruments | | |
| Couverture de juste valeur | 791 | 816 |
| Instruments de taux | 770 | 938 |
| Instruments de change | | 3 |
| Instruments sur action | | |
| Autres instruments | 1 | 1 |
| Couverture de flux de trésorerie | 771 | 942 |
| Instruments de taux | | |
| Instruments de change | | |
| Instruments sur action | | |
| Autres instruments | | |
| Couverture des investissements nets en devises | | |
| Total des instruments financiers dérivés de couverture - Passif | 1 562 | 1 758 |

3.3 Actifs financiers disponibles à la vente

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | | 31.12.2016 | | |
|---|---------------|------------------------------|------------------------------|---------------|------------------------------|------------------------------|
| | Juste valeur | Dont couvert en juste valeur | Dont gains ou pertes latents | Juste valeur | Dont couvert en juste valeur | Dont gains ou pertes latents |
| Obligations et Bons du Trésor | 6 890 | 19 | 66 | 9 048 | 50 | 68 |
| Titres de créances négociables | 31 705 | 98 | 69 | 31 220 | 175 | 107 |
| OPCVM | | | | | | |
| Autres titres | 768 | | 7 | 704 | | 6 |
| Créances rattachées | 141 | | | 164 | | |
| Titres à revenu fixe | 39 504 | 117 | 142 | 41 136 | 225 | 181 |
| Actions | 22 636 | | 10 942 | 20 058 | | 8 849 |
| FCPR | 1 538 | | 497 | 1 600 | | 502 |
| Autres titres | 1 911 | | 645 | 1 815 | | 493 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 26 085 | | 12 084 | 23 473 | | 9 844 |
| Total des actifs disponibles à la vente | 65 589 | 117 | 12 226 | 64 609 | 225 | 10 025 |

Dépréciations des actifs disponibles à la vente

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|----------------|----------------|
| Titres à revenu fixe | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | (3 634) | (3 695) |
| Total dépréciations | (3 634) | (3 695) |

3.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Comptes ordinaires débiteurs et prêts au jour le jour | 3 861 | 3 924 |
| Comptes courants des fonds d'épargne | | |
| Titres et valeurs reçus en pension livrée | | |
| Créances rattachées | 4 | 5 |
| Créances douteuses | | |
| Dépréciations | | |
| Créances à vue sur les établissements de crédit | 3 865 | 3 929 |
| Comptes et prêts à terme ⁽¹⁾ | 12 000 | 10 068 |
| Créances à terme sur les fonds d'épargne | | |
| Titres et valeurs reçus en pension livrée | | |
| Prêts participatifs | | |
| Prêts subordonnés | | |
| Avances rattachées à des titres | | |
| Autres créances | | |
| Créances rattachées | 18 | 9 |
| Créances douteuses | 17 | 17 |
| Dépréciations | (3) | (8) |
| Créances à terme sur les établissements de crédit | 12 032 | 10 086 |
| Total des prêts et créances sur les établissements de crédit | 15 897 | 14 015 |

(1) Dont :

- prêt de 3,2 Md€ à la Société de financement local (SFIL) au 31 décembre 2017 (5,9 Md€ au 31 décembre 2016),
- 2,9 Md€ de prêts à taux zéro du Fonds d'épargne et 1,6 Md€ de prêts BEI au 31 décembre 2017 (1,2 Md€ et 0,6 Md€ au 31 décembre 2016)

3.5 Prêts et créances sur la clientèle

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Comptes ordinaires débiteurs | 319 | 363 |
| Créances rattachées | 3 | 3 |
| Créances douteuses | 24 | 9 |
| Dépréciations | (2) | (2) |
| Comptes ordinaires débiteurs | 344 | 373 |
| Prêts à la clientèle financière | 63 | 44 |
| Crédits de trésorerie | 311 | 642 |
| Crédits à l'équipement | 841 | 815 |
| Crédits au logement | 306 | 348 |
| Avances rattachées à des titres | 999 | 1 088 |
| Prêts participatifs | | |
| Prêts subordonnés | 16 | 8 |
| Opérations de location financement | 80 | 84 |
| Titres et valeurs reçus en pension | | |
| Autres concours | 1 230 | 1 400 |
| Créances rattachées | 47 | 111 |
| Créances douteuses | 1 176 | 870 |
| Dépréciations | (585) | (483) |
| Autres concours à la clientèle | 4 484 | 4 927 |
| Total des prêts et créances sur la clientèle | 4 828 | 5 300 |

Détail des opérations de location financement

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|------------|------------|
| Investissement brut | 138 | 146 |
| <i>A recevoir dans moins d'un an</i> | 6 | 8 |
| <i>A recevoir entre un an et cinq ans</i> | 23 | 23 |
| <i>A recevoir au-delà de cinq ans</i> | 109 | 116 |
| Produits financiers non acquis | (58) | (62) |
| Investissement net avant dépréciation | 80 | 84 |
| <i>A recevoir dans moins d'un an</i> | 2 | 4 |
| <i>A recevoir entre un an et cinq ans</i> | 5 | 6 |
| <i>A recevoir au-delà de cinq ans</i> | 73 | 73 |
| Dépréciations | | |
| Investissement net après dépréciation | 80 | 84 |

3.6 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|---------------|---------------|
| Obligations et Bons du Trésor | 20 271 | 19 097 |
| Titres de créances négociables | 2 364 | 2 456 |
| Autres titres | | |
| Créances rattachées | 318 | 322 |
| Dépréciations | | |
| Titres à revenu fixe | 22 953 | 21 875 |
| Autres actifs détenus jusqu'à l'échéance | | |
| Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 22 953 | 21 875 |
| Juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ⁽¹⁾ | 26 028 | 25 349 |

(1) La hiérarchie de la juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance relève principalement du niveau 1.

3.7 Impôts courants et différés

3.7.1 - Ventilation des comptes d'impôts au bilan

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Impôts courants | 121 | 92 |
| Impôts différés | 114 | 328 |
| Total des actifs courants et différés | 235 | 420 |
| Impôts courants | 144 | 133 |
| Impôts différés | 1 621 | 1 657 |
| Total des passifs courants et différés | 1 765 | 1 790 |

3.7.2 - Impôts différés par sources d'actifs et de passifs

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|----------------|----------------|
| Gains et pertes latents sur titres disponibles à la vente | (2 926) | (2 660) |
| Instruments financiers de couverture de flux de trésorerie | 79 | 128 |
| Actifs et passifs à la juste valeur par résultat | 22 | 31 |
| Plus values latentes sur titres d'OPCVM | 477 | 313 |
| Provisions | 899 | 865 |
| Sursis d'imposition | (119) | (137) |
| Reports déficitaires | 59 | 59 |
| Autres décalages temporels | 2 | 72 |
| Total des impôts différés comptabilisés ⁽¹⁾ | (1 507) | (1 329) |

(1) Les actifs d'impôts sont signés en positif, les passifs d'impôts figurent en négatif.

3.8 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Charges constatées d'avance | 170 | 149 |
| Produits à recevoir | 162 | 175 |
| Autres comptes de régularisation | 3 063 | 2 764 |
| Comptes de régularisation | 3 395 | 3 088 |
| Débiteurs divers | 629 | 1 030 |
| Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres | | |
| Stocks et assimilés | 696 | 706 |
| Dépôts de garantie | 178 | 140 |
| Créances clients | 2 039 | 2 010 |
| Autres actifs divers | 535 | 484 |
| Dépréciations | (184) | (183) |
| Actifs divers | 3 893 | 4 187 |
| Total des comptes de régularisation et actifs divers | 7 288 | 7 275 |

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|---------------|--------------|
| Produits constatés d'avance | 402 | 540 |
| Charges à payer | 9 | 3 |
| Autres comptes de régularisation | 3 400 | 2 142 |
| Comptes de régularisation | 3 811 | 2 685 |
| Créditeurs divers | 467 | 1 146 |
| Dépôts de garantie | 110 | 103 |
| Dettes fournisseurs | 1 564 | 1 533 |
| Autres passifs divers | 4 187 | 4 166 |
| Passifs divers | 6 328 | 6 948 |
| Total des comptes de régularisation et passifs divers | 10 139 | 9 633 |

3.9 Actifs et passifs non courants destinés à être cédés

Actif

(en millions d'euros)

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|------------|------------|
| Portefeuille de prêts et créances | | |
| Portefeuille de titres et instruments financiers dérivés | | |
| Immobilisations de placement ⁽¹⁾ | 13 | 50 |
| Immobilisations d'exploitation | | |
| Autres actifs destinés à être cédés | | |
| Actifs en cours de cession | 13 | 50 |
| Actifs des activités abandonnées | 1 | 3 |
| Total des actifs non courants destinés à être cédés | 14 | 53 |

(1) La valeur de marché estimée des immeubles de placement destinés à être cédés comptabilisés au coût amorti s'établit à 24 M€ au 31 décembre 2017 contre 58 M€ au 31 décembre 2016. La hiérarchie de la juste valeur des immeubles de placement destinés à être cédés relève du niveau 3.

Passif

(en millions d'euros)

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|------------|------------|
| Passifs non courants destinés à être cédés | 3 | 1 |
| Passifs en cours de cession | 3 | 1 |
| Dettes liées aux activités abandonnées | 9 | 36 |
| Total des passifs non courants destinés à être cédés | 12 | 37 |

3.10 Participations dans les entreprises associées et coentreprises

3.10.1 - Entreprises Associées

3.10.1.1 - Bilan - Entreprises Associées

| | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|-------------------------------|--|-------------------------------|--|
| | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | |
| Pôle Caisse des Dépôts | 521 | | 374 | |
| Entités du groupe CDC HABITAT | 389 | | 374 | |
| LE MARQUIS | 52 | | | |
| FONCIERE DEVELOPPEMENT TOURISME | 33 | | | |
| SCI PB10 | 33 | | | |
| SCI EVI-DANCE | 14 | | | |
| Pôle Filiales et Participations | 2 188 | 21 | 2 570 | 20 |
| LA POSTE | 1 643 | | 2 136 | |
| Entités du groupe COMPAGNIE DES ALPES | 74 | 20 | 71 | 20 |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE | 249 | | 260 | |
| ADL PARTICIPATIONS | 97 | | | |
| VERDUN PARTICIPATIONS 1 | 83 | | 65 | |
| Entités du groupe EGIS | 15 | 1 | 10 | |
| Entités du groupe TRANSDEV | 27 | | 28 | |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence (entreprises associées) | 2 709 | 21 | 2 944 | 20 |

3.10.1.2 - Compte de résultat - Entreprises Associées

| | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|--|--|--|--|--|
| | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | |
| Pôle Caisse des Dépôts | 13 | | 16 | |
| Entités du groupe CDC HABITAT | 13 | | 16 | |
| LE MARQUIS | (1) | | | |
| FONCIERE DEVELOPPEMENT TOURISME | 1 | | | |
| SCI PB10 | (1) | | | |
| Pôle Filiales et Participations | (332) | (42) | 224 | (42) |
| LA POSTE | (386) | | 225 | |
| Entités du groupe COMPAGNIE DES ALPES | 5 | | 5 | |
| VERDUN PARTICIPATIONS 1 | 23 | | 1 | |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE | 13 | (42) | (6) | (42) |
| Entités du groupe EGIS | 7 | | 4 | |
| Entités du groupe TRANSDEV | 5 | | | |
| ADL PARTICIPATIONS | 1 | | | |
| SANTOLINE | | | (5) | |
| Quote-part des sociétés mises en équivalence (entreprises associées) dans le résultat | (319) | (42) | 240 | (42) |

3.10.1.3 - Résultat global - Entreprises Associées

| | Pôle Caisse des Dépôts | | Pôle Filiales & Participations | | | | Total | |
|---|------------------------|------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------|--------------|------------|--|
| | 31.12.2017 | 31.12.2016 | Banque - Assurance - La Poste | Immobilier & Tourisme | Infrastructure & Transport | 31.12.2017 | 31.12.2016 | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 13 | 16 | (386) | 5 | 49 | (319) | 240 | |
| Résultat net après impôt des activités abandonnées | | | | | | | | |
| Résultat net | 13 | 16 | (386) | 5 | 49 | (319) | 240 | |
| Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net | | | 19 | | (2) | 17 | 3 | |
| Ecart de conversion | | | (22) | | | (22) | 5 | |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | | | (2) | | | (2) | 68 | |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | (2) | | (2) | (4) | (18) | |
| Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net | | | (26) | | (2) | (28) | 55 | |
| Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | | | (7) | | (4) | (11) | 58 | |
| Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 13 | 16 | (393) | 5 | 45 | (330) | 298 | |

3.10.2 - Coentreprises

3.10.2.1 - Bilan - Coentreprises

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|-------------------------------|--|-------------------------------|--|
| | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur |
| Pôle Caisse des Dépôts | 1 313 | | 1 060 | |
| SCI Alpha Park | 12 | | 14 | |
| SCI Printemps La Valette | 4 | | 4 | |
| SCI Richelieu Vivienne | 31 | | 31 | |
| OPCI River Ouest | 49 | | 67 | |
| SAS Malthazar | 50 | | 48 | |
| SAS Printemps La Valette II | 16 | | 16 | |
| SCI Farman | 85 | | 85 | |
| SCI Tour Merle | 28 | | 28 | |
| Foncière Publique Solidaire | 60 | | | |
| CDC PME Croissance | 978 | | 767 | |
| Pôle Bpifrance | 11 883 | | 11 497 | |
| Bpifrance | 11 883 | | 11 497 | |
| Pôle Filiales et Participations | 8 756 | 208 | 6 785 | 210 |
| CNP Assurances ⁽¹⁾ | 6 926 | 208 | 6 614 | 208 |
| Entités du groupe ICADE | 149 | | 118 | |
| Coentreprise de Transport d'électricité | 1 630 | | | |
| Entités du groupe TRANSDEV | 29 | | 30 | |
| Entités du groupe EGIS | 22 | | 23 | 2 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence (coentreprises) | 21 952 | 208 | 19 342 | 210 |

(1) Le prix coté au 31 décembre 2017 pour un titre CNP Assurances ressort à 19,26 € soit un montant de 5 405 M€ pour l'ensemble des titres détenus par la Caisse des Dépôts. La valeur MCEV d'une action CNP Assurances, ressort au 31 décembre 2017 à 33,85 € soit un montant de 9 499 M€ pour l'ensemble des titres détenus par la Caisse des Dépôts.

3.10.2.2 - Compte de résultat - Coentreprises

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|--|--|--|--|--|
| | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition |
| Pôle Caisse des Dépôts | 72 | | 63 | |
| SCI Alpha Park | 2 | | 4 | |
| SCI Printemps La Valette | 4 | | 4 | |
| SCI Richelieu Vivienne | 1 | | 1 | |
| OPCI River Ouest | -15 | | 1 | |
| SAS Malthazar | 3 | | 2 | |
| SCI Farman | 4 | | 4 | |
| SCI Tour Merle | 2 | | 2 | |
| CDC PME Croissance | 71 | | 45 | |
| Pôle Bpifrance | 607 | | 317 | |
| Bpifrance | 607 | | 317 | |
| Pôle Filiales et Participations | 617 | | 504 | |
| CNP Assurances | 521 | | 459 | |
| Entités du groupe ICADE | 11 | | (6) | |
| Coentreprise de Transport d'électricité | 77 | | | |
| Entités du groupe TRANSDEV | -3 | | 33 | |
| Entités du groupe EGIS | 11 | | 18 | |
| Quote-part des sociétés mises en équivalence (coentreprises) dans le résultat | 1 296 | | 884 | |

3.10.2.3 – Résultat global - Coentreprises

| | Pôle Filiales & Participations | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------------|------------|--|----------------|------------|--|-------------------------------|------------|-----------------------|------------|----------------------------|------------|------------|--------------|--------------|
| | Pôle Caisse des Dépôts | | | Pôle Bpifrance | | | Banque - Assurance - La Poste | | Immobilier & Tourisme | | Infrastructure & Transport | | Total | | |
| | 31.12.2017 | 31.12.2016 | | 31.12.2017 | 31.12.2016 | | 31.12.2017 | 31.12.2016 | | 31.12.2017 | 31.12.2016 | | 31.12.2017 | 31.12.2016 | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 72 | 63 | | 607 | 317 | | 521 | 459 | 11 | (6) | | 85 | 51 | 1 296 | 884 |
| Résultat net après impôt des activités abandonnées | | | | | | | | | | | | | | | |
| Résultat net | 72 | 63 | | 607 | 317 | | 521 | 459 | 11 | (6) | | 85 | 51 | 1 296 | 884 |
| Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net | | | | (10) | (2) | | (3) | | | | | (2) | | (15) | (2) |
| Ecart de conversion | | | | (49) | 11 | | (93) | 97 | | | | | | (142) | 111 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 160 | 47 | | (57) | 87 | | 112 | 212 | | | | | | 215 | 346 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | | 5 | (1) | | (3) | (15) | | | | | | 2 | (10) |
| Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net | 160 | 47 | | (101) | 97 | | 16 | 294 | | | | | | 75 | 447 |
| Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 160 | 47 | | (111) | 95 | | 13 | 294 | | | | (2) | 9 | 60 | 445 |
| Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 232 | 110 | | 496 | 412 | | 534 | 753 | 11 | (6) | | 83 | 60 | 1 356 | 1 329 |

3.11 Immobilisations

3.11.1 - Valeurs brutes

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2016 | Acquisitions | Cessions | Autres mouvements | 31.12.2017 |
|---|---------------|--------------|--------------|-------------------|---------------|
| Terrains | 4 282 | 149 | (16) | 259 | 4 674 |
| Constructions | 13 537 | 185 | (164) | 857 | 14 415 |
| Installations techniques et agencements | 139 | | | 5 | 144 |
| Forêts et réserves foncières | 70 | | | | 70 |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Subventions d'investissement | (302) | (1) | | 1 | (302) |
| Immobilisations en cours | 590 | 738 | (5) | (323) | 1 000 |
| Immobilisations incorporelles de placement | 10 | | | | 10 |
| Autres | | | | | |
| Immeubles de placement ⁽¹⁾ | 18 325 | 1 071 | (185) | 799 | 20 011 |
| Terrains | 346 | 2 | (3) | (84) | 261 |
| Constructions | 1 105 | 27 | (9) | (173) | 950 |
| Installations techniques et agencements | 2 274 | 52 | (21) | (58) | 2 247 |
| Avances et acomptes | 3 | 2 | | (2) | 3 |
| Subventions d'investissement | (1) | (2) | | | (3) |
| Immobilisations en cours | 152 | 218 | | (176) | 194 |
| Autres | 2 715 | 204 | (58) | (255) | 2 606 |
| Immobilisations corporelles ⁽²⁾ | 6 594 | 503 | (91) | (748) | 6 258 |
| Logiciels | 822 | 12 | (28) | 103 | 909 |
| Concessions, brevets, licences | 194 | 1 | (12) | (33) | 150 |
| Immobilisations en cours | 116 | 127 | | (117) | 126 |
| Autres immobilisations incorporelles | 596 | 18 | (1) | 133 | 746 |
| Immobilisations incorporelles | 1 728 | 158 | (41) | 86 | 1 931 |

(1) Les autres mouvements sont principalement liés aux entrées de périmètre de consolidation de l'exercice

3.11.2 - Amortissements et dépréciations

| | 31.12.2016 | Augmentations | Diminutions | Autres mouvements | 31.12.2017 |
|---|----------------|---------------|-------------|-------------------|----------------|
| Terrains | (376) | 2 | 69 | 30 | (275) |
| Constructions | (3 357) | (543) | 105 | 18 | (3 777) |
| Installations techniques et agencements | (109) | (7) | | | (116) |
| Forêts et réserves foncières | (1) | | | | (1) |
| Subventions d'investissement | 119 | | 8 | (1) | 126 |
| Immobilisations incorporelles de placement | (10) | | | | (10) |
| Autres | (39) | (7) | 6 | (6) | (46) |
| Immeubles de placement | (3 773) | (555) | 188 | 41 | (4 099) |
| Terrains | (3) | | | 2 | (1) |
| Constructions | (604) | (38) | 7 | 146 | (489) |
| Installations techniques et agencements | (1 452) | (114) | 18 | 118 | (1 430) |
| Autres | (1 776) | (259) | 31 | 294 | (1 710) |
| Immobilisations corporelles ⁽²⁾ | (3 835) | (411) | 56 | 560 | (3 630) |
| Logiciels | (600) | (126) | 27 | 22 | (677) |
| Concessions, brevets, licences | (141) | (7) | 12 | 35 | (101) |
| Autres immobilisations incorporelles | (384) | (63) | 1 | 13 | (433) |
| Immobilisations incorporelles | (1 126) | (196) | 40 | 70 | (1 212) |

(2) Les autres mouvements sur les valeurs brutes et les dépréciations sont principalement liés aux travaux d'allocation du prix d'acquisition de Transdev Group

| <i>(en millions d'euros)</i> | Valeur nette au 31.12.2016 | Valeur nette au 31.12.2017 |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Immeubles de placement ⁽¹⁾ | 14 552 | 15 912 |
| Immobilisations corporelles | 2 758 | 2 628 |
| Immobilisations incorporelles | 602 | 719 |
| Total | 17 912 | 19 259 |

(1) La valeur de marché estimée des immeubles de placement hors destinés à être cédés comptabilisés au coût amorti s'établit à 23 502 M€ au 31 décembre 2017 contre 21 295 M€ au 31 décembre 2016.

La hiérarchie de la juste valeur des immeubles de placement relève du niveau 3.

3.11.3 - Détail des engagements reçus sur contrats de location simple non résiliables

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2016 | 31.12.2017 |
|------------------------------------|--------------|--------------|
| Echéance inférieure à 1 an | 753 | 887 |
| Echéance comprise entre 1 et 5 ans | 2 169 | 2 464 |
| Echéance supérieure à 5 ans | 1 504 | 1 573 |
| Total | 4 426 | 4 924 |

3.12 Ecarts d'acquisition

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2016 | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions) | Pertes de valeur de la période | Autres mouvements | 31.12.2017 |
|---|--------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|----------------------------|---------------------------|
| GROUPE ICADE | 40 | | | | | 40 |
| Foncière | 4 | | | | | 4 |
| Promotion | 36 | | | | | 36 |
| GROUPE COMPAGNIE DES ALPES | 280 | | | | | 280 |
| Domaines skiables | 135 | | | | | 135 |
| Pars de Loisirs | 145 | | | | | 145 |
| TRANSDEV GROUP | 621 | 2 | | (4) | (91) ⁽¹⁾ | 528 ⁽²⁾ |
| GROUPE EGIS | 151 | 15 | (2) | | (10) | 154 |
| Secteur Ingénierie | 139 | 12 | (2) | | (10) | 141 |
| Secteur Montage de projets - Exploitation | 12 | 3 | (2) | | | 13 |
| Total des écarts d'acquisition | 1 092 | 17 | (2) | (4) | (101) | 1 002 |

(1) dont -75M€ liés aux travaux d'allocation du prix d'acquisition de Transdev Group

(2) dont principalement 353 M€ sur l'UGT France, 77 M€ sur l'UGT Etats Unis et 44 M€ sur l'UGT Australie

3.13 Dettes envers les établissements de crédit

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Comptes ordinaires créditeurs et emprunts au jour le jour | 404 | 421 |
| Dettes à vue envers les fonds d'épargne | 743 | 2 063 |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée | | |
| Dettes rattachées | 3 | 1 |
| Dettes à vue | 1 150 | 2 485 |
| Comptes et emprunts à terme | 10 074 | 7 809 |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée | 584 | 2 376 |
| Dettes rattachées | 71 | 58 |
| Dettes à terme | 10 729 | 10 243 |
| Total des dettes envers les établissements de crédit | 11 879 | 12 728 |

3.14 Dettes envers la clientèle

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 51 105 | 46 539 |
| Dettes rattachées | 233 | 196 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 51 338 | 46 735 |
| Emprunts à la clientèle financière | | |
| Consignations ⁽¹⁾ | 11 240 | 10 100 |
| Comptes créditeurs à terme | 1 119 | 1 142 |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée | | |
| Autres dettes à terme envers la clientèle | 93 | 42 |
| Dettes rattachées | 642 | 619 |
| Autres dettes | 13 094 | 11 903 |
| Total des dettes envers la clientèle | 64 432 | 58 638 |

(1) Dont 4,5 Md€ au 31 décembre 2017 au titre de la loi 2014-617 du 13 juin 2014 sur les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance-vie en déshérence (3,7 Md€ au 31 décembre 2016)

3.15 Dettes représentées par un titre

| (en millions d'euros) | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Emissions à moyen et long terme ⁽¹⁾ | 15 554 | 16 765 |
| Emissions à court terme | 20 186 | 19 995 |
| Dettes rattachées | 136 | 147 |
| Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables | 35 876 | 36 907 |
| Emprunts obligataires et assimilés | 3 521 | 3 074 |
| Dettes rattachées | 36 | 33 |
| Emprunts obligataires et assimilés | 3 557 | 3 107 |
| Total des dettes représentées par un titre | 39 433 | 40 014 |

(1) Concerne la Section générale : 15 234 M€ d'émissions à moyen et long terme en nominal, réparties en placements privés sous programme EMTN pour 7 508 M€ et en émissions obligataires de référence pour 7 726 M€ au 31 décembre 2017.

Le détail des émissions obligataires de référence est le suivant :

| Mois d'émission | Taux | Devise | Nominal en M€ | Code ISIN | Maturité |
|--|-----------|--------|---------------|--------------|------------------|
| Décembre 2013 | TF 1,125% | EUR | 500 | FR0011654763 | 10 décembre 2018 |
| Février 2009 | TF 4,125% | EUR | 750 | FR0010725549 | 20 février 2019 |
| Mars 2009 | TF 4,125% | EUR | 250 | FR0010725549 | 20 février 2019 |
| Février 2017 | TF 0,20% | EUR | 500 | FR0013239985 | 1 mars 2022 |
| Juin 2015 | TF 1,25% | USD | 834 | FR0012759025 | 4 juin 2018 |
| Novembre 2015 | TF 1,50% | USD | 834 | FR0013049434 | 13 novembre 2018 |
| Mai 2016 | TF 1,25% | USD | 834 | FR0013171006 | 17 mai 2019 |
| Novembre 2016 | TF 1,375% | USD | 834 | FR0013216959 | 7 novembre 2019 |
| Novembre 2017 | TF 2% | USD | 834 | FR0013295912 | 14 novembre 2020 |
| Novembre 2013 | TF 1,25% | CHF | 214 | CH0229001000 | 16 décembre 2020 |
| Novembre 2017 | TF 0,30% | CHF | 214 | CH0386949348 | 12 novembre 2027 |
| Mars 2015 | TF 1,50% | GBP | 282 | FR0012616886 | 23 décembre 2019 |
| Juin 2017 | TF 0,50% | GBP | 338 | FR0013260734 | 12 juin 2020 |
| Novembre 2013 | TF 1,302% | JPY | 65 | FR0011643766 | 29 novembre 2028 |
| Juillet 2014 | TF 0,293% | JPY | 148 | JP525023AE76 | 30 juillet 2019 |
| Juillet 2014 | TF 0,327% | JPY | 36 | JP525023BE75 | 30 janvier 2020 |
| Juillet 2015 | TF 0,32% | JPY | 74 | JP525023AF75 | 23 juillet 2020 |
| Juillet 2014 | TF 0,454% | JPY | 32 | JP525023CE74 | 30 juillet 2021 |
| Juillet 2015 | TF 0,465% | JPY | 74 | JP525023BF74 | 22 juillet 2022 |
| Juillet 2014 | TF 0,725% | JPY | 80 | JP525023DE73 | 30 juillet 2024 |
| Total des émissions obligataires de référence | | | 7 726 | | |

3.16 Compensation des actifs et passifs financiers

| 31.12.2017 | | | | | | |
|---|--|-----------------------------|---------|---|---|---------------|
| | Montants bruts des actifs/passifs financiers | Montants compensés au bilan | Clôture | Impacts des conventions cadre de compensation et accords similaires | Instruments financiers donnés/reçus en garantie | Montants nets |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | |
| Actif | | | | | | |
| Instruments dérivés | 1 606 | | 1 606 | | 340 | 1 266 |
| Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires | | | - | | | - |
| Passif | | | | | | |
| Instruments dérivés | 1 612 | | 1 612 | | 303 | 1 309 |
| Mises en pension, prêts de titres et accords similaires | 584 | | 584 | | 22 | 562 |

| 31.12.2016 | | | | | | |
|---|--|-----------------------------|---------|---|---|---------------|
| | Montants bruts des actifs/passifs financiers | Montants compensés au bilan | Clôture | Impacts des conventions cadre de compensation et accords similaires | Instruments financiers donnés/reçus en garantie | Montants nets |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | |
| Actif | | | | | | |
| Instruments dérivés | 2 460 | | 2 460 | | 1 016 | 1 444 |
| Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires | | | - | | | - |
| Passif | | | | | | |
| Instruments dérivés | 1 818 | | 1 818 | | 611 | 1 207 |
| Mises en pension, prêts de titres et accords similaires | 2 376 | | 2 376 | | 30 | 2 346 |

3.17 Provisions

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2016 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | 31.12.2017 |
|---|--------------|------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|--------------|
| Provisions pour engagements sociaux | 610 | 136 | (60) | (74) | (31) | 581 |
| Provisions pour risques immobiliers | 18 | 2 | (2) | | (11) | 7 |
| Provisions pour risques de contrepartie | 120 | 6 | (13) | (1) | (82) | 30 |
| Autres provisions ⁽¹⁾ | 509 | 460 | (139) | (57) | (203) | 570 |
| Total des provisions | 1 257 | 604 | (214) | (132) | (327) | 1 188 |

- (1) Dont :
- Dotations liées aux engagements de mise en place des prêts à taux zéro au fonds d'épargne pour 236 M€
 - Autres mouvements : suite au versement des fonds au fonds d'épargne, transfert de -186 M€ de provisions pour bonification sur prêts à taux zéro en décote de la créance sur le fonds d'épargne
 - Dotations et reprises par Transdev Group, respectivement pour 171 M€ et -101 M€, qui concernent principalement la couverture du risque pour propre assureur et sinistres

3.18 Intérêts minoritaires

| | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|------------------------------|---|---|--|---|
| | Capitaux propres - part des minoritaires | Dont résultat net - part des minoritaires | Capitaux propres - part des minoritaires | Dont résultat net - part des minoritaires |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | |
| ICADE | 2 802 | 137 | 2 754 | 66 |
| Groupe COMPAGNIE DES ALPES | 521 | 27 | 503 | 26 |
| Autres | 317 | 35 | 295 | 13 |
| Total | 3 640 | 199 | 3 552 | 105 |

4. Engagements donnés et reçus

4. Engagements donnés et reçus

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Engagements donnés | 44 452 | 48 581 |
| Engagements de financement | | |
| En faveur des établissements de crédit ⁽¹⁾ | 9 730 | 8 345 |
| En faveur de la clientèle | 4 203 | 4 106 |
| Engagements de garantie | | |
| En faveur des établissements de crédit ⁽²⁾ | 1 890 | 2 091 |
| En faveur de la clientèle | 3 878 | 3 690 |
| Engagements sur titres | | |
| Titres à livrer | 53 | |
| Autres engagements donnés | | |
| En faveur des établissements de crédit ⁽³⁾ | 17 159 | 21 126 |
| En faveur de la clientèle | 7 539 | 9 223 |
| Engagements reçus | 42 597 | 46 244 |
| Engagements de financement | | |
| Reçus des établissements de crédit ⁽⁴⁾ | 23 611 | 27 568 |
| Reçus de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | | |
| Reçus des établissements de crédit ⁽¹⁾⁽²⁾ | 11 055 | 8 993 |
| Reçus de la clientèle | 4 628 | 4 936 |
| Engagements sur titres | | |
| Titres à recevoir | 2 528 | 4 337 |
| Autres engagements reçus | | |
| Reçus des établissements de crédit | | |
| Reçus de la clientèle | 775 | 410 |

La nature des engagements donnés ou reçus de la clientèle, en dehors des engagements de financement et de garantie, concerne notamment des engagements de titres ainsi que des engagements liés aux activités immobilières du groupe Caisse des Dépôts.

(1) Dont :

- Engagement de financement en faveur de la SFIL (Société de financement local) de 6,4 Md€ (4,6 Md€ en 2016) dans le cadre de la convention de crédit d'un montant de 10,0 Md€ et un engagement de garantie reçu en Loi Dailly pour la SFIL de 4,8 Md€ (5,2 Md€ en 2016) ;

- Engagement de financement donné au fonds d'épargne de 2,9 Md€ (3,8 Md€ en 2016) et engagement de garantie reçu du fonds d'épargne de 4,5 Md€ (1,8 Md€ en 2016) au titres des prêts à taux zéro et BEI.

(2) Dont baisse de l'engagement de garantie accordé à Natixis pour - 0,2 Md€ (solde 1,7 Md€) et de l'engagement reçu en contre garantie de la BPCE pour - 0,2 Md€ (solde 1,7 Md€) ;

(3) Dont nantissement de titres à la Banque de France 17,0 Md€ ;

(4) Dont lignes de crédits à la Banque de France 18,9 Md€.

5. Juste valeur des instruments financiers

5.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|--|------------------|--------------------------|------------------|--------------------------|
| | Valeur comptable | Valeur de marché estimée | Valeur comptable | Valeur de marché estimée |
| Actif | | | | |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 15 897 | 15 897 | 14 015 | 14 015 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 4 828 | 4 828 | 5 300 | 5 300 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ⁽¹⁾ | 22 953 | 26 028 | 21 875 | 25 349 |
| Total des actifs financiers comptabilisés au coût amorti | 43 678 | 46 753 | 41 190 | 44 664 |
| (1) La hiérarchie de la juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance relève du niveau 1 | | | | |
| Passif | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 11 879 | 11 879 | 12 728 | 12 728 |
| Dettes envers la clientèle | 64 432 | 64 432 | 58 638 | 58 638 |
| Dettes représentées par un titre | 39 433 | 39 433 | 40 014 | 40 014 |
| Dettes subordonnées | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Total des passifs financiers comptabilisés au coût amorti | 115 745 | 115 745 | 111 381 | 111 381 |

5.2 Information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

| <i>(en millions d'euros)</i> | Cotation sur un marché actif : Niveau 1 | Techniques de valorisation utilisant des données observables : Niveau 2 | Techniques de valorisation utilisant des données non observables : Niveau 3 | Total 31.12.2017 |
|--|---|--|--|-----------------------------|
| Actifs financiers valorisés à la juste valeur | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeurs par résultat - Transaction | 252 | 199 | 3 | 454 |
| Actifs financiers à la juste valeurs par résultat - Sur option | 685 | 20 | 424 | 1 129 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 22 | 1 427 | | 1 449 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 29 413 | 32 563 | 3 613 | 65 589 |
| Total des actifs financiers valorisés à la juste valeur | 30 372 | 34 209 | 4 040 | 68 621 |
| Passifs financiers valorisés à la juste valeur | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeurs par résultat - Transaction | | 50 | | 50 |
| Passifs financiers à la juste valeurs par résultat - Sur option | 1 643 | 537 | | 2 180 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | 1 562 | | 1 562 |
| Total des passifs financiers valorisés à la juste valeur | 1 643 | 2 149 | | 3 792 |

| <i>(en millions d'euros)</i> | Cotation sur un marché actif : Niveau 1 | Techniques de valorisation utilisant des données observables : Niveau 2 | Techniques de valorisation utilisant des données non observables : Niveau 3 | Total 31.12.2016 |
|--|---|--|--|-----------------------------|
| Actifs financiers valorisés à la juste valeur | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeurs par résultat - Transaction | 88 | 460 | 4 | 552 |
| Actifs financiers à la juste valeurs par résultat - Sur option | 1 073 | 15 | 229 | 1 317 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 17 | 2 139 | | 2 156 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 27 614 | 33 640 | 3 355 | 64 609 |
| Total des actifs financiers valorisés à la juste valeur | 28 792 | 36 254 | 3 588 | 68 634 |
| Passifs financiers valorisés à la juste valeur | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeurs par résultat - Transaction | | 111 | | 111 |
| Passifs financiers à la juste valeurs par résultat - Sur option | 2 096 | 693 | | 2 789 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | 1 758 | | 1 758 |
| Total des passifs financiers valorisés à la juste valeur | 2 096 | 2 562 | | 4 658 |

Les instruments financiers du groupe Caisse des Dépôts sont évalués en partie par référence à la « Cotation sur un marché actif » directement utilisable (Niveau 1 de la hiérarchie).

Sont ainsi concernés :

- les actions, évaluées en fonction des cours de leur place de cotation de référence ;
- les obligations, EMTN, BMTN : pour chaque titre, une recherche du cours le plus récent est effectuée sur l'ensemble des places de cotation, que celles-ci correspondent à des bourses officielles, des brokers, des salles de marché ou des plates-formes transactionnelles ;
- les OPCVM et parts de fonds détenus, à partir de leur valeur liquidative ;
- les BTAN, à partir des taux de cotation centralisés par la Banque de France ;
- les instruments dérivés traités sur les marchés organisés.

Les instruments financiers évalués selon des « Techniques de valorisation utilisant des données observables » (Niveau 2 de la hiérarchie) regroupent les instruments pour la valorisation desquels des références de prix doivent être recherchées sur des instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Sont ainsi concernés :

- les titres structurés valorisés par le groupe, un arrangeur ou un valorisateur externe ;
- les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré ;
- les TCN autres que BTAN, évalués à partir d'une courbe zéro coupon majorée d'un spread.

Les instruments financiers évalués selon des « Techniques de valorisation utilisant des données non observables » (Niveau 3 de la hiérarchie) regroupent les instruments dont l'évaluation fait principalement appel à des paramètres inobservables. Un paramètre inobservable est défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations ne reposant ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Cette catégorie regroupe peu d'instruments financiers (principalement des instruments financiers de titrisation).

5.3 Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon une technique utilisant des données non observables (Niveau 3)

| | Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat | Actifs financiers disponibles à la vente | Autres instruments | Total |
|---|---|---|--------------------|--------------|
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | |
| Solde au 31 décembre 2016 | 233 | 3 355 | | 3 588 |
| Acquisitions | 155 | 475 | | 630 |
| Cessions | (5) | (807) | | (812) |
| Transferts vers niveau 3 (entrées) | 35 | | | 35 |
| Transferts hors niveau 3 (sorties) | | | | |
| Gains et Pertes de la période comptabilisés en capitaux propres | | 768 | | 768 |
| Gains et Pertes de la période comptabilisés en résultat | 9 | | | 9 |
| Effets des variations de change | | (3) | | (3) |
| Effets des variations de périmètre & autres | | (175) | | (175) |
| Solde au 31 décembre 2017 | 427 | 3 613 | | 4 040 |

6. Facteurs de risque

6. Facteurs de risque

6.1 Risques liés aux instruments financiers

I - Dispositif de gestion des risques relatifs aux instruments financiers

1. Organisation du contrôle des risques de la Caisse des Dépôts

a) Périmètre

Le Code monétaire et financier prévoit le principe selon lequel un décret pris en Conseil d'Etat prévoit les dispositions applicables à la CDC en matière de contrôle interne, de normes et dispositif de gestion des risques. Dans ce cadre législatif, deux décrets déclinent ces dispositions à la Caisse des Dépôts.

Le décret n°2016-1983 du 30 décembre 2016 sur le contrôle externe de la Caisse des Dépôts en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017, rend applicable les dispositions prudentielles avec les adaptations nécessaires issues des dispositions du règlement (UE) n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et entreprises d'investissement (principalement la solvabilité, les grands risques, et la liquidité).

Le décret 2009-268 du 9 mars 2009 sur le contrôle externe de la Caisse des Dépôts assujettit l'établissement au Règlement CRBF 97-02 sur le contrôle interne dans sa version au 1^{er} janvier 2010. Ce règlement constitue la référence principale du contrôle interne pour l'ensemble du Groupe. Il impose au Groupe de se doter d'un dispositif de contrôle interne organisé en plusieurs niveaux, applicable aux filiales.

Le dispositif de contrôle interne doit également tenir compte, selon les cas, du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des réglementations particulières applicables aux entités du Groupe et aux activités spécialisées exercées par les entités du Groupe (gestion de portefeuille, assurance, ...). La direction des risques et du contrôle interne assure le suivi de l'évolution de cette réglementation et en contrôle la déclinaison au sein du Groupe.

Les principes d'organisation du contrôle interne de la Caisse des Dépôts sont édictés dans un document faitier, « Principes d'Organisation du Contrôle Interne » (POCI) validé en comité de direction.

Le document s'impose à l'ensemble des directions de l'Etablissement public (ci-après « les directions ») et aux filiales identifiées par la direction des risques et du contrôle, qui a défini une approche par « cercles », selon le niveau de risque dont ces filiales sont porteuses au regard de leur contrôle et leurs activités.

Les filiales, qu'elles soient ou non soumises au Règlement CRBF 97-02 doivent, dans le respect du cadre général et sans préjudice des dispositions qui leur sont applicables, se doter de dispositifs de mesure de surveillance et de prévention des risques adaptés à leurs activités et à l'importance des risques encourus. Elles mettent en œuvre des principes d'organisation cohérents avec ceux du POCI.

Il appartient à chaque direction et filiale de décliner les principes du POCI et, le cas échéant, d'apporter les précisions nécessaires pour tenir compte des spécificités de leurs activités et de veiller à la conformité des dispositifs mis en œuvre. Les directions et filiales déclinent également les dispositifs au sein des

COMPTES CONSOLIDES

filiales et associations qui leur sont rattachées ainsi qu'aux prestations essentielles ou importantes qu'elles externalisent ou délèguent. Le dispositif concerne l'ensemble des risques encourus, dont la nomenclature est définie au sein de la procédure de gestion des cartographies des risques et dans l'outil de gestion des risques de l'Etablissement public.

b) Les acteurs

Le directeur général de la Caisse des Dépôts est responsable du dispositif d'ensemble de contrôle interne et des risques du Groupe. Le directeur général est destinataire des principaux rapports relatifs au contrôle interne et aux risques et fixe les orientations des politiques de risque du Groupe.

Les directeurs de l'Etablissement public et des filiales sont responsables de la déclinaison des principes de contrôle interne du Groupe au sein de leur périmètre.

Les opérationnels exerçant des responsabilités hiérarchiques mettent en place une organisation de leur activité efficace du point de vue de la maîtrise des risques, notamment en termes de séparation des tâches et de procédures. La mise en œuvre de ces principes est impulsée, coordonnée et suivie par la directrice des risques et du contrôle interne du Groupe, en liaison avec la directrice de l'audit central du Groupe. Impulsé par la direction générale, l'exercice du contrôle interne incombe à l'ensemble de la ligne hiérarchique et, plus généralement, à l'ensemble des collaborateurs, quels que soient leur niveau de rattachement et leurs responsabilités.

La directrice des risques et du contrôle interne du Groupe anime, coordonne et supervise la filière « Risques » du Groupe (ou « fonction de gestion des risques » au sens des textes bancaires en vigueur). La direction des risques et du contrôle interne du Groupe veille à ce que le Groupe soit en conformité avec les obligations légales et réglementaires. Elle centralise les principaux textes de référence du dispositif de contrôle interne de la Caisse des Dépôts.

Le réseau des responsables du contrôle interne et des risques de l'Etablissement public et des filiales met en œuvre le dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne au sein des directions et des filiales dont ils relèvent, sous l'autorité des directeurs de ces entités.

Le correspondant informatique et libertés, qui rend compte au directeur général, veille au respect de la loi informatique et libertés au sein de l'Etablissement public. Dans le cadre de ses missions, en particulier de contrôle, il analyse et suit le risque lié à la protection des données à caractère personnel.

c) Les principes généraux d'organisation

Dispositif de contrôle permanent et périodique

Le dispositif de contrôle permanent s'appuie sur deux niveaux de contrôle : les contrôles opérationnels (premier niveau) et les travaux de collaborateurs dédiés uniquement aux fonctions de contrôle (deuxième niveau) :

- le premier niveau de contrôle regroupe l'ensemble des contrôles qui permettent de s'assurer de la régularité des opérations traitées. Ils sont exercés par les services opérationnels au sein des directions. Chaque responsable opérationnel doit donc exercer un contrôle efficace sur les activités dont il assure la responsabilité. Les contrôles de premier niveau obéissent à des principes de séparation de fonctions, de respect des délégations de pouvoirs et de signature, ainsi que d'exhaustivité et de régularité de l'enregistrement des opérations traitées et des flux générés. Ces contrôles sont exercés a priori, par exemple lors du traitement des opérations, ou a posteriori, à travers un suivi quotidien ou ponctuel portant sur certains aspects du traitement des opérations. Les contrôles de premier niveau incluent également les contrôles effectués par les systèmes automatisés de traitement des opérations. En outre, chaque responsable hiérarchique s'attache à vérifier, de

COMPTES CONSOLIDES

manière régulière, que les opérations et traitements sont exécutés conformément aux règles et procédures qui leur sont applicables ;

- le deuxième niveau de contrôle incombe à des collaborateurs extérieurs aux services opérationnels, dédiés à la fonction de contrôle sauf cas particulier validé par la direction des risques et du contrôle interne du Groupe. Il est exercé par le réseau des responsables du contrôle interne au sein des directions et des filiales, ainsi que par la direction des risques et du contrôle interne du Groupe. Les responsables des risques des Directions et filiales rendent notamment un avis sur les engagements sans toutefois participer à la prise de décision opérationnelle lors de comités d'engagement.

Le contrôle périodique constitue un troisième niveau de contrôle. Il est exercé par la direction de l'audit central du Groupe et le réseau d'audit, constitué des entités du Groupe en charge de missions d'audit interne conformément aux principes d'action et à l'organisation définis dans la charte de l'audit interne du groupe Caisse des Dépôts.

Indépendance et rattachement des responsables des risques

Les responsables des risques des directions de l'Etablissement public sont indépendants des services opérationnels, ils sont rattachés fonctionnellement à la directrice des risques qui est consulté lors de leur recrutement et participe à la proposition de leurs objectifs annuels.

Les responsables des risques des directions et filiales rendent compte du dispositif de maîtrise des risques à la direction des risques et du contrôle interne et peuvent en conséquence saisir directement la direction des risques et du contrôle interne.

Formalisation et traçabilité du dispositif de contrôle interne

Le contrôle interne s'appuie sur des procédures écrites et des plans de contrôle formalisés. Les directions et filiales doivent définir des normes en matière de contrôle interne et en contrôler le respect.

La direction des risques et du contrôle interne s'assure, de manière régulière, au travers de son plan de contrôle de conformité, du respect de l'ensemble du dispositif de contrôle interne au sein du Groupe. Elle en rend compte périodiquement aux organes exécutifs et délibérant de la Caisse des Dépôts.

Au sein de l'Etablissement public, les plans de contrôle, les résultats de ces contrôles, ainsi que les incidents et les plans d'actions associés sont archivés dans un outil fédéral au sein de la Caisse des Dépôts. Les filiales se dotent d'outils permettant d'assurer la traçabilité et la piste d'audit des contrôles effectués, ainsi que des incidents identifiés.

2. Politique, objectifs, procédures de contrôle des risques et reporting

La Charte du groupe Caisse des Dépôts formule les éléments de politique des risques suivants :

« Le Groupe concilie trois objectifs financiers stratégiques : la sécurité, un rendement de long terme satisfaisant de son portefeuille d'actifs et des revenus récurrents. L'Etablissement public assure, conformément à la loi, le financement d'interventions d'intérêt général. En l'absence d'actionnaire, il dépend de ses seuls résultats pour constituer ses fonds propres ».

« Les ambitions du Groupe sont présentées dans un plan stratégique à moyen terme. Ce plan fixe, en tenant compte d'un cadrage macro-économique commun, les objectifs stratégiques du Groupe et les

COMPTES CONSOLIDES

indicateurs cibles associés, les grandes lignes en matière d'allocation de capital et les perspectives en terme de création de valeur ».

Dans ce cadre, le pilotage s'exerce notamment dans le cadre du modèle prudentiel :

Le modèle prudentiel de la Caisse des Dépôts a été adopté par la Commission de surveillance, sur proposition du directeur général et après avis de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). La Commission a pu ainsi fixer le niveau de fonds propres de la Caisse des Dépôts.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, ce modèle, propre à la Caisse des Dépôts, permet de prendre en compte ses spécificités et en particulier sa mission d'investisseur de long terme. Ainsi, le modèle prudentiel de la Caisse des Dépôts s'applique à la Section générale en tenant compte de son modèle économique et des objectifs de gestion.

Le modèle prudentiel couvre les principaux risques : le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit sur les titres des portefeuilles comme pour les prêts accordés, le risque immobilier, le risque de change, le risque opérationnel et le risque de perte de valeur des portefeuilles d'actions et les risques liés aux filiales et aux participations.

La modélisation des risques et les besoins de fonds propres qui en découlent visent en premier lieu à assurer un niveau très élevé de sécurité financière, en cohérence avec les missions confiées à la Caisse des Dépôts. Il a vocation à couvrir l'intégralité des entités du groupe Caisse des Dépôts selon des modalités adaptées à la nature des activités.

La Caisse des Dépôts est un investisseur de long terme. Le modèle prudentiel adopté par la Commission de surveillance mesure donc la solidité de la Caisse des Dépôts dans une perspective pluriannuelle.

En fonction du cycle économique et des fluctuations des marchés, le dispositif applicable à la Section générale autorise des variations des fonds propres disponibles à l'intérieur d'un « corridor » de solvabilité entre un montant « cible », un seuil de surveillance et un montant « minimum ». Le seuil minimum du corridor, calculé dans le cadre du modèle prudentiel, est toujours supérieur à la référence réglementaire.

Comme la Charte du groupe Caisse des Dépôts l'indique, « le contrôle des risques du Groupe s'exerce en premier lieu par la participation de l'Etablissement public aux instances de gouvernance des filiales, notamment aux comités d'audit. En second lieu, l'Etablissement public met en place un dispositif de contrôle interne et de contrôle des risques, financiers et non financiers, qui couvre l'ensemble des activités du Groupe. Ce dispositif est adapté à la nature de chaque activité, à sa volumétrie, et au statut juridique des entités qui l'exercent. »

La direction des risques et du contrôle interne intervient en amont des engagements pris au niveau des différents métiers, ainsi que sur le suivi des risques de crédit et de marché des portefeuilles financiers.

Elle exerce un deuxième regard indépendant sur les risques financiers sous une forme adaptée à la nature de l'investissement, et notamment en fonction de la taille de l'engagement considéré.

Enfin, au titre du suivi des risques opérationnels, la direction des risques et du contrôle interne, en coordination avec les directions, veille à ce que toutes les mesures adéquates de maîtrise des processus soient prises afin d'avoir l'assurance raisonnable que les risques opérationnels inhérents à ces processus sont maîtrisés. Les différents outils, mis en œuvre au niveau des métiers de l'Etablissement public, sont les suivants :

- la base « incidents », qui recense les incidents et les plans d'action associés ;
- les cartographies de risques opérationnels ;

COMPTES CONSOLIDES

- les indicateurs d'alerte ;
- le plan de contrôle de conformité, qui contractualise entre la direction des risques et du contrôle interne et les métiers et filiales les différents points de contrôle ainsi que leurs modalités d'exécution et de suivi ;
- le plan de continuité d'entreprise.

La Caisse des Dépôts s'est dotée d'un progiciel afin de gérer ces différents outils (PRISM).

Une revue du dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques opérationnels de l'ensemble des directions de l'Etablissement public et des principales filiales est effectuée par la direction des risques et du contrôle interne à un rythme semestriel.

La direction des risques et du contrôle interne informe à fréquence prédéfinie et selon des formats adaptés, la situation des risques encourue par l'établissement public et ses principales filiales.

La direction générale est ainsi destinataire d'un reporting régulier de la direction des risques et du contrôle interne, et cette dernière réunit deux fois par an le comité des risques qui est l'instance faitière de gestion des risques sous la présidence du directeur général.

La direction des risques et du contrôle interne informe également la Commission de surveillance notamment au travers d'un rapport semestriel sur les risques concernant l'évaluation, la maîtrise et la gestion des risques notamment financiers de l'ensemble du Groupe. Celui-ci est complété annuellement d'une information à la Commission de surveillance sur le contrôle interne conformément aux exigences de l'article 42-43 du CRBF 97-02. Ce rapport est également transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

3. Intervention en amont des engagements

L'activité des métiers s'inscrit dans le cadre de lettres d'objectifs annuelles élaborées en liaison avec la direction du pilotage stratégique, du développement durable et des études et validées par le directeur général.

La direction des risques et du contrôle interne intervient en amont des engagements par sa présence dans :

- les comités des engagements, présidés par le directeur général, et qui se prononcent sur tous les engagements du Groupe au-delà d'un certain seuil ;
- les comités des engagements représentant la dernière instance de décision au sein d'une direction, et dans le comité d'investissement immobilier ;
- les comités mensuels de gestion de bilan et de portefeuille (CMGB/CMGP) ainsi que dans les comités trimestriels de gestion de bilan et de portefeuille (CTGB/CTGP) où sont notamment présentées les orientations de gestion au directeur général.

4. Suivi des risques de crédit et de marché

Mensuellement, pour les portefeuilles financiers (obligataires, monétaires, et dérivés associés), la direction des risques et du contrôle interne préside le comité des risques de contrepartie (CRC) qui examine un reporting élaboré par elle, rendant compte de l'évolution des risques de contrepartie en termes de :

- répartition des engagements des portefeuilles par catégorie de notation, zone géographique, émetteurs ;

COMPTES CONSOLIDES

- concentration des portefeuilles ;
- variations de notations des contreparties.

Les tableaux de bord des métiers prêteurs intègrent des éléments de suivi des risques de crédit du métier. Concernant les risques de marché et de liquidité, il est rendu compte de la gestion et des risques financiers (marché et ALM) au cours des comités mensuels (CMGB/CMGP).

La direction des risques et du contrôle interne transmet mensuellement au directeur général une contribution portant sur les risques financiers, dans le cadre de l'édition d'un tableau de bord.

Le rapport semestriel sur les risques que la direction des risques et du contrôle interne adressé à la Commission de surveillance et qui est préalablement revu dans le cadre du comité d'examen des comptes et des risques, intègre des informations détaillées sur les risques de crédit, les risques de marché et les risques de concentration.

II - Identification des risques financiers

1. Définitions

a) Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit est le risque de perte de valeur économique d'une créance, existante ou potentielle, lié à la dégradation de la qualité de crédit d'une contrepartie, pouvant aller jusqu'à se matérialiser par son incapacité de faire face à ses engagements.

b) Risque de concentration

Le risque de concentration est le risque qui résulte soit d'une forte exposition à un risque donné, soit d'une forte probabilité de défaut de certains groupes de contreparties.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente, pour l'établissement, l'impossibilité d'honorer ses engagements liés à des passifs financiers au titre d'une échéance donnée, avec l'impossibilité pour l'établissement de se procurer les liquidités nécessaires sur le marché.

d) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte sur des instruments de bilan ou de hors bilan, engendré par un mouvement adverse des paramètres de marché, qu'ils soient de taux, d'actions, de *spreads* de crédit, de change, de volatilité ou liés à une variation de prix de manière générale.

e) Risque de change

Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

f) Risque global de taux

Le risque de taux représente l'impact sur les résultats annuels et la valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt.

COMPTES CONSOLIDES

2. Processus de prise de risque

a) Dispositif de décision

Hors activités de marché, tout investissement fait l'objet d'un comité des engagements présidé par le directeur général de la Caisse des Dépôts lorsque le montant dépasse 100 millions d'euros et par le directeur général adjoint lorsqu'il est compris entre 10 et 100 millions d'euros.

a.1) Engagements hors activités d'investisseur financier

Les métiers sont responsables de leurs propres engagements (dans le cadre d'orientations définies dans des lettres d'objectifs annuelles, validées par le directeur général).

Hors activités de marché, les engagements sont décidés dans des comités métiers de différents niveaux.

La direction des risques et du contrôle interne participe de droit à tout comité d'engagement représentant la dernière instance de décision au sein d'une direction. Elle se réserve la possibilité de faire valoir ses avis, avant décision, et de demander des compléments d'information sur le risque. Elle fournit un double regard sur la conformité stratégique du projet, la bonne identification des risques et leur éventuelle couverture ainsi que sur la correcte rémunération au sens de la classe d'actifs. Son opposition éventuelle à un dossier requiert, pour être levée, une décision expresse du plus haut échelon de la hiérarchie du métier et fait l'objet d'un reporting au comité de direction de la Caisse des Dépôts.

a.2) Engagements sur activités d'investisseur financier

La gestion des portefeuilles d'actifs financiers est effectuée dans le cadre d'univers d'investissements dûment autorisés et de processus de gestion définis. Le souci de réactivité nécessaire dans les gestions des portefeuilles financiers a conduit à adopter un dispositif distinct de celui des autres engagements.

Pour ces activités de portefeuilles, l'exercice d'un deuxième regard sur les risques est assuré par la participation de la direction des risques et du contrôle interne aux comités mensuels de gestion des portefeuilles, aux comités trimestriels de suivi des portefeuilles et aux comités trimestriels de gestion des portefeuilles, présidés par le directeur général, où sont examinées les orientations de gestion pour la période à venir.

Ces comités trimestriels examinent la gestion passée et, tout spécialement une fois par an, les orientations à donner à la gestion pour l'année à venir, à la lumière d'une évaluation à moyen terme (typiquement 5 ans) des objectifs et des risques financiers du bilan. Ces exercices sont fondés sur des analyses approfondies de l'équilibre actif/passif prévisionnel des bilans, effectuées par une équipe dédiée. Les grandes orientations d'allocation d'actifs sont déclinées ensuite classe d'actifs par classe d'actifs.

Les placements en immobilier et private equity font en outre l'objet de comités d'investissements spécifiques.

COMPTES CONSOLIDES

b) Procédure de surveillance

Concernant les risques de crédit des portefeuilles financiers, le comité des risques de contrepartie déjà cité se réunit mensuellement pour définir des limites de risques par contrepartie sur proposition de la direction des risques et du contrôle interne, et examine le respect des limites au cours du mois passé. Les propositions de limites de risques sont élaborées par la direction des risques et du contrôle interne suivant des méthodes qui visent notamment la diversification des risques au sein des portefeuilles. Le respect de ces limites est en outre contrôlé quotidiennement par la direction des risques et du contrôle interne. Les risques de marché font l'objet de limites propres à chaque portefeuille.

Le reporting mensuel des comités de gestion financière intègre des mesures de risque pour chacune de ces limites.

c) Procédure de réduction des risques

Concernant les portefeuilles taux, les garanties sur émetteurs, émissions ou opérations sont dûment prises en compte dans les systèmes d'information et utilisées pour calculer l'exposition au risque de crédit au niveau des garants concernés.

Les transactions effectuées de gré à gré dans le cadre des activités de marché exposent la Caisse des Dépôts au risque d'un défaut potentiel de ses contreparties. La Caisse des Dépôts gère ce risque par la systématisation d'accords contractuels génériques (accords de compensation et de collatéral).

La compensation est une technique utilisée pour atténuer le risque de contrepartie lié aux opérations sur les produits dérivés.

Le principal mode de compensation appliqué par la Caisse des Dépôts est la compensation par liquidation qui permet, en cas de défaillance de la contrepartie, de mettre fin à toutes les opérations à leur valeur du marché actuelle, puis de faire la somme de toutes ces valeurs, positives et négatives, pour obtenir un seul montant (net) à payer à la contrepartie ou à recevoir de celle-ci.

Ce solde (« *close-out netting* ») peut faire l'objet d'une garantie (« collatéralisation ») consentie sous forme de nantissement d'espèces, de titres ou de dépôts. Les opérations concernées sont traitées conformément à des accords-cadres bipartites, respectant les principes généraux d'une convention-cadre nationale ou internationale.

Les principales formules d'accord bilatéral utilisées sont celles de la Fédération Bancaire Française (FBF) et, sur le plan international, celles de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA »).

Lorsque les transactions y sont éligibles, la Caisse des Dépôts a recours à la compensation des dérivés dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation EMIR.

La Caisse des Dépôts n'a pas recours aux techniques de réduction des risques par titrisation de créances.

d) Procédure de dépréciation

Le processus de valorisation et de provisionnement des instruments financiers de la Caisse des Dépôts repose sur des organes de décision structurés en trois niveaux :

- les comités métiers de valorisation et de provisionnement ;
- le comité fédéral de valorisation et de provisionnement ;
- le comité des comptes.

La procédure en vigueur est déclinée en règlements intérieurs qui détaillent les missions et les modalités de fonctionnement des différents comités. Sa mise en œuvre opérationnelle s'appuie sur l'élaboration d'une documentation méthodologique propre à chaque type d'instruments financiers.

COMPTES CONSOLIDES

En date d'arrêté, un dispositif de contrôle est mis en place afin de s'assurer de l'exhaustivité des actifs financiers faisant l'objet d'une revue, de la pertinence des méthodes de valorisation retenues, du respect des principes comptables (tels que décrits dans la note 1 – « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe ») et de la justification des valorisations et dépréciations en découlant.

Le champ d'intervention des comités métiers et du comité fédéral couvre tous les concours octroyés par l'Etablissement public (prêts et avances à la clientèle, comptes débiteurs, opérations spéciales de financement, etc.) ainsi que les opérations sur les titres.

d.1) Les comités métiers de valorisation et de provisionnement

Les comités métiers, présidés par un directeur métier, membre du comité de direction de l'Etablissement public, assurent les rôles suivants :

- décliner ou proposer les méthodologies de valorisation et de provisionnement des instruments financiers en fonction de leur nature ;
- fixer les valorisations et les provisions dans les limites de leur seuil de compétence ;
- décliner ou proposer les valorisations et les provisions à constituer au-delà de leur seuil de compétence.

Les comités métiers se tiennent *a minima* semestriellement et les décisions sont prises sur la base d'un dossier contenant les éléments nécessaires à la compréhension et à la détermination des valorisations.

La direction juridique et fiscale, la direction des risques et du contrôle interne et la direction des finances participent à l'ensemble des comités métiers.

Dans le cadre des arrêtés semestriels et annuels, la synthèse des décisions et propositions de chaque comité métier est transmise pour validation au comité fédéral de valorisation et de provisionnement.

d.2) Le comité fédéral de valorisation et de provisionnement

Le comité fédéral de valorisation et de provisionnement agit au nom du comité des comptes, par délégation du directeur général.

Présidé par la directrice des finances du Groupe, il se réunit semestriellement dans le mois qui suit la date de clôture des comptes. Ses membres permanents sont la directrice des risques et du contrôle interne, le directeur juridique et fiscal, les directeurs métiers, le directeur du département pilotage financier et comptabilité et le *Senior Risk Advisor* de la direction des finances.

Le comité valide les principes et les méthodes de valorisation et de provisionnement des opérations qui lui sont soumises par les comités métiers. Il arrête, sur la base des informations communiquées, les valorisations à retenir et les éventuelles dépréciations à constater dans les comptes de la Section générale et dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

La synthèse des décisions prises par le comité fédéral est transmise au comité des comptes dans le cadre du processus d'arrêté des comptes de la Section générale et du groupe Caisse des Dépôts.

COMPTES CONSOLIDES

3. Méthodes et mesure des risques

a) Risque de crédit

▪ Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|----------------|----------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable) | 831 | 1 147 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 1 449 | 2 156 |
| Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable) | 39 504 | 41 136 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 15 897 | 14 015 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 4 828 | 5 290 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 22 953 | 21 875 |
| Exposition des engagements au bilan nets de dépréciations | 85 462 | 85 619 |
| Engagements de financement donnés | 13 933 | 12 451 |
| Engagements de garantie donnés | 5 768 | 5 781 |
| Autres engagements donnés | 7 681 | 9 265 |
| Provisions pour engagements donnés | 2 | 2 |
| Exposition des engagements hors bilan nets des provisions | 27 384 | 27 499 |
| Total de l'exposition nette | 112 846 | 113 118 |

Le total de l'exposition nette du groupe Caisse des Dépôts regroupe majoritairement la Section générale, elle représente 90 % du total au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

Une équipe d'analystes de la direction des risques et du contrôle interne attribue aux émetteurs des notes en fonction de leur risque de crédit, sur une échelle homogène avec celle utilisée par les agences de « *rating* ». L'importance de l'engagement calculé, pour un émetteur donné, est fonction de la valeur de marché des titres sur lesquels portent l'engagement, et de leur nature.

Pour les produits dérivés, l'engagement intègre un complément additif (« *add-on* ») représentatif d'une exposition future possible au risque.

Les titrisations en portefeuille font l'objet de notations internes spécifiques (non homogènes avec celles des agences de notation) permettant de nuancer leur qualité.

Les portefeuilles de titres, à l'exception de ceux détenus jusqu'à l'échéance, ont été, conformément aux principes IFRS, évalués à leur juste valeur, qui pour l'essentiel des portefeuilles correspond au cours de bourse au 31 décembre.

COMPTES CONSOLIDÉS

■ Ventilation des actifs financiers par nature

| | 31.12.2017 | | | | | Exposition des engagements au bilan nets de dépréciations |
|--|-----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------------------|---|
| (en millions d'euros) | Actifs financiers bruts (*) | Dont Actifs financiers sains | Dont Actifs financiers en souffrance non dépréciés | Dont Actifs financiers dépréciés | Dépréciations sur actifs financiers | |
| Instruments de dette (hors juste valeur par résultat) | 62 463 | 62 463 | | | | 62 463 |
| Prêts et avances | 21 164 | 19 922 | 3 | 1 239 (**) | (569) | 20 595 |
| Instruments dérivés | | | | | | 1 606 |
| Total des actifs financiers ventilés par nature | 83 627 | 82 385 | 3 | 1 239 | (569) | 84 664 |
| Instruments de dette (à la juste valeur par résultat) | | | | | | 674 |
| Total des actifs financiers | | | | | | 85 338 |

* Il n'existe aucun actif financier renégocié à la clôture.

** Cela concerne la Section générale pour 1 228 M€ d'encours brut et 558 M€ de dépréciation. Pour l'essentiel, ces actifs dépréciés relèvent des missions d'intérêt général de la CDC.

| | 31.12.2016 | | | | | Exposition des engagements au bilan nets de dépréciations |
|--|-----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------------------|---|
| (en millions d'euros) | Actifs financiers bruts (*) | Dont Actifs financiers sains | Dont Actifs financiers en souffrance non dépréciés | Dont Actifs financiers dépréciés | Dépréciations sur actifs financiers | |
| Instruments de dette (hors juste valeur par résultat) | 63 011 | 63 011 | | | | 63 011 |
| Prêts et avances | 20 458 | 19 315 | 108 | 1 035 (**) | (446) | 20 012 |
| Instruments dérivés | | | | | | 2 460 |
| Total des actifs financiers ventilés par nature | 83 469 | 82 326 | 108 | 1 035 | (446) | 85 483 |
| Instruments de dette (à la juste valeur par résultat) | | | | | | 840 |
| Total des actifs financiers | | | | | | 86 323 |

* Il n'existe aucun actif financier renégocié à la clôture.

** Cela concerne la Section générale pour 1 027 M€ d'encours brut et 439 M€ de dépréciation. Pour l'essentiel, ces actifs dépréciés relèvent des missions d'intérêt général de la CDC.

Un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci.

COMPTES CONSOLIDES

▪ Exposition aux dettes souveraines du groupe Caisse des Dépôts

La dette souveraine se définit comme l'ensemble des créances et titres de dette ayant comme contrepartie un pays donné, entendu comme puissance publique et ses démembrements.

L'exposition brute correspond aux montants comptabilisés au bilan (donc y compris les réévaluations des titres comptabilisés à la juste valeur et les éventuelles dépréciations). Quant à l'exposition nette, elle correspond aux montants des expositions brutes nettes de garanties.

L'exposition aux dettes souveraines du groupe Caisse des Dépôts provient essentiellement de la Section générale.

▪ Exposition aux dettes souveraines de la Section générale

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Exposition brute | Exposition nette | Exposition brute | Exposition nette |
| France | 23 096 | 23 096 | 19 014 | 19 014 |
| Japon | 3 066 | 3 066 | 4 579 | 4 579 |
| Autriche | 450 | 450 | 452 | 452 |
| Irlande | 345 | 345 | 345 | 345 |
| Allemagne | 302 | 302 | 885 | 885 |
| Pologne | 212 | 212 | 225 | 225 |
| Chili | 185 | 185 | 188 | 188 |
| Mexique | 174 | 174 | 171 | 171 |
| Roumanie | 144 | 144 | 150 | 150 |
| Finlande | 140 | 140 | 216 | 216 |
| Pérou | 132 | 132 | 98 | 98 |
| Indonésie | 120 | 120 | | |
| Israël | 114 | 114 | 62 | 62 |
| Colombie | 98 | 98 | 76 | 76 |
| Espagne | 97 | 97 | 907 | 907 |
| Brésil | 97 | 97 | 151 | 151 |
| Afrique du Sud | 88 | 88 | 102 | 102 |
| République de corée (Corée du Sud) | 78 | 78 | 91 | 91 |
| Slovénie | 59 | 59 | 66 | 66 |
| Croatie | 58 | 58 | 39 | 39 |
| Venezuela | 50 | 50 | 54 | 54 |
| BEI (Supranational) | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Lituanie | 40 | 40 | 45 | 45 |
| Belgique | 39 | 39 | 77 | 77 |
| Pays-Bas | 8 | 8 | 23 | 23 |
| République tchèque | 5 | 5 | 6 | 6 |
| Italie | | | 120 | 120 |
| Bulgarie | | | 73 | 73 |
| Qatar | | | 34 | 34 |
| Total de l'exposition de la Section générale | 29 247 | 29 247 | 28 299 | 28 299 |

L'exposition de la Section générale sur la dette souveraine provient de la catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », de la catégorie « Actifs disponibles à la vente » et de la catégorie des « Prêts et créances sur la clientèle ».

COMPTES CONSOLIDES

b) Risque de concentration

Les risques de concentration sont appréciés de la manière suivante :

- > pour les portefeuilles de taux, par les sommes d'engagements :
 - par zone géographique ;
 - par secteur industriel ;
 - par fourchette de notation ;
 - pour les 50 contreparties les plus importantes.
- > pour les portefeuilles actions :
 - concentration sectorielle : par la « Value at Risk » de marché du portefeuille par secteur.
- > pour l'ensemble des engagements de la Caisse des Dépôts :
 - par la somme des expositions, au sens du risque crédit Bâle III, sur les premières contreparties.

■ Ventilation des instruments de dette (hors juste valeur par résultat), prêts et avances, et instruments dérivés sains par notation de crédit et par agent économique

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| AAA | 2 456 | 3 407 |
| AA | 31 088 | 30 121 |
| A | 34 502 | 37 717 |
| BBB | 4 469 | 4 633 |
| BB | 456 | 331 |
| < B | | |
| Non noté (1) | 11 817 | 8 577 |
| Total de la répartition par notation de crédit | 84 788 | 84 786 |
| Administrations centrales | 25 601 | 26 841 |
| Etablissements de crédit | 45 647 | 44 731 |
| Grandes Entreprises | 12 264 | 12 467 |
| Clientèle de détail | 1 276 | 747 |
| Autres | | - |
| Total de la répartition par agent économique | 84 788 | 84 786 |
| dont France | 59 446 | 56 563 |

(1) « Les 11 817 M€ d'instruments non notés concernent principalement la Section générale pour 9 454 M€ et plus précisément les prêts et avances pour 7 727 M€. Ils correspondent à des contreparties qui n'émettent pas sur les marchés et pour lesquelles aucune note n'est calculée. »

■ Instruments de dette (hors juste valeur par résultat), prêts et avances, et instruments dérivés sains

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|---------------|---------------|
| Instruments financiers dérivés de transaction | 157 | 304 |
| Instruments financiers dérivés de couverture - Actif | 1 449 | 2 156 |
| Titres à revenu fixe | 39 504 | 41 136 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 15 897 | 14 015 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 4 828 | 5 300 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 22 953 | 21 875 |
| Total | 84 788 | 84 786 |

c) Risque de liquidité

La **gestion de la liquidité du bilan étant un élément primordial pour la Caisse de Dépôts**, plusieurs mécanismes ont été mis en place afin de répondre aux objectifs suivants :

- limiter le besoin de recourir aux financements de marché ;
- adosser au mieux les ressources et les emplois en contrôlant le risque de transformation du bilan, et donc en limitant le refinancement d'actifs investisseur (de long terme) par du passif court terme ;
- assurer le maintien d'un niveau d'actifs liquides conservateur au regard des exigibilités de l'établissement.

Le pilotage de la liquidité du bilan est encadré par la **charte de liquidité**, qui constitue le volet liquidité du document de référence du modèle prudentiel, celui-ci faisant l'objet d'une mise à jour annuelle. La charte de liquidité regroupe la documentation relative à la politique de gestion de la liquidité de la Caisse des Dépôts et à sa déclinaison opérationnelle, à la gouvernance et à l'organisation des activités afférentes à la gestion de ce risque.

Le **compte d'équilibrage investisseur**, calculé comme la différence entre l'actif et le passif investisseur à long-terme, mesure la transformation effectuée ou le besoin de financement à court terme du bilan investisseur.

L'actif investisseur est constitué des emplois stables, qui comprennent les portefeuilles d'actifs financiers dont l'intention de gestion est de long terme, nets de provisions. Les ressources stables comprennent les fonds propres, les émissions à moyen/long terme, et la partie stable des encours de dépôts juridiques. A fin 2017, le compte d'équilibrage investisseur s'élève à -5 Md€.

Les **gaps de liquidité** correspondent à l'écart entre les échéanciers de liquidité des passifs et ceux des actifs, mesurés mensuellement, à partir du mois suivant la date d'arrêté et sur les 5 années suivantes. Ils sont calculés selon deux visions : l'une statique, ou en mort du bilan, mesurant le décalage entre l'écoulement naturel du passif (y compris écoulement forfaitaire des dépôts) et celui de l'actif, hors prise en compte de la production nouvelle et l'autre dynamique, afin d'appréhender les risques liés aux réinvestissements et à la production nouvelle. Les dépôts sont pris en compte conventionnellement de la même façon que dans les gaps de taux.

Les niveaux des seuils d'alerte et des limites sont fixés au regard de la réserve de liquidité de base et de son écoulement. En moyenne, ces seuils se situent aux alentours de 30 Md€.

Ces niveaux sont validés chaque année par la gouvernance. En cas d'atteinte des seuils, un plan de contingence, décrit dans la charte de liquidité, est activé, afin de dégager la liquidité nécessaire, via notamment des opérations de marché et une réduction des investissements.

A fin décembre 2017, les niveaux maximaux des gaps restent favorablement éloignés des seuils d'alerte et de leurs limites.

COMPTES CONSOLIDES

■ Echéances contractuelles des actifs financiers par durée restant à courir

| 31.12.2017 | | | | | | | | | |
|--|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------------|-----------------------------|---|----------------------|
| (en millions d'euros) | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée | Total des actifs financiers | Total des actifs financiers comptabilisés | Impact actualisation |
| Caisse, banques centrales | 8 785 | | | | | | 8 785 | 8 785 | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 16 | 8 | 160 | 443 | 367 | 565 | 1 559 | 1 583 | (24) |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 73 | 112 | 284 | 135 | 844 | 1 | 1 449 | 1 449 | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 2 639 | 3 897 | 23 995 | 5 480 | 3 183 | 17 619 | 56 813 | 65 589 | (8 776) |
| Prêts et créances | 5 822 | 757 | 3 865 | 2 245 | 7 953 | 83 | 20 725 | 20 725 | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 113 | 80 | 714 | 3 974 | 18 072 | | 22 953 | 22 953 | |
| Total des actifs financiers | 17 448 | 4 854 | 29 018 | 12 277 | 30 419 | 18 268 | 112 284 | 121 084 | (8 800) |

| 31.12.2016 | | | | | | | | | |
|--|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------------|-----------------------------|---|----------------------|
| (en millions d'euros) | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée | Total des actifs financiers | Total des actifs financiers comptabilisés | Impact actualisation |
| Caisse, banques centrales | 7 648 | | | | | | 7 648 | 7 648 | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 22 | 131 | 368 | 543 | 331 | 424 | 1 819 | 1 869 | (50) |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 123 | 570 | 195 | 224 | 1 044 | | 2 156 | 2 156 | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 1 179 | 8 883 | 22 842 | 5 144 | 2 896 | 17 426 | 58 370 | 64 609 | (6 239) |
| Prêts et créances | 5 000 | 1 098 | 3 548 | 2 665 | 6 826 | 178 | 19 315 | 19 315 | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 123 | 48 | 916 | 3 966 | 16 822 | | 21 875 | 21 875 | |
| Total des actifs financiers | 14 095 | 10 730 | 27 869 | 12 542 | 27 919 | 18 028 | 111 183 | 117 472 | (6 289) |

■ Echéances contractuelles des passifs financiers par durée restant à courir

| 31.12.2017 | | | | | | | | | |
|--|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------------|------------------------------|--|----------------------|
| (en millions d'euros) | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée | Total des passifs financiers | Total des passifs financiers comptabilisés | Impact actualisation |
| Banques centrales | | | | | | | - | - | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 | 2 | 1 166 | 167 | 643 | 3 | 1 982 | 2 230 | (248) |
| Instruments financiers dérivés de couverture de flux | 55 | 189 | 170 | 296 | 852 | | 1 562 | 1 562 | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 301 | 14 | 1 708 | 2 394 | 6 461 | 1 | 11 879 | 11 879 | |
| Dettes envers la clientèle | 51 998 | 665 | 419 | 489 | 10 859 | 2 | 64 432 | 64 432 | |
| Dettes représentées par un titre | 2 978 | 12 196 | 8 643 | 7 910 | 7 706 | | 39 433 | 39 433 | |
| Dettes subordonnées | | | | | 1 | | 1 | 1 | |
| Total des passifs financiers | 56 333 | 13 066 | 12 106 | 11 256 | 26 522 | 6 | 119 289 | 119 537 | (248) |

| 31.12.2016 | | | | | | | | | |
|--|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------------|------------------------------|--|----------------------|
| (en millions d'euros) | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée | Total des passifs financiers | Total des passifs financiers comptabilisés | Impact actualisation |
| Banques centrales | 2 | | | | | | 2 | 2 | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 3 | 15 | 341 | 1 459 | 743 | | 2 561 | 2 900 | (339) |
| Instruments financiers dérivés de couverture de flux | 22 | 31 | 275 | 356 | 1 032 | 42 | 1 758 | 1 758 | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 2 331 | 906 | 2 327 | 2 935 | 4 049 | 180 | 12 728 | 12 728 | |
| Dettes envers la clientèle | 47 260 | 183 | 876 | 282 | 10 033 | 4 | 58 638 | 58 638 | |
| Dettes représentées par un titre | 4 377 | 13 872 | 4 779 | 9 612 | 7 374 | | 40 014 | 40 014 | |
| Dettes subordonnées | | | | | 1 | | 1 | 1 | |
| Total des passifs financiers | 53 995 | 15 007 | 8 598 | 14 644 | 23 232 | 226 | 115 702 | 116 041 | (339) |

COMPTES CONSOLIDÉS

▪ Echéances contractuelles des engagements de financement et de garantie donnés

31.12.2017

| (en millions d'euros) | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée | Total des engagements donnés |
|-------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|------------------|-----------------------|------------------------------------|
| Engagements de prêt - Donnés | 2 802 | 71 | 3 977 | 220 | 6 863 | | 13 933 |
| Garanties financières - Données | 3 618 | | 523 | 598 | 1 014 | 15 | 5 768 |
| Total des engagements donnés | 6 420 | 71 | 4 500 | 818 | 7 877 | 15 | 19 701 |

31.12.2016

| (en millions d'euros) | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée | Total des engagements donnés |
|-------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|------------------|-----------------------|------------------------------------|
| Engagements de prêt - Donnés | 2 671 | 340 | 4 829 | 4 | 4 607 | | 12 451 |
| Garanties financières - Données | 3 751 | 3 | 596 | 511 | 919 | | 5 780 |
| Total des engagements donnés | 6 422 | 343 | 5 425 | 515 | 5 526 | - | 18 231 |

d) Risque de marché

d.1) Les risques de marché

La direction des risques et du contrôle interne calcule, pour les portefeuilles actions et multigestion actions de la Section générale, des VaR (1 mois, 99%) par une méthode de Monte-Carlo, qui sont ensuite annualisées avec une multiplication par $\sqrt{12}$. Cet indicateur fait l'objet d'un reporting aux instances de gouvernance.

La VaR calculée est basée sur des hypothèses de distribution normale des sous-jacents (lois gaussiennes). Ceci permet de donner une estimation du risque de perte maximale à l'horizon de détention et dans l'intervalle de confiance choisi, dans des conditions normales de marché et de poursuite d'activité.

La méthode de calcul de la VaR fait appel à un nombre très important de facteurs de risque et à un modèle de Monte Carlo en grande dimension (5 000 scénarios) qui consiste à diffuser chacun de ces facteurs de risque en respectant les volatilités historiques ainsi que les corrélations.

La profondeur historique des données est différenciée en fonction des portefeuilles, sachant qu'une pondération exponentielle des événements est utilisée, avec une demi-vie correspondant à environ 8 mois qui a pour effet d'accorder plus de poids aux événements récents qu'à ceux éloignés dans le temps.

Lorsque le prix d'un produit n'est pas linéairement dépendant du facteur de risque primaire (comme pour les options), il est revalorisé pour chacun des scénarios à l'aide de formules de *pricing* intégrées à l'outil de calcul. A fin 2017, les portefeuilles analysés ne contiennent aucun produit non linéaire.

Le risque du portefeuille actions de la Caisse des Dépôts est décomposé par secteur (nomenclature ICB « *Industry Classification Benchmark* ») permettant d'analyser les contributions sectorielles à la VaR globale. A cet effet, des VaR dites marginales sont calculées, permettant d'exprimer la contribution de chaque secteur à la VaR globale.

Les mesures de risque des portefeuilles de multigestion actions en devise de la Caisse des Dépôts sont contrevalorisées en Euro sans prise en compte du risque de change. En effet, comme évoqué en d.2), le risque de la position de change économique est mesuré au global pour la Caisse des Dépôts et non pas au niveau de chaque portefeuille.

COMPTES CONSOLIDES

Les méthodes basées sur des distributions normales prennent mal en compte les événements extrêmes de marché. Pour cette raison, la direction des risques et du contrôle interne a parallèlement développé des outils alternatifs au calcul des VaR gaussiennes. Ces méthodes sont basées sur des distributions dites de lois extrêmes qui permettent de mieux estimer ces événements et leur fréquence. Elles se présentent sous forme de stress tests.

▪ Indicateurs 31 décembre 2017

| | VaR (1 an, 99%) |
|--|-----------------|
| Portefeuille actions | 5 360 M€ |
| Multigestion : | |
| - actions US | 146 M€ |
| - actions Japon | 108 M€ |
| - actions Pays Emergents | 81 M€ |
| - allocation tactique | 22 M€ |
| Portefeuille de petites capitalisations Europe | 62 M€ |

L'évolution de la VaR sur la poche de petites capitalisations Europe est directement liée à l'augmentation de sa taille suite au passage en gestion directe.

▪ Indicateurs 31 décembre 2016

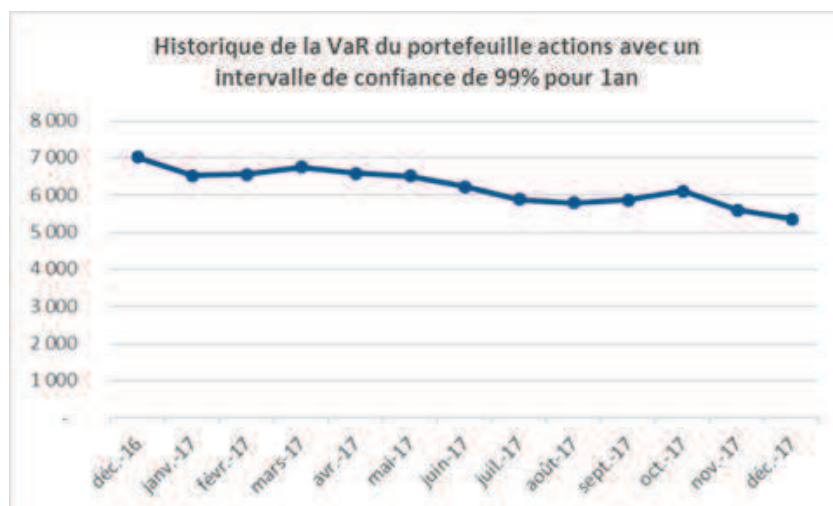
| | VaR (1 an, 99%) |
|--|-----------------|
| Portefeuille actions | 7 027 M€ |
| Multigestion : | |
| - actions US | 198 M€ |
| - actions Japon | 178 M€ |
| - actions Pays Emergents | 84 M€ |
| - allocation tactique | 22 M€ |
| Portefeuille de petites capitalisations Europe | 21 M€ |

COMPTES CONSOLIDES

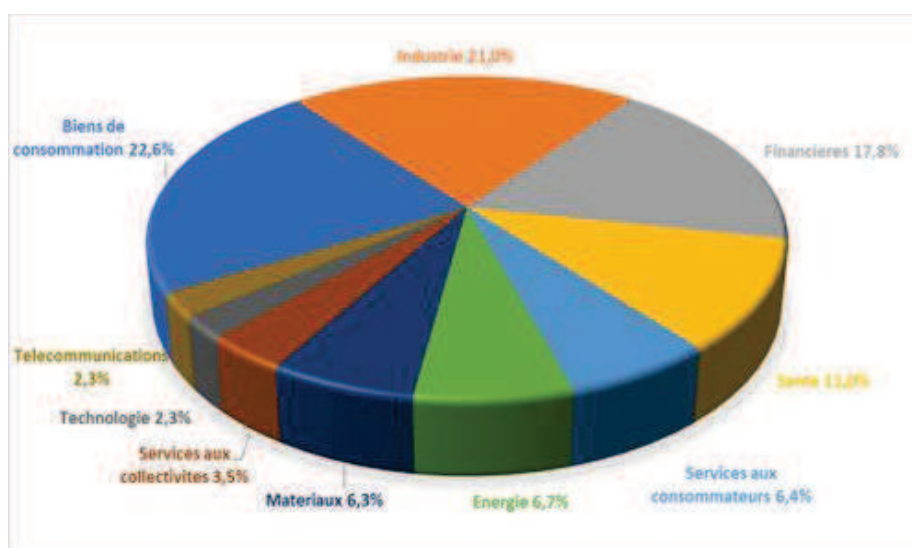
■ Historique des niveaux de VaR du portefeuille actions au titre de l'année 2017

Au cours de l'année 2017, la faible volatilité des marchés actions a induit une baisse quasi-continue des niveaux de VaR calculés par la direction des risques et du contrôle interne sur les portefeuilles d'actions européennes.

Le *backtesting* réalisé au titre de cette VaR a permis de conclure qu'aucune occurrence de dépassement de la VaR n'a été constatée sur les données mensuelles (horizon 1 mois du risque et de la performance) pour l'exercice 2017.



■ Décomposition par facteur de risque de la VaR du portefeuille à fin 2017



COMPTES CONSOLIDES

d.2) Le risque de change

Pour la Caisse des Dépôts (Section générale), le risque de change comptable est totalement couvert, les positions en devises à l'actif étant financées par emprunt de la devise. L'écart entre la position de change économique et la position de change comptable, qui correspond aux plus ou moins-values latentes, reste en revanche non couvert.

Les positions en devises de la Caisse des Dépôts (Section générale) concernent principalement le Dollar US, le GBP, le CHF, le JPY.

Cet écart est suivi par le calcul d'une Value at Risk. Au 31 décembre 2017, la VaR de change (1 an, 99%) est de 250 M€, en hausse par rapport à fin 2016 (217 M€).

d.3) Le risque global de taux

La Caisse des Dépôts (Section générale) distingue les actifs et passifs selon trois natures de taux : taux conventionnels, taux variables et taux fixes. La position à taux fixe est suivie par le gap taux fixe qui mesure l'excédent de passif taux fixe par rapport à l'actif taux fixe, et l'évolution de cet excédent dans le temps au fur et à mesure des tombées en mort du bilan. La position à taux fixe est principalement constituée au passif par les dépôts juridiques et à l'actif par les portefeuilles obligataires d'investissement et de placement à taux fixe. Les dépôts sont pris en compte avec une hypothèse d'écoulement au cours du temps.

La sensibilité de la marge annuelle à une déformation des taux est calculée à travers un scénario défavorable de baisse des taux à l'horizon de 5 ans de respectivement 0,9% (Eonia) et 1,6% (taux 10 ans). La sensibilité de la marge annuelle est calculée en écart aux résultats obtenus dans le scénario central d'évolution des taux d'intérêt du cadrage macroéconomique.

Une situation de taux bas prolongé se traduit par une baisse du PNB dégagé sur les positions à taux fixe. En effet, les ressources rémunérées à taux fixe excèdent les actifs à taux fixe, tandis que les conditions de rémunération des placements à taux fixe se dégradent progressivement avec l'amortissement du portefeuille. Cet effet est en partie compensé par la hausse de la marge dégagée sur la position à taux conventionnels dans un environnement de taux bas.

Le calcul de sensibilité est complété par un calcul de Var sur la position taux fixe, qui prend en compte le risque d'évolution négative de la valeur de marché de la position taux fixe.

Les indicateurs de sensibilité sont calculés en désaisonnant les dépôts des notaires.

- **Sensibilité de la marge** annuelle dégagée sur les positions à taux fixe à une déformation des taux

| (en millions d'euros) | | 31.12.2017 |
|-----------------------|-------------------------|------------|
| Année | Sensibilité de la marge | |
| 2018 | 3 | |
| 2019 | (2) | |
| 2020 | (11) | |

| (en millions d'euros) | | 31.12.2016 |
|-----------------------|-------------------------|------------|
| Année | Sensibilité de la marge | |
| 2017 | (25) | |
| 2018 | (33) | |
| 2019 | (37) | |

6.2 Risques opérationnels et de non-conformité

La direction des risques et du contrôle interne est responsable du pilotage du dispositif de contrôle permanent et de conformité au niveau du Groupe. Elle rend compte à la Direction générale et à la Commission de surveillance.

La direction des risques et du contrôle interne participe à la maîtrise des risques opérationnels et à l'amélioration du dispositif de contrôle interne (définition de normes, reporting et mise en place de contrôles de conformité), en relation avec les Directions de l'Etablissement public et les filiales. Les risques opérationnels sont des risques résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels, systèmes internes ou à des événements extérieurs.

La direction des risques et du contrôle interne assure également le pilotage du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (« LCB-FT ») ainsi que le contrôle du respect des principes de déontologie résultant du Code de Déontologie.

Au sein de l'Etablissement public, des filières transversales d'analyse des risques ont été définies ; elles reposent, pour certaines, sur des directions qui apportent des compétences spécialisées pour adapter le dispositif de contrôle des risques opérationnels. Ce dispositif de contrôle porte sur les risques liés aux ressources humaines, les risques de fraude, les risques physiques et environnementaux, les risques juridiques, les risques LCB-FT, les risques déontologiques, les risques d'interruption d'activité, les risques liés à la sécurité des systèmes d'information et les risques comptables.

▪ Outils de suivi des risques opérationnels

La direction des risques et du contrôle interne, en coordination avec les directions de l'Etablissement, veille à ce que toutes les mesures adéquates de maîtrise des processus soient prises afin d'avoir l'assurance raisonnable que les risques opérationnels inhérents à ces processus soient maîtrisés. Différents outils sont mis en œuvre dans ce cadre :

- Un outil intégré de gestion des risques opérationnels

L'outil PRISM déployé dans l'ensemble des directions couvre les cartographies des risques, les plans de contrôle, la gestion des incidents, la gestion des plans de continuité d'activité et le suivi des recommandations d'audit.

- La cartographie des risques

La direction des risques et du contrôle interne assure la coordination des cartographies de risques établies et mises à jour annuellement par chacune des directions de l'Etablissement public et filiales du Groupe.

Ces cartographies permettent d'identifier les risques majeurs et les plans d'actions destinés à réduire leur probabilité d'occurrence et/ou leur impact potentiel. Une cartographie consolidée des risques de l'Etablissement public est produite et présentée en comité de direction de la Caisse des Dépôts. Cette cartographie intègre les risques stratégiques, financiers, d'activité et les risques opérationnels.

COMPTES CONSOLIDES

- Les bases « incidents »

L'ensemble des incidents de l'Etablissement public est saisi au sein d'un outil centralisé et les incidents significatifs sont suivis par la direction des risques et du contrôle interne. Les incidents significatifs des filiales sont également remontés à la direction des risques et du contrôle interne. L'objectif est d'assurer une vision consolidée de l'ensemble des incidents significatifs impactant le groupe Caisse des Dépôts, quelle que soit la nature des risques, de repérer les dysfonctionnements avérés, d'en évaluer les pertes potentielles ou réelles, et de formaliser les plans d'actions correctifs adéquats.

En 2017, les incidents les plus nombreux étaient liés aux risques administratifs ou d'exploitation et aux risques liés aux SI et à la fraude externe (incluant notamment des tentatives d'usurpation d'identité).

- Le plan de contrôle de conformité

La direction des risques et du contrôle interne met en œuvre, en lien avec le réseau des responsables des risques, un plan de contrôle de conformité, fondé sur une approche par les risques, décliné sur le périmètre de l'Etablissement public et des filiales.

Ce plan de contrôle vise à s'assurer de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne aux risques encourus et activités exercées. La réalisation des contrôles est conduite sur une base semestrielle ou annuelle, selon les points examinés.

Les contrôles menés par la direction des risques et du contrôle interne donnent lieu à une évaluation du dispositif de contrôle interne présentée au comité de direction de la Caisse des Dépôts et à la Commission de surveillance.

- Les indicateurs d'alerte

Les directions de l'Etablissement public et filiales mettent en place des indicateurs, incluant des seuils d'alerte, afin d'anticiper les évolutions de la qualité du dispositif de contrôle permanent et de surveillance de la maîtrise des risques. Ces indicateurs sont validés dans les comités des risques des directions.

- Le pilotage du dispositif de conformité à la LCB-FT

La Caisse des Dépôts est directement assujettie à la mise en place d'un dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme (LCB-FT), en application du Code monétaire et financier.

La Direction des risques et du contrôle interne pilote et supervise le dispositif LCB-FT du Groupe. Elle définit les normes applicables au sein du Groupe. En 2017, une politique de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme affichant une tolérance nulle de la Caisse des Dépôts sur le risque de non-conformité en matière de LCB-FT a été formalisée.

La direction des risques et du contrôle interne remplit, les fonctions de déclarant et de correspondant TRACFIN pour l'Etablissement public. Elle s'assure de la conduite des contrôles de conformité dans le domaine de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au sein de l'Etablissement public et des filiales à une périodicité *a minima* annuelle. Pour les directions opérationnelles de l'Etablissement public dont l'activité est exposée à ce risque, la direction des risques et du contrôle interne a complété son dispositif semestriel de contrôle de conformité par un contrôle préalable à l'entrée en relation avec un nouveau tiers et par des contrôles sur pièces, par échantillonnage, sur des secteurs ou des activités sensibles.

COMPTES CONSOLIDES

En collaboration avec la DRH, elle pilote le dispositif de formation des collaborateurs conformément aux textes de droit commun en vigueur et anime son réseau à l'échelle du Groupe à travers des comités et groupes de travail.

La Caisse des Dépôts établit une classification du risque LCB-FT par pays sur la base d'une série de critères objectifs selon une méthodologie prédéfinie. Cette classification se traduit par la mise en place de diligences accrues sur les dossiers en lien avec un pays en risque fort.

La Caisse des Dépôts s'est dotée en 2014 d'une liste d'interdiction visant à prohiber les investissements dans les Etats et territoires non coopératifs (ETNC) (cf. « liste noire de Bercy ») et les pays de la liste 1 du Groupement d'action financière (GAFI) faisant l'objet de contre-mesures (Iran et Corée du Nord). Depuis septembre 2015, la Caisse des Dépôts, soucieuse de maîtriser son risque d'image en définissant son appétence au risque pays, a renforcé sa politique d'investissement par la mise en place d'une liste d'abstention d'investir composée des listes 2 et 3 du GAFI et de centres financiers offshores à fiscalité privilégiée extérieurs à l'Europe.

▪ Le pilotage du dispositif de conformité déontologique

Le corpus déontologique se compose d'une Charte de déontologie du groupe et d'un Code de déontologie de l'Etablissement public. Ces dispositions ont été revues et sont complétées par des procédures d'application compilées dans le « Recueil de déontologie » disponibles sur l'intranet de la Caisse des Dépôts.

Bien que la Caisse des Dépôts ne soit pas assujettie au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), l'ensemble du dispositif déployé permet de se conformer au règlement général de l'AMF et aux préconisations du régulateur dans les différents domaines concernés.

La direction des risques et du contrôle interne supervise et pilote le dispositif déontologique de l'Etablissement, elle assure une mission de conseil et anime son réseau.

Elle s'assure de la conduite des contrôles de conformité dans le domaine de la déontologie au sein de l'Etablissement public à une périodicité annuelle.

En 2017, la Caisse des Dépôts s'est également dotée d'une politique anti-corruption pour le Groupe et d'un dispositif d'alerte éthique pour l'Etablissement public, conformément à la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite « Sapin II »).

▪ Le pilotage du Plan de Continuité d'Entreprise (PCE)

L'organisation de la continuité de la Caisse des Dépôts repose sur :

- la direction des risques et du contrôle interne qui élabore les politiques de continuité et de maintien en conditions opérationnelles de l'Etablissement public, édicte les normes en matière de continuité et contrôle leur correcte application ;
- le Secrétariat général qui assure le pilotage opérationnel du Plan de Continuité d'Entreprise (PCE) ;
- les directions qui élaborent, mettent en œuvre et testent leur plan de continuité d'activité.

Afin de sensibiliser les personnels à la gestion de crise, quatre exercices ont été réalisés en 2017, en particulier en cas de repli sur le site prévu en cas de crue centennale de la Seine et afin de tester le dispositif en cas de pandémie. Un exercice de travail occasionnel à distance a également été mis en place.

COMPTES CONSOLIDES

- La sécurité des systèmes d'information

La direction des risques et du contrôle interne définit la politique de sécurité des systèmes d'information du Groupe, la décline pour l'Etablissement Public et en coordonne la mise en œuvre au sein des directions et du GIE Informatique CDC. Les objectifs de sécurité des systèmes d'information portent sur la disponibilité des systèmes, l'intégrité des données, leur confidentialité et la preuve (ou non-répudiation) de leur transmission, éléments réunis sous l'acronyme DICP (Disponibilité, Intégrité, Confidentialité, Preuve).

Le programme de mise en œuvre de la sécurité des systèmes d'information est piloté par le comité stratégique des systèmes d'information (CSSI) à raison de deux réunions par an.

La direction des risques et du contrôle interne émet, de manière systématique, un avis sur les risques liés à la sécurité des systèmes d'information sur chaque projet SI mené par l'Etablissement public.

6.3 Risque juridique et fiscal

Le risque juridique et fiscal regroupe tous les risques liés à l'ignorance, le non-respect ou l'interprétation erronée des textes et lois en vigueur et peut notamment se matérialiser au travers de contentieux, faisant suite à une défaillance dans l'application de procédures ou de réglementations.

La direction des risques et du contrôle interne s'appuie sur les compétences spécialisées de la direction juridique et fiscale et des services associés du Groupe pour assurer la supervision du dispositif de contrôle permanent en matière de risque juridique et fiscal et la coordination du contrôle de la conformité au sein du Groupe.

La direction juridique et fiscale et des services associés édicte des normes juridiques et fiscales dans un objectif de rationalisation et de plus grande rigueur de gestion. Ces normes sont applicables à toutes les activités opérationnelles du Groupe. En outre, afin de contribuer à la conformité juridique du Groupe, la direction juridique et fiscale et des services associés est associée aux projets impactant l'Etablissement public dès leur phase de conception. Elle apporte également son concours aux directions opérationnelles et aux filiales sur des dossiers juridiques et fiscaux sur l'ensemble de leurs activités et des sujets transverses, par exemple en matière de sécurisation du développement de l'informatique.

7. Transactions avec les parties liées

7. Transactions avec les parties liées

Les parties liées au groupe Caisse des Dépôts sont les sociétés consolidées, le fonds d'épargne, les fonds de retraite, les fonds gérés dans le cadre du grand emprunt national dont la Caisse des Dépôts assure la gestion sous mandat, et les entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi.

7.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont renseignées les données relatives aux opérations réciproques concernant les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint (comptabilisées par mise en équivalence), et celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (comptabilisées par mise en équivalence).

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
|--|------------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Coentreprises mises en équivalence | Entreprises associées mises en équivalence | Coentreprises mises en équivalence | Entreprises associées mises en équivalence |
| Crédits | 202 | 110 | 148 | 121 |
| Autres actifs financiers | | 1 | | 6 |
| Autres actifs | 7 | 2 | 7 | 2 |
| Total des actifs avec des entités liées | 209 | 113 | 155 | 129 |
| Dettes ⁽¹⁾ | 1 152 | 96 | 1 207 | 47 |
| Autres passifs financiers | | | | |
| Autres passifs ⁽²⁾ | 950 | 22 | 1 150 | 1 |
| Total des passifs avec des entités liées | 2 102 | 118 | 2 357 | 48 |
| Engagements donnés ⁽³⁾ | 1 528 | | 1 543 | |
| Engagements reçus | 3 | | 12 | |
| Total des engagements avec des entités liées | 1 531 | - | 1 555 | - |
| Intérêts et produits nets assimilés | 5 | (2) | 6 | (2) |
| Commissions | 6 | (2) | 5 | (2) |
| Résultat net sur opérations financières | | | | |
| Produits nets des autres activités | 7 | 5 | 4 | 6 |
| Charges générales d'exploitation nettes de refacturations | 17 | (7) | 16 | (6) |
| Résultat brut d'exploitation avec des entités liées | 35 | (6) | 31 | (5) |

(1) dont 1,0 Md€ de comptes ordinaires créditeurs avec Bpifrance au 31 décembre 2017 (1,2 Md€ en 2016) ;

(2) dont 0,9 Md€ de capital non libéré Bpifrance (1,1 Md€ en 2016) ;

(3) dont 1,5 Md€ d'avaux et cautions donnés à la CNP

7.2 Entités non contrôlées par le Groupe

a) Le fonds d'épargne

La Caisse des Dépôts assure la gestion de fonds d'épargne centralisés confiés par l'Etat.

(en millions d'euros)

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Crédits ⁽¹⁾ | 4 491 | 1 787 |
| Autres actifs financiers | | |
| Autres actifs | 49 | 39 |
| Total des actifs | 4 540 | 1 825 |
| Dettes | 1 280 | 2 630 |
| Autres passifs financiers | | |
| Autres passifs | | 83 |
| Total des passifs | 1 280 | 2 713 |
| Engagements donnés | 3 070 | 3 960 |
| Engagements reçus ⁽²⁾ | 4 491 | 1 787 |
| Total des engagements | 7 561 | 5 747 |
| Intérêts et produits nets assimilés | 40 | 23 |
| Commissions | | |
| Résultat net sur opérations financières | | 5 |
| Produits nets des autres activités | (249) | (207) |
| Charges générales d'exploitation nettes de refacturations | 140 | 138 |
| Résultat brut d'exploitation | (69) | (41) |

(1) Dont 1,7 Mds d'augmentation des prêts à taux zéro et 1,0 Mds d'augmentation des prêts BEI

(2) Engagements de garantie reçus du fonds d'épargne au titre des prêts à taux zéro et BEI (1,8 Mds en 2016, montant corrigé par rapport aux états financiers 2016)

b) Les fonds de retraite

(en millions d'euros)

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Crédits | | |
| Autres actifs financiers | | |
| Autres actifs | 64 | 87 |
| Total des actifs | 64 | 87 |
| Dettes | 1 411 | 1 371 |
| Autres passifs financiers | | |
| Autres passifs | 50 | 48 |
| Total des passifs | 1 461 | 1 419 |
| Engagements donnés | | 2 |
| Engagements reçus | | |
| Total des engagements | | 2 |
| Intérêts et produits nets assimilés | 2 | 3 |
| Commissions | | |
| Résultat net sur opérations financières | | |
| Produits nets des autres activités | 4 | 4 |
| Charges générales d'exploitation nettes de refacturations | 311 | 296 |
| Résultat brut d'exploitation | 317 | 302 |

c) Les fonds gérés dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir

En 2010, la Caisse des Dépôts s'est vu confier la gestion de huit conventions et douze actions du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) également connu sous le nom de Grand Emprunt.

Ainsi, l'État a confié la gestion opérationnelle d'une enveloppe de 7,4 milliards d'euros au groupe Caisse des Dépôts dont 6,5 milliards d'euros ont été versés sur un compte spécifique de la Caisse des Dépôts ouvert au Trésor.

Dans le cadre du deuxième Programme d'Investissement d'Avenir (PIA 2), la Caisse des Dépôts a été mobilisée sur sept nouvelles conventions et huit actions en 2014 pour une enveloppe de 936 millions d'euros et sur quatre nouvelles conventions et quatre actions en 2015 pour un montant de 623 millions d'euros et sur une nouvelle convention et une nouvelle action en 2016 pour un montant de 50 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, cette enveloppe, après versements et imputation des coûts de gestion, se répartit comme suit :

| (en millions d'euros) | ACTIF | | PASSIF | |
|---|---|--------------|--|--------------|
| | Créances représentatives des disponibilités investies ou à investir | | Créances de restitution de l'Etat au titre de l'emprunt national | |
| | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| France Brevets | 135 | 135 | 135 | 135 |
| Développement technologie | 794 | 788 | 794 | 788 |
| Economie sociale et solidaire | 64 | 75 | 64 | 75 |
| Formation en alternance - Hébergement | 79 | 109 | 79 | 109 |
| Formation en alternance - Appareil de modernisation | 100 | 124 | 100 | 124 |
| Fonds national d'amorçage | 318 | 375 | 318 | 375 |
| Plateformes d'innovation des pôles de compétitivité | 19 | 21 | 19 | 21 |
| Fonds Ecotechnologies | 132 | 132 | 132 | 132 |
| Sociétés d'accélération des transferts de technologie | 386 | 393 | 386 | 393 |
| Fonds pour la société numérique - Infrastructures | 754 | 862 | 754 | 862 |
| Fonds pour la société numérique - Services | 649 | 651 | 649 | 651 |
| Ville de demain | 447 | 496 | 447 | 496 |
| Nano 2017 | 0 | 77 | | 77 |
| Fonds National d'Innovation Culture de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat | 9 | 11 | 9 | 11 |
| Projets Territoriaux Intégrés pour la Transition Energétique | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Transition Numérique de l'Etat et Modernisation de l'Action Publique | 35 | 40 | 35 | 40 |
| French Tech Accélération | 200 | 200 | 200 | 200 |
| French Tech Attractivité | 1 | 10 | 1 | 10 |
| Partenariat pour la Formation Professionnelle et l'Emploi | 100 | 110 | 100 | 110 |
| Fonds Accélération Biotech Santé | 340 | 340 | 340 | 340 |
| Fonds de fonds de retournement | 75 | 75 | 75 | 75 |
| Innovation numérique pour l'excellence éducative | 68 | 81 | 68 | 81 |
| Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées | 43 | 43 | 43 | 43 |
| Fonds de fonds quartiers prioritaires | 50 | 50 | 50 | 50 |
| | 4 818 | 5 218 | 4 818 | 5 218 |

Les caractéristiques des conventions signées entre l'Etat et la Caisse des Dépôts concernant le Grand Emprunt entraînent en application du référentiel comptable IFRS, une « décomptabilisation » des actifs et passifs liés à ces conventions dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts. Ils sont compris dans les comptes de régularisation des états financiers établis en normes françaises par la Caisse des Dépôts Section générale.

7.3 Entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi

Le groupe Caisse des Dépôts a signé plusieurs conventions avec des fonds collectifs.

Au 31 décembre 2017 les encours d'opérations réciproques existant entre la Caisse des Dépôts et les entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas significatifs.

8. Rémunérations et avantages consentis au personnel

8.1 Charges de personnel

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|----------------|----------------|
| Rémunérations du personnel et autres charges assimilées | (5 191) | (1 406) |
| Régimes postérieurs à l'emploi et avantages à long terme | (62) | (35) |
| Intéressement et participation | (92) | (62) |
| Total des charges de personnel | (5 345) | (1 503) |

8.2 Effectif moyen des entreprises contrôlées

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| France | 50 722 | 19 171 |
| Etranger | 48 950 | 6 065 |
| Total effectif moyen | 99 672 | 25 236 |

La consolidation par intégration globale de Transdev Group en 2017 (74 309 personnes) explique la forte augmentation des effectifs par rapport à 2016.

8.3 Engagements sociaux

8.3.1 - Engagements sociaux nets comptabilisés

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|--------------|--------------|
| Actifs et passifs comptabilisés au bilan | | |
| Valeur actuelle de l'engagement couvert par des actifs | 197 | 208 |
| Valeur actuelle de l'engagement non couvert par des actifs | 528 | 553 |
| Valeur actuelle de l'engagement | 725 | 761 |
| Valeur de marché des actifs de couverture | (144) | (151) |
| Provision pour engagements sociaux | 581 | 610 |
| dette actuarielle à moins d'un an | 58 | 79 |
| dette actuarielle à plus d'un an | 523 | 531 |

8.3.2 - Variation des engagements sociaux au compte de résultat

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|-------------|-------------|
| Coût des services rendus des régimes postérieurs à l'emploi | (25) | (15) |
| Coût des services rendus des avantages à long terme | (18) | (11) |
| Coût des services passés (y compris modifications et réductions de régime) ⁽¹⁾ | (75) | (1) |
| Profits et pertes résultant des liquidations de régime ⁽¹⁾ | 75 | 1 |
| Coût des services | (43) | (26) |
| Charge nette d'intérêts | (8) | (5) |
| Ecart actuariels des régimes relatifs aux avantages à long terme | (11) | (4) |
| Charge de l'exercice des régimes postérieurs à l'emploi et avantages à long terme | (62) | (35) |

(1) Au 31 décembre 2017, principalement effet de la mise en place du nouvel accord du 6 juillet 2017 de la Section Générale

8.3.3 - Variation de la provision pour engagements sociaux au bilan

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|------------|------------|
| Provision pour engagements sociaux à l'ouverture | 610 | 422 |
| Charge de l'exercice des régimes postérieurs à l'emploi et avantages à long terme | 62 | 35 |
| Prestations versées | (60) | (29) |
| Ecart actuariels des régimes postérieurs à l'emploi issus : | | |
| - du changement des hypothèses démographiques | 2 | |
| - du changement des hypothèses financières | 4 | 17 |
| - des effets d'expérience | (23) | 1 |
| Ecart actuariels des actifs de couverture | (7) | |
| Variations de périmètre | | 163 |
| Autres variations | (7) | 1 |
| Provision pour engagements sociaux à la clôture | 581 | 610 |

8.3.4 - Analyse des composantes de la provision pour engagements sociaux

Ventilation des engagements par nature

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|------------|------------|
| Indemnités de départ à la retraite | 282 | 320 |
| Autres régimes de retraites | 67 | 72 |
| Autres régimes postérieurs à l'emploi | 64 | 64 |
| Avantages à long terme | 168 | 154 |
| Provision pour engagements sociaux | 581 | 610 |

Ventilation des engagements par entité consolidée

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|------------|------------|
| Caisse des Dépôts Section générale | 245 | 275 |
| Transdev Group | 158 | 164 |
| Groupe Egis | 49 | 45 |
| Groupe Compagnie des Alpes | 48 | 47 |
| Groupe Icade | 23 | 23 |
| Informatique CDC | 24 | 24 |
| Société Nationale Immobilière | 26 | 24 |
| Autres entités | 8 | 9 |
| Provision pour engagements sociaux | 581 | 610 |

8.3.5 - Ventilation des actifs de couverture par nature

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---------------------------------------|------------|------------|
| Actions | 47 | 49 |
| Obligations | 32 | 46 |
| Autres actifs | 65 | 56 |
| Total des actifs de couverture | 144 | 151 |

8.3.6 - Autres informations sur les engagements sociaux

Taux d'actualisation moyens pondérés retenus pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite

| <i>Taux d'actualisation moyen par entité consolidée</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|------------|------------|
| Caisse des Dépôts Section générale | 1,17% | 0,98% |
| Transdev Group | 1,40% | 1,35% |
| Groupe Egis | 1,28% | 1,50% |
| Groupe Compagnie des Alpes | 1,45% | 0,80% |
| Groupe Icade | 1,45% | 1,32% |
| Informatique CDC | 1,45% | 1,49% |
| CDC Habitat | 1,80% | 1,60% |

Le taux d'actualisation retenu est défini par rapport au référentiel iBoxx € Corporates AA 10+.

Ce référentiel représente de manière plus explicite le taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie.

Caisse des Dépôts - Section Générale

Les dispositifs de l'Accord Cadre 2015-2017 ont expiré de plein droit le 31 décembre 2017. Un nouvel accord a été signé le 6 juillet 2017.

L'ensemble des mesures prises est entré en vigueur le 1er janvier 2018 pour l'ensemble des personnels.

Régime de retraite multi-employeurs Transdev Group

Transdev Group participe à un régime à prestations définies multi-employeurs au travers ses filiales aux Pays-Bas. Il s'agit d'un fonds de pension (SPOV), non obligatoire, ouvert aux entreprises du secteur du transport.

27 entreprises sont adhérentes à fin 2017. Les salariés éligibles des sociétés du groupe Transdev adhérentes acquièrent des droits à partir de 21 ans sur la base de 1,8% du salaire de référence par année de service (taux 2017).

Au 31 décembre 2017:

- les actifs de couverture (à 100%) s'élèvent à 3,9 milliards d'euros. Au 31 décembre 2017, ils sont principalement constitués d'actions (30%), d'obligations d'Etat (32%) et de valeurs immobilières (9%) ;
- la valeur actualisée de l'obligation dans le référentiel comptable local est estimée à 3,5 milliards d'euros (à 100%).

Ainsi, le plan présente un surplus. Comme Transdev Group n'a aucun droit sur ce surplus, aucun actif n'est reconnu dans l'état de la situation financière consolidée (plafonnement d'actif).

Analyse de sensibilité de la provision pour engagements sociaux en cas de hausse ou de baisse du taux d'actualisation

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|---------------------|---------------------|
| <i>Sensibilité de la dette actuarielle</i> | <i>+ / - 50 bps</i> | <i>+ / - 50 bps</i> |
| Montant de la provision en cas de hausse du taux d'actualisation | 543 | 569 |
| Provision pour engagements sociaux à la clôture | 581 | 610 |
| Montant de la provision en cas de baisse du taux d'actualisation | 625 | 655 |

9. Informations relatives aux titres mis en équivalence et aux intérêts minoritaires significatifs

9. Informations relatives aux titres mis en équivalence et aux intérêts minoritaires significatifs

Ci-dessous sont présentés les données à 100 % avant élimination des comptes et opérations réciproques et dans le format de publication (selon les normes IFRS) de l'entité des entreprises associées et des coentreprises significatives.

9.1 Entreprises associées significatives

L'entreprise associée significative est La Poste qui représente 74 % des participations dans les entreprises mises en équivalence (entreprises associées).

LA POSTE

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité | 26,32% | 26,32% |
| Nature de la relation | Participation stratégique | Participation stratégique |
| Dividendes reçus | 45 M€ | 45 M€ |

Informations financières résumées

Bilan - Groupe La Poste

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|----------------|----------------|
| Actif | | |
| Ecarts d'acquisition | 2 332 | 2 119 |
| Immobilisations incorporelles | 1 102 | 916 |
| Immobilisations corporelles | 5 771 | 5 661 |
| Participations dans les sociétés mises en équivalence | 4 098 | 3 426 |
| Autres actifs financiers non courants | 599 | 480 |
| Impôts différés actifs | 192 | 239 |
| Actifs non courants | 14 092 | 12 840 |
| Actifs courants bancaires | | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 88 048 | 78 784 |
| Créances sur les établissements de crédit | 84 088 | 84 461 |
| Portefeuille de titres | 46 953 | 54 799 |
| Autres actifs financiers courants | 1 493 | 1 716 |
| Comptes de régularisation | 1 815 | 1 497 |
| Caisse, banque centrale | 3 325 | 2 732 |
| Autres actifs courants | | |
| Stocks et en-cours | 121 | 97 |
| Créances clients et autres créances | 3 930 | 3 886 |
| Autres actifs financiers courants | 712 | 609 |
| Créance d'impôt sur les bénéfices | 212 | 354 |
| Autres comptes de régularisation - Actif | 84 | 81 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 735 | 2 152 |
| Actifs destinés à être cédés | 55 | 179 |
| Actifs courants | 232 570 | 231 346 |
| Total actif | 246 662 | 244 186 |

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|-------------------|-------------------|
| Passif | | |
| Capital social | 3 800 | 3 800 |
| Primes d'émission | 900 | 900 |
| Réserves | 4 790 | 4 247 |
| Résultat latent sur instruments financiers | 1 207 | 1 222 |
| Réserve de conversion | (184) | (101) |
| Résultat de l'exercice part du Groupe | 851 | 849 |
| Capitaux propres Part du groupe | 11 364 | 10 917 |
| Intérêts minoritaires | 169 | 115 |
| Capitaux propres de l'ensemble consolidé | 11 534 | 11 033 |
| Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme | 5 313 | 5 836 |
| Avantages du personnel - dette non courante | 2 463 | 2 118 |
| Provision pour risques et charges non courantes | 207 | 328 |
| Impôts différés passifs | 188 | 277 |
| Passifs non courants | 8 171 | 8 560 |
| Provisions pour risques et charges courantes | | |
| Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance | 2 669 | 2 593 |
| Provision pour risques et charges courantes | 459 | 567 |
| Emprunts obligataires et dettes financières à court terme | 984 | 1 064 |
| Passifs courants bancaires | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 14 154 | 19 003 |
| Dettes envers la clientèle | 182 556 | 175 669 |
| Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers | 17 875 | 17 785 |
| Comptes de régularisation | 2 099 | 2 203 |
| Autres passifs courants | | |
| Dettes fournisseurs et autres dettes | 5 154 | 4 693 |
| Etat - Impôt sur les bénéfices | 42 | 47 |
| Avantages du personnel - dette courante | 743 | 774 |
| Autres comptes de régularisation - Passif | 222 | 196 |
| Passifs courants | 226 958 | 224 593 |
| Total passif | 246 662 | 244 186 |

Compte de résultat - Groupe La Poste

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|---------------|---------------|
| Chiffre d'affaires des activités commerciales | 18 463 | 17 696 |
| Produit net bancaire | 5 647 | 5 598 |
| Produits opérationnels | 24 110 | 23 294 |
| Charges opérationnelles nettes | (23 106) | (22 313) |
| Résultat d'exploitation | 1 012 | 975 |
| Résultat financier | (168) | (169) |
| Résultat avant impôt des entreprises intégrées | 844 | 806 |
| Résultat net global | 893 | 893 |
| Part des minoritaires dans le résultat | 42 | (44) |
| Résultat net part du groupe | 851 | 849 |

Autres éléments du résultat global - Groupe La Poste

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|-------------|--------------|
| Résultat net | 893 | 893 |
| Eléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres | | |
| Eléments recyclables | | |
| Ecarts de conversion | (28) | (25) |
| Variation des résultats latents sur instruments financiers | (62) | 170 |
| Quote-part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence | 1 | 134 |
| Eléments non recyclables | | |
| Ecarts actuariels sur avantages du personnel | 74 | 29 |
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur | (8) | (7) |
| Total des éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts) | (21) | 301 |
| Résultat global | 871 | 1 195 |
| Dont part du Groupe | 827 | 1 142 |
| Dont part des intérêts minoritaires | 44 | 53 |

Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence-Groupe La Poste

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Capitaux propres part du groupe | 11 364 | 10 917 |
| Retraitement (principalement allocation du prix d'acquisition) | (1 244) | (1 244) |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts | 2 664 | 2 546 |
| Ecart d'acquisition net | | |
| Perte de valeur sur titre La Poste | (1 020) | (410) |
| Valeur de mise en équivalence - Bilan Groupe Caisse des Dépôts | 1 644 | 2 136 |

9.2 Coentreprises significatives

Les coentreprises significatives sont CNP Assurances et Bpifrance qui représentent 94 % des participations dans les entreprises mises en équivalence (coentreprises).

Groupe CNP Assurances

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|-------------------|-------------------|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêt détenu par l'entité | 40,88% | 40,88% |
| Nature de la relation | Filiale assurance | Filiale assurance |
| Dividendes reçus | 224 M€ | 216 M€ |

Informations financières résumées

Bilan - Groupe CNP Assurances

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|----------------|----------------|
| Actif | | |
| Ecarts d'acquisition | 273 | 310 |
| Portefeuille de contrats des sociétés d'assurances | 24 | 22 |
| Autres immobilisations incorporelles | 502 | 534 |
| Total actifs incorporels | 799 | 866 |
| Immobilier de placement | 2 568 | 2 927 |
| Titres conservés jusqu'à échéance | 549 | 766 |
| Titres disponibles à la vente | 296 481 | 299 429 |
| Titres de transaction | 81 722 | 74 541 |
| Prêts et avances | 4 970 | 4 945 |
| Instruments dérivés | 798 | 654 |
| Placement des activités d'assurance | 387 088 | 383 262 |
| Placement des activités du secteur bancaire et autres activités | 9 | 11 |
| Investissements dans les sociétés mises en équivalence | 66 | 67 |
| Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers | 22 735 | 23 033 |
| Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance | 3 334 | 3 143 |
| Créances d'impôts exigibles | 533 | 456 |
| Autres créances | 4 647 | 4 236 |
| Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles | 292 | 309 |
| Autres actifs d'exploitation à long terme | 2 280 | 2 053 |
| Participation aux bénéfices différée active | | |
| Impôts différés actifs | 284 | 294 |
| Autres actifs | 11 370 | 10 491 |
| Actifs destinés à la vente et abandons d'activités | | |
| Trésorerie | 1 231 | 1 400 |
| Total actif | 423 298 | 419 130 |

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|-------------------|-------------------|
| Passif | | |
| Capital | 687 | 687 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | 1 736 | 1 717 |
| Réserve de réévaluation | 4 132 | 3 847 |
| Réserve de couverture des flux de trésorerie | (48) | (42) |
| Titres super subordonnés | 1 765 | 1 765 |
| Résultats cumulés | 9 060 | 8 491 |
| Résultat consolidé | 1 284 | 1 200 |
| Ecarts de conversion | (359) | (131) |
| Capitaux propres du Groupe | 18 257 | 17 534 |
| Intérêts minoritaires | 1 766 | 1 763 |
| Capitaux propres totaux | 20 023 | 19 297 |
| Provisions techniques brutes - contrats d'assurance hors UC | 158 654 | 152 601 |
| Provisions techniques brutes - contrats d'assurance en UC | 45 822 | 39 506 |
| Passifs relatifs à des contrats d'assurance | 204 476 | 192 107 |
| Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC avec participation discrétionnaire | 121 580 | 130 379 |
| Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC sans participation discrétionnaire | 625 | 728 |
| Passifs relatifs à des contrats financiers en UC | 8 188 | 7 820 |
| Passifs relatifs à des contrats financiers | 130 393 | 138 927 |
| Instruments dérivés séparés du contrat | | |
| Participation aux bénéfices différée passive | 30 335 | 30 714 |
| Passifs relatifs aux contrats | 365 204 | 361 748 |
| Provisions pour risques et charges | 210 | 251 |
| Dettes subordonnées | 5 300 | 5 427 |
| Dettes de financement | 5 300 | 5 427 |
| Dettes d'exploitation représentées par des titres | 10 310 | 8 646 |
| Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 470 | 143 |
| Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance | 14 262 | 14 884 |
| Dettes d'impôts exigibles | 299 | 292 |
| Comptes courants créditeurs | 50 | 45 |
| Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM contrôlés | 728 | 768 |
| Instruments dérivés passifs | 1 110 | 1 245 |
| Impôts différés passifs | 915 | 1 287 |
| Autres dettes | 4 417 | 5 098 |
| Autres passifs | 32 561 | 32 408 |
| Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées | | |
| Total passif | 423 298 | 419 130 |

Compte de résultat - Groupe CNP Assurances*(en millions d'euros)*

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|-----------------|-----------------|
| Primes émises | 32 460 | 31 780 |
| Variation des primes non acquises | (383) | (285) |
| Primes acquises | 32 077 | 31 495 |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 160 | 124 |
| Autres produits d'exploitation | | |
| Produits des placements nets de charges | 8 372 | 8 469 |
| Plus ou moins values de cession des placements | 379 | 837 |
| Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat | 3 294 | 1 463 |
| Variation des dépréciations sur placements | 729 | 15 |
| Total des produits financiers nets de charges | 12 774 | 10 784 |
| Total des activités ordinaires | 45 011 | 42 403 |
| Charges des prestations des contrats | (37 538) | (35 731) |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance | 106 | 66 |
| Charges des autres activités | 18 | (3) |
| Frais d'acquisition des contrats | (3 982) | (3 796) |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés et valeur des accords de distribution | (25) | (24) |
| Frais d'administration | (199) | (186) |
| Autres produits & charges opérationnels courants | (617) | (261) |
| Total des autres produits et charges courants | (42 237) | (39 935) |
| Résultat opérationnel courant | 2 774 | 2 468 |
| Autres produits et charges opérationnels non courants | (18) | (6) |
| Résultat opérationnel | 2 756 | 2 462 |
| Charges de financement | (247) | (228) |
| Variations de valeurs des actifs incorporels | 2 | 1 |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence | 7 | 6 |
| Impôts sur les résultats | (895) | (744) |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 1 623 | 1 497 |
| Intérêts minoritaires | (338) | (297) |
| Résultat net (part du Groupe) | 1 285 | 1 200 |

Autres éléments du résultat global - Groupe CNP Assurances

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|----------------|--------------|
| Résultat net | 1 623 | 1 497 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | |
| Eléments recyclables en résultat | (107) | 934 |
| Actifs disponibles à la vente | | |
| Variation de la réserve de réévaluation sur la période | (508) | 2 647 |
| Reclassement en résultat relatif aux cessions | (1 354) | (1 265) |
| Reclassement en résultat des dépréciations | 240 | 619 |
| <i>Sous-total brut de participation et d'impôts différés</i> | <i>(1 622)</i> | <i>2 001</i> |
| Participation aux bénéfices différée brute d'impôts différés | 1 581 | (1 400) |
| Impôts différés | 328 | (61) |
| <i>Dont variation de la réserve de réévaluation des actifs destinés à la vente</i> | | |
| <i>Sous-total net de participation et d'impôts différés</i> | <i>287</i> | <i>540</i> |
| Réserve de couverture des flux de trésorerie | (7) | (37) |
| Variation de la réserve sur la période | (137) | (100) |
| Recyclage en résultat sur la période | 127 | 43 |
| Impôts différés | 3 | 19 |
| Incidence des écarts de conversion | (388) | 431 |
| Eléments non recyclables en résultat | (7) | |
| Écarts actuariels | (7) | |
| Autres variations | | |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | (114) | 934 |
| Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 1 509 | 2 431 |
| Dont part du Groupe | 1 315 | 1 919 |
| Dont part des intérêts minoritaires | 194 | 512 |

Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence - Groupe CNP Assurances

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Capitaux propres part du groupe | 18 257 | 17 534 |
| Retraitements (principalement les titres super subordonnés de CNP Assurances) | (1 824) | (1 862) |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts | 6 718 | 6 406 |
| Écart d'acquisition net | 208 | 208 |
| Valeur de mise en équivalence - Bilan Groupe Caisse des Dépôts | 6 926 | 6 614 |

Bpifrance

| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---|---|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité | 50% | 50% |
| Nature de la relation | Partenariat de financement et d'investissement pour les entreprises | Partenariat de financement et d'investissement pour les entreprises |
| Dividendes reçus | 127 M€ | 118 M€ |

Informations financières résumées

Bilan - Bpifrance

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Actif | | |
| Caisse, banques centrales | 357 | 882 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 4 551 | 3 854 |
| Instruments dérivés de couverture | 11 | 93 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 8 876 | 9 502 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 493 | 1 775 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 34 881 | 33 323 |
| Opérations de location financement et assimilées | 6 009 | 6 005 |
| Aides au financement de l'innovation | 492 | 534 |
| Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 264 | 425 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 8 642 | 6 700 |
| Actifs d'impôts courants et différés | 65 | 45 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 2 542 | 2 994 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 3 992 | 2 119 |
| Immeubles de placement | | |
| Immobilisations corporelles | 123 | 122 |
| Immobilisations incorporelles | 114 | 103 |
| Total actif | 72 412 | 68 477 |

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Passif | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 4 | 9 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 8 | 122 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 12 365 | 12 298 |
| Dettes envers la clientèle | 3 470 | 3 813 |
| Dettes représentées par un titre | 24 786 | 20 655 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 211 | 435 |
| Passifs d'impôts courants et différés | 258 | 430 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 1 064 | 1 889 |
| Provisions | 2 853 | 1 873 |
| Fonds de garantie publics et activité innovation | 3 798 | 3 940 |
| Dettes subordonnées | 7 | 7 |
| Capitaux propres part du groupe | 23 242 | 22 675 |
| Capital et réserves liées | 20 981 | 20 981 |
| Réserves consolidées | (873) | (1 305) |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 1 771 | 2 275 |
| Résultat de l'exercice | 1 363 | 723 |
| Intérêts minoritaires | 347 | 332 |
| Total passif | 72 412 | 68 477 |

Compte de résultat - Bpifrance

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------|--------------|
| Intérêts et produits assimilés | 1 585 | 1 519 |
| Intérêts et charges assimilées | (860) | (851) |
| Commissions (produits) | 52 | 47 |
| Commissions (charges) | (3) | (2) |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 432 | 146 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 777 | 360 |
| Produits des autres activités | 196 | 158 |
| Charges des autres activités | (113) | (123) |
| Produit Net Bancaire | 2 066 | 1 252 |
| Charges générales d'exploitation | (554) | (508) |
| Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | (39) | (34) |
| Résultat brut d'exploitation | 1 473 | 709 |
| Coût du risque | (54) | (34) |
| Résultat d'exploitation | 1 419 | 676 |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | 240 | 27 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 13 | 254 |
| Impôt sur le résultat | (292) | (216) |
| Résultat net | 1 380 | 741 |
| Part des minoritaires dans le résultat | 17 | 18 |
| Résultat net part du groupe | 1 363 | 723 |

Autres éléments du résultat global - Bpifrance

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|--------------|--------------|
| Résultat net | 1 380 | 741 |
| Éléments pouvant être reclassés en résultat net | (584) | (101) |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | (498) | (116) |
| Écarts de conversion | (99) | 21 |
| Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence | 13 | (6) |
| Éléments ne pouvant pas être reclassés en résultat net | (19) | 17 |
| Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies | (19) | 17 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | (603) | (83) |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 777 | 658 |
| Dont part du Groupe | 760 | 640 |
| Dont part des intérêts minoritaires | 17 | 18 |

Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence - Bpifrance

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|---------------|---------------|
| Capitaux propres part du groupe | 23 242 | 22 675 |
| Retraitements (écarts d'évaluation) | 523 | 319 |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts | 11 883 | 11 497 |
| Valeur de mise en équivalence - Bilan Groupe Caisse des Dépôts | 11 883 | 11 497 |

Coentreprise de Transport d'électricité

| | 31.12.2017 |
|---|---------------------------|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité | 29,9% |
| Nature de la relation | Participation stratégique |
| Dividendes reçus | 59 M€ |

Informations financières résumées

| Actif | |
|--|---------------|
| Actifs non courants | 17 163 |
| Actifs courants | 2 793 |
| Actif | 19 956 |
| Passif | |
| Capitaux propres | 2 476 |
| Passifs non courants | 12 870 |
| Passifs courants | 4 610 |
| Passif | 19 956 |
| Compte de résultat | |
| Produits des activités ordinaires | 3 143 |
| Excédent brut d'exploitation | 1 288 |
| Résultat net | 178 |

Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence - CTE

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31.12.2017 |
|---|--------------|
| Capitaux propres part du groupe | 2 476 |
| Retraitements (principalement allocation du prix d'acquisition) | 2 974 |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts | 1 630 |
| Valeur de mise en équivalence - Bilan Groupe Caisse des Dépôts | 1 630 |

9.3 Intérêts minoritaires significatifs

Compagnie des Alpes

| <i>(en millions d'euros)</i> | Compagnie des Alpes | |
|---|---------------------|--------------|
| | 30.09.2017 | 30.09.2016 |
| Pourcentage d'intérêts détenu par l'entité | 39,5% | 39,6% |
| Pourcentage de contrôle détenu par l'entité | 39,5% | 39,6% |
| Pourcentage d'intérêts des minoritaires | 60,5% | 60,4% |
| Pourcentage de contrôle des minoritaires | 60,5% | 60,4% |
| Dividendes versés aux minoritaires | 6 | 4 |
| Informations financières résumées | | |
| Actif | | |
| Actifs non courants | 1 431 | 1 388 |
| Actifs courants | 149 | 118 |
| Actif | 1 580 | 1 506 |
| Passif | | |
| Capitaux propres part du groupe | 777 | 755 |
| Intérêts minoritaires | 55 | 50 |
| Capitaux propres | 832 | 806 |
| Passifs non courants | 276 | 412 |
| Passifs courants | 472 | 288 |
| Passif | 1 580 | 1 506 |
| Compte de résultat | | |
| Produits des activités ordinaires | 765 | 722 |
| Excédent brut opérationnel | 203 | 184 |
| Résultat opérationnel | 93 | 73 |
| Coût de l'endettement net | (16) | (16) |
| Pertes de valeur sur écarts d'acquisition et autres actifs | | |
| Résultat net | 40 | 40 |
| Part des minoritaires dans le résultat | (9) | (7) |
| Résultat net part du groupe | 31 | 33 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Résultat net | 40 | 40 |
| Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies | 1 | (3) |
| Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 1 | (3) |
| Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 41 | 37 |
| Dont part du Groupe CDA | 32 | 30 |
| Dont part des intérêts minoritaires | 9 | 7 |
| Tableaux des flux de trésorerie | | |
| Résultat net : part de groupe | 31 | 33 |
| Intérêts minoritaires | 9 | 7 |
| Résultat net | 40 | 40 |
| Flux de trésorerie liés à l'activité | 182 | 186 |
| Flux de trésorerie liés aux investissements | (163) | (166) |
| Flux de trésorerie liés aux financements | 32 | (23) |
| Variation de la trésorerie | 51 | (3) |
| Trésorerie d'ouverture | (17) | (14) |
| Trésorerie de clôture | 34 | (17) |

Les comptes du Groupe Compagnie des Alpes arrêtés au 30 septembre sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre. Les opérations significatives intervenues sur le dernier trimestre de l'année sont prises en compte lors de l'établissement des comptes consolidés du Groupe Caisse des Dépôts.

Icade

| <i>(en millions d'euros)</i> | Icade | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Pourcentage d'intérêts détenu par l'entité | 39,1% | 39,1% |
| Pourcentage de contrôle détenu par l'entité | 39,1% | 39,1% |
| Pourcentage d'intérêts des minoritaires | 60,9% | 60,9% |
| Pourcentage de contrôle des minoritaires | 60,9% | 60,9% |
| Dividendes versés aux minoritaires | 180 | 168 |
| Informations financières résumées | | |
| Actif | | |
| Actifs non courants | 9 500 | 8 473 |
| Actifs courants | 1 730 | 1 564 |
| Actifs destinés à être cédés | | |
| Actif | 11 230 | 10 037 |
| Passif | | |
| Capitaux propres part du groupe | 3 336 | 3 435 |
| Intérêts minoritaires | 774 | 665 |
| Capitaux propres | 4 110 | 4 100 |
| Passifs non courants | 5 030 | 4 263 |
| Passifs courants | 2 090 | 1 674 |
| Passifs destinés à être cédés | | |
| Passif | 11 230 | 10 037 |
| Compte de résultat | | |
| Produits des activités ordinaires | 1 658 | 1 498 |
| Excédent brut opérationnel | 535 | 521 |
| Résultat opérationnel | 324 | 263 |
| Coût de l'endettement net | (84) | (109) |
| Résultat Financier | (127) | (164) |
| Charges d'impôts | 6 | (23) |
| Résultat des activités abandonnées | | 13 |
| Résultat net | 203 | 89 |
| Part des minoritaires dans le résultat | (33) | (31) |
| Résultat net part du groupe | 170 | 58 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Résultat net | 203 | 89 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 2 | |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | 24 | 37 |
| Autres | 1 | 3 |
| Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 27 | 40 |
| Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 230 | 129 |
| Dont part du Groupe | 196 | 30 |
| Dont part des intérêts minoritaires | 34 | 99 |
| Tableaux des flux de trésorerie | | |
| Résultat net : part de groupe | 170 | 58 |
| Intérêts minoritaires | 33 | 31 |
| Résultat net | 203 | 89 |
| Flux de trésorerie liés à l'activité | 337 | 210 |
| Flux de trésorerie liés aux investissements | (239) | (235) |
| Flux de trésorerie liés aux financements | 29 | (172) |
| Activités abandonnées | | 6 |
| Variation de la trésorerie | 127 | (191) |
| Trésorerie d'ouverture | 235 | 426 |
| Trésorerie de clôture | 362 | 235 |

ICADE SANTE

Les minoritaires présents au niveau du sous-groupe Icade sont principalement liés à la société Icade Santé, détenue à 56,5 % par Icade au 31 décembre 2017 (56,5 % au 31 décembre 2016). Le bilan et le compte de résultat de la société sont présentés ci-dessous.

| <i>(en millions d'euros)</i> | Icade Santé | |
|--|--------------------|-------------------|
| | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Actif | | |
| Actifs non courants | 2 901 | 2 653 |
| Actifs courants | 35 | 70 |
| Actif | 2 936 | 2 723 |
| Passif | | |
| Capitaux propres part du groupe | 1 596 | 1 526 |
| Intérêts minoritaires | | |
| Capitaux propres | 1 596 | 1 526 |
| Passifs non courants | 1 166 | 1 077 |
| Passifs courants | 178 | 120 |
| Passif | 2 940 | 2 723 |
| Compte de résultat | | |
| Produits des activités ordinaires | 214 | 201 |
| Excédent brut opérationnel | 197 | 185 |
| Résultat opérationnel | - | 95 |
| Cout de l'endettement net | (28) | (28) |
| Résultat financier | (29) | (29) |
| Résultat net global | (29) | 65 |

10. Honoraires des commissaires aux comptes

10. Honoraires des commissaires aux comptes

| <i>(en millions d'euros)</i> | Mazars | | PwC | |
|--|------------|------------|------------|------------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Audit | | | | |
| Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés | | | | |
| - Section Générale | 1,3 | 1,1 | 1,3 | 1,1 |
| - Filiales intégrées globalement | 5,2 | 4,8 | 2,7 | 2,4 |
| Services autres que la certification des comptes | | | | |
| - Section Générale | 0,3 | 0,4 | 0,2 | 0,5 |
| - Filiales intégrées globalement | 0,6 | 0,5 | 0,4 | 0,1 |
| Total | 7,5 | 6,8 | 4,7 | 4,2 |

11. Périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts

L'établissement public établit des comptes annuels distincts, en normes françaises, pour chacune des sections qui le composent : la section générale et la section du fonds d'épargne.

Le groupe Caisse des Dépôts présente la spécificité de réunir un Etablissement public et des filiales et participations intervenant dans le champ concurrentiel. Il publie des comptes consolidés aux normes IFRS qui regroupent les comptes de la Section générale et ceux des entités qu'il contrôle, seul ou conjointement, pour former les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

Depuis 2017, la présentation du périmètre de consolidation du Groupe Caisse des Dépôts est organisée selon les trois pôles d'activité du Groupe. Les entités et les sous-groupes y compris leurs filiales sont ainsi détaillés par pôle.

| GROUPES / SOCIETES | 31 décembre 2017 | | | 31 décembre 2016 | | |
|--|------------------|---------------|-----------|------------------|---------------|-----------|
| | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
| PÔLE CAISSE DES DEPOTS | | | | | | |
| CDC (SECTION GENERALE) <i>Siège social : 56, rue de Lille - 75356 Paris 07 SP</i> | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCET <i>Siège social : 52 rue Jacques Hillairet - 75612 Paris Cedex 12</i> | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| GROUPE CDC Habitat (ex. Société Nationale Immobilière) | | | | | | |
| CDC Habitat (ex. Société Nationale Immobilière) <i>Siège social : 100, avenue de France - 75013 Paris</i> | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SAINTE BARBE | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| AMPERE GESTION | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| ADOMA | EQUI Co-Ent | 56,44 | 56,44 | EQUI Co-Ent | 56,41 | 56,41 |
| FONDS DE LOGEMENT INTERMEDIAIRE | EQUI Ent Ass | 19,14 | 19,14 | EQUI Ent Ass | 19,14 | 19,14 |
| ADESTIA | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| AUTRES ENTITES DU PÔLE CAISSE DES DEPOTS | | | | | | |
| CDC ENTREPRISES VALEURS MOYENNES | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| CDC PME CROISSANCE | EQUI Co-Ent | 49,53 | 49,53 | EQUI Co-Ent | 48,21 | 48,21 |
| EGIS ENVIRONMENTAL INVESTMENTS SAS | GLOB | 87,24 | 87,24 | GLOB | 87,19 | 87,19 |
| INFORMATIQUE CDC | GLOB | 100,00 | 99,90 | GLOB | 99,90 | 99,90 |
| SCI SARIHV | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| FONCIERE FRANKLIN | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI BOULOGNE ILOT V | GLOB | 100,00 | 99,00 | GLOB | 100,00 | 99,00 |
| SCI SILOGI | GLOB | 100,00 | 99,00 | GLOB | 100,00 | 99,00 |
| SCI 43 45 RUE DE COURCELLES | GLOB | 100,00 | 99,00 | GLOB | 100,00 | 99,00 |
| SCI 182 RUE DE RIVOLI | GLOB | 100,00 | 99,00 | GLOB | 100,00 | 99,00 |
| SCI ALPHA PARK | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SCI PRINTEMPS LA VALETTE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SAS LA NEF LUMIERE | GLOB | 100,00 | 87,50 | GLOB | 100,00 | 75,00 |
| SAS RICHELIEU VIVIENNE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SCI DES REGIONS | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| OPCI RIVER OUEST | EQUI Co-Ent | 40,01 | 40,01 | EQUI Co-Ent | 40,01 | 40,01 |
| SAS CHATEAUDUN | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SAS MALTHAZAR | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SAS PRINTEMPS LA VALETTE II | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SCI MAC DONALD | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI FARMAN | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SAS PARIS NORD EST | GLOB | 100,00 | 79,00 | GLOB | 100,00 | 79,00 |
| SCI TOUR MERLE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| SCI CUVIER MONTREUIL II | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI INNOVATIS II | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI MMV 2013 | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| CDC GPI - GESTION DES PLACEMENTS IMMOBILIERS | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| CDC GPII - GESTION DES PLACEMENTS IMMOBILIERS INTERNES | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| ACEP INV 3 | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| PARIS RIVE GAUCHE A9 | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI BAUDELIQUE | GLOB | 100,00 | 99,66 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| PBEM - PARIS BATIGNOLLES EMERGENCE | GLOB | 100,00 | 99,90 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| GPI REUILLY | GLOB | 100,00 | 99,90 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI BATIGNOLLES LOT 09 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| FONCIERE DEVELOPPEMENT TOURISME | EQUI Ent Ass | 49,90 | 49,90 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI PB10 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| FONCIERE PUBLIQUE SOLIDAIRE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| LE MARQUIS | EQUI Ent Ass | 40,00 | 40,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SAS LAFAYETTE | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| SCI EVI-DANCE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| GPI RUE PETIT | GLOB | 100,00 | 99,99 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| STOA | GLOB | 100,00 | 83,33 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| QUALIUM INVESTISSEMENT | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| UNIVERS 12 | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| CDC ELAN PME | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| GROUPE ANATOL INVEST | | | | | | |
| ANATOL INVEST HOLDING FRANCE <i>Siège social : 56, rue de Lille - 75007 Paris</i> | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| ANATOL INVEST HOLDING BV (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| PBW REAL ESTATE FUND (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| ATRIUM TOWER (Pologne) | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| IBC (République Tchèque) | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| MYSLBEK (République Tchèque) | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| PAIGE INVESTMENTS (Pologne) | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| PÔLE BPIFRANCE | | | | | | |
| GROUPE BPIFRANCE | | | | | | |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| BPIFRANCE <i>Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort Cedex</i> | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| BPIFRANCE PARTICIPATIONS | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR ENT DVLP C1 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR ENT DVLP C2 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR ENT DVLP C3 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR ENT DVLP C4 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR ENT MEZZANINE | EQUI Co-Ent | 33,42 | 33,42 | EQUI Co-Ent | 33,42 | 33,42 |
| CDC ENTREPRISES CAPITAL INVESTISSEMENT | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| DAHER | | | | EQUI Ent Ass | 8,60 | 8,60 |
| ETI 2020 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| EUTELSAT COMMUNICATIONS | EQUI Ent Ass | 13,23 | 13,23 | EQUI Ent Ass | 13,23 | 13,23 |
| FCPR PART'COM | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI 2 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFIA PRIME | | | | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI 3 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI 3 PRIME | | | | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI 4 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI PARTS A | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI PARTS B | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FFI PARTS B PRIME | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FPMEI | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 1 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 2 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 3 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 4 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 5 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 6 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | | | |
| France INVESTISSEMENT REGIONS 1 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT REGIONS 2 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT REGIONS 3 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| France INVESTISSEMENT REGIONS 4 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FRANCE INVESTISSEMENT TOURISME | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FSI PME PORTEFEUILLE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| FTICI | EQUI Co-Ent | 47,56 | 47,56 | EQUI Co-Ent | 47,56 | 47,56 |
| SOPROL | EQUI Ent Ass | 9,37 | 9,37 | EQUI Ent Ass | 9,37 | 9,37 |
| STConso (palier détenant STM consolidé à 27,96%) | EQUI Ent Ass | 23,78 | 23,78 | EQUI Ent Ass | 23,78 | 23,78 |
| TYROL ACQUISITION - Groupe TDF | EQUI Ent Ass | 11,99 | 11,99 | EQUI Ent Ass | 11,99 | 11,99 |
| CDCE-1 | | | | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| BPIFRANCE INVESTISSEMENT | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR ENTREPRISE INVESTISSEMENT | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| AVENIR TOURISME | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 |
| PATRIMOINE ET CREATION 3 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | | | |
| LION PARTICIPATIONS | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | | | |
| GROUPE PSA | EQUI Ent Ass | 6,16 | 6,16 | | | |
| FI2E | EQUI Co-Ent | 50,00 | 50,00 | | | |
| BPIFRANCE FINANCEMENT | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 |
| ALSABAIL | EQUI Ent Ass | 18,47 | 18,47 | EQUI Ent Ass | 18,47 | 18,47 |
| AUXI-FINANCES | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 |
| BPIFRANCE REGIONS | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 | EQUI Co-Ent | 44,92 | 44,92 |
| COMPAGNIE AUXILIAIRE BPIFRANCE | | | | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 |
| GRAS SAVOYE BPIFRANCE | EQUI Ent Ass | 15,43 | 15,43 | EQUI Ent Ass | 15,43 | 15,43 |
| SCI BPIFRANCE | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 | EQUI Co-Ent | 45,38 | 45,38 |
| CDC INTERNATIONAL CAPITAL | GLOB | 100,00 | 100,00 | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| PÔLE AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | | | | |
| LA POSTE <i>Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia - 75015 Paris</i> | EQUI Ent Ass | 26,32 | 26,32 | EQUI Ent Ass | 26,32 | 26,32 |
| GROUPE CNP ASSURANCES | | | | | | |
| CNP ASSURANCES <i>Siège social : 4, place Raoul Dautry - 75716 Paris Cedex 15</i> | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| FILIALES STRATEGIQUES | | | | | | |
| CAIXA ASSESSORIA E CONSULTORIA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA CAPITALIZACAO (Brésil) | EQUI Co-Ent | 10,79 | 10,79 | EQUI Co-Ent | 10,79 | 10,79 |
| CAIXA CONSORCIOS (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA SAUDE (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA SEGURADORA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA SEGUROS HOLDING SA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA SEGUROS PARTICIPACOES DO SUL LTDA (Brésil) | | | | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA SEGUROS PARTICIPACOES SECURITARIAS LTDA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CAIXA VIDA E PREVIDENCIA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| CNP ASFALISTIKI (Chypre) | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 |
| CNP CYPRIALIFE (Chypre) | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 |
| CNP CYPRUS INSURANCE HOLDINGS (Chypre) | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 |
| CNP CYPRUS TOWER LTD | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 |
| CNP EUROPE LIFE (Irlande) | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| CNP HOLDING BRASIL (Brésil) | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| CNP PARTNERS SOLUTION (Espagne) | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| CNP PARTNERS (ex VIDA DE SEGUROS Y REASEGUROS) (Espagne) | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| CNP PRAKTORIAKI (Grèce) | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 |
| CNP SA DE CAPITALIZACION Y AHORRO P/ FINES DETERMINADOS (Argentine) | EQUI Co-Ent | 20,44 | 20,44 | EQUI Co-Ent | 20,44 | 20,44 |
| CNP ASSURANCES COMPANA DE SEGUROS (ex CNP SEGUROS DE VIDA) (Argentine) | EQUI Co-Ent | 31,26 | 31,26 | EQUI Co-Ent | 31,26 | 31,26 |
| CNP UNICREDIT VITA (Italie) | EQUI Co-Ent | 23,51 | 23,51 | EQUI Co-Ent | 23,51 | 23,51 |
| CNP ZOIS (Grèce) | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 | EQUI Co-Ent | 20,48 | 20,48 |
| WIZ SOLUCOES E CORRETAGEM DE SEGUROS S.A (ex. FPC PAR CORRETORA DE SEGUROS SA) (Brésil) | EQUI Ent Ass | 5,29 | 5,29 | EQUI Ent Ass | 5,29 | 5,29 |
| HOLDING CAIXA SEGUROS PARTICIPACOES EM SAUDE LTDA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| ITV | | | | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| MPREVOYANCE SA | EQUI Co-Ent | 26,57 | 26,57 | EQUI Co-Ent | 26,57 | 26,57 |
| ODONTO EMPRESAS CONVENIOS DENTARIOS LTDA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| PREVIPOSTE | | | | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| PREVISUL (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| SANTANDER INSURANCE EUROPE LTD (Irlande) | EQUI Co-Ent | 20,85 | 20,85 | EQUI Co-Ent | 20,85 | 20,85 |
| SANTANDER INSURANCE LIFE LTD (Irlande) | EQUI Co-Ent | 20,85 | 20,85 | EQUI Co-Ent | 20,85 | 20,85 |
| SANTANDER INSURANCE SERVICES IRELAND LTD (Irlande) | EQUI Co-Ent | 20,85 | 20,85 | EQUI Co-Ent | 20,85 | 20,85 |
| CNP CAUTION | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| ARIAL CNP ASSURANCES | EQUI Co-Ent | 16,35 | 16,35 | EQUI Co-Ent | 16,33 | 16,33 |
| CNP ASSURANCES PARTICIPACOES LTDA (ex. VORONEZH EMPREEDIMENTOS E PARTICIPAÇÕES) (Brésil) | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| CNP LUXEMBOURG (Luxembourg) | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | | | |
| OPCVM | | | | | | |
| CNP ACP 10 FCP | EQUI Co-Ent | 20,37 | 20,37 | EQUI Co-Ent | 22,46 | 22,46 |
| CNP ACP OBLIG FCP | EQUI Co-Ent | 20,33 | 20,33 | EQUI Co-Ent | 22,36 | 22,36 |
| ECUREUIL PROFIL 30 | EQUI Co-Ent | 39,29 | 39,29 | EQUI Co-Ent | 38,18 | 38,18 |
| ECUREUIL PROFIL 90 | EQUI Co-Ent | 23,16 | 23,16 | EQUI Co-Ent | 22,06 | 22,06 |
| NATIXIS IONIS | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,85 | 40,85 |
| OPCVM CAIXA CAPITALIZACAO SA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 10,79 | 10,79 | EQUI Co-Ent | 10,79 | 10,79 |
| OPCVM CAIXA CONSORCIOS (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| OPCVM CAIXA SEGURADORA SA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| OPCVM CAIXA VIDA E PREVIDENCIA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| OPCVM HOLDING CAIXA SEGUROS HOLDING SA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 | EQUI Co-Ent | 21,15 | 21,15 |
| UNIVERS CNP 1 FCP | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,48 | 40,48 |
| VIVACCIO ACT SDEC | EQUI Co-Ent | 33,31 | 33,31 | EQUI Co-Ent | 33,31 | 33,31 |
| LBAM COURT TERME | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | | | |
| ACTIVITES IMMOBILIERES ET AUTRES | | | | | | |
| AEP 3 SCI | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| AEP 4 SCI | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| ASSURBAIL PATRIMOINE | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| ASSUR-IMMEUBLE | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| CIMO | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| CNP IMMOBILIER | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| ECUREUIL VIE DEVELOPPEMENT | EQUI Co-Ent | 20,03 | 20,03 | EQUI Co-Ent | 20,03 | 20,03 |
| LBP ACTIFS IMMO | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| OPCI AEP247 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| OPCI AEW IMCOM 1 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| OPCI AEW IMCOM 6 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| OPCI MTP INVEST | EQUI Co-Ent | 40,67 | 40,67 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| SICAC | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 |
| OUTLET INVEST | EQUI Co-Ent | 40,86 | 40,86 | EQUI Co-Ent | 40,86 | 40,86 |
| SAS ALLERAY | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | | | |
| OPCI RASPAIL | EQUI Co-Ent | 40,88 | 40,88 | | | |
| GROUPE ICADE | | | | | | |
| FONCIERE TERTIAIRE | | | | | | |
| ICADE SA <i>Siège social : 27, rue Camille Desmoulins - CS 10166 92445 Issy les Moulineaux Cedex</i> | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| GIE ICADE MANAGEMENT | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| PARCS D'AFFAIRES | | | | | | |
| SCI 68 VICTOR HUGO | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI BASSIN NORD | EQUI Co-Ent | 50,00 | 19,54 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 19,54 |
| SCI BATTI GAUTIER | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI LE PARC DU MILLENAIRE | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI PDM 1 | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI PDM 2 | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| BUREAUX | | | | | | |
| ICADE TOUR EQHO | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI CAMILLE DESMOULINS | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI DU 1 TERRASSE BELLINI | EQUI Co-Ent | 33,33 | 13,03 | EQUI Co-Ent | 33,33 | 13,03 |
| SCI DU 69 BLD HAUSSMANN | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI ICADE LEO LAGRANGE | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI ICADE RUE DES MARTINETS | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI LE TOLBIAC | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI MESSINE PARTICIPATIONS | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI MORIZET | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI EVRY MOZART | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI LES TOVETS | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI BATIMENT SUD CENTRE HOSPITALIER PONTOISE | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SCI BSM DU CHU DE NANCY | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SAS ICADE TMM | GLOB | 100,00 | 39,10 | | | |
| SCI ISSY HOLDING CŒUR DE VILLE | EQUI Ent Ass | 49,00 | 19,16 | | | |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------------------|---------------|-----------|--------------------------|---------------|-----------|
| GROUPE ANF IMMOBILIER | | | | | | |
| SA ANF IMMOBILIER | GLOB | 85,17 | 34,80 | | | |
| SNC LES BASSINS A FLOTS | GLOB | 100,00 | 34,80 | | | |
| SCI LAFAYETTE | GLOB | 53,98 | 18,79 | | | |
| SCI STRATEGE | GLOB | 53,98 | 18,79 | | | |
| SCI SILKY WAY | GLOB | 65,00 | 22,62 | | | |
| SCI FUTURE WAY | GLOB | 50,54 | 17,60 | | | |
| SCI NEW WAY | GLOB | 50,26 | 17,50 | | | |
| SCI ORIANZ | GLOB | 65,31 | 22,73 | | | |
| SCI FACTOR E. | GLOB | 65,31 | 22,73 | | | |
| SAS FINANCIERE DES BROTTUEUX | EQUI Ent Ass | 20,00 | 6,96 | | | |
| LOGEMENTS | | | | | | |
| SCI PAYS DE LOIRE | | | | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SAS SARVILEP | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| SMDH | | | | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| GROUPE ANF IMMOBILIER - HOTELS | | | | | | |
| SCI ANF IMMOBILIER HOTELS | GLOB | 77,00 | 26,80 | | | |
| AUTRES | | | | | | |
| ICADE 3.0 | GLOB | 100,00 | 39,10 | GLOB | 100,00 | 39,10 |
| CYCLE-UP | EQUI Co-Ent | 50,00 | 19,55 | | | |
| FONCIERE SANTE | | | | | | |
| SAS ICADE SANTE | GLOB | 100,00 | 22,09 | GLOB | 100,00 | 22,09 |
| SASU GVM SANTE | | | | GLOB | 100,00 | 22,09 |
| SAS FONCIERE MSR | GLOB | 100,00 | 22,09 | | | |
| PROMOTION | | | | | | |
| PROMOTION LOGEMENT | | | | | | |
| | 113 Sociétés contrôlées | | | 105 Sociétés contrôlées | | |
| | 75 Co-entreprises | | | 73 Co-entreprises | | |
| | 21 Entreprises associées | | | 19 Entreprises associées | | |
| PROMOTION TERTIAIRE | | | | | | |
| | 14 Sociétés contrôlées | | | 14 Sociétés contrôlées | | |
| | 26 Co-entreprises | | | 23 Co-entreprises | | |
| | 1 Entreprise associée | | | 1 Entreprise associée | | |
| GROUPE COMPAGNIE DES ALPES | | | | | | |
| COMPAGNIE DES ALPES SA | | | | | | |
| <i>Siège social : 50-52, boulevard Haussmann - 75009 Paris</i> | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| HOLDING & SUPPORTS | | | | | | |
| CDA Financement | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,18 |
| CDA DS | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| CDHA | | | | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| INGELO | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| LOISIRS RE (Luxembourg) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL | | | | | | |
| BY GREVIN (Suisse) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| CDA MANAGEMENT | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| CDA PRODUCTIONS | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| GREVIN MONTREAL INC (Canada) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| CDA BEIJING (Chine) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| MUSEE GREVIN PRAGUE (République tchèque) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| MUSEE GREVIN SEOUL (Corée du Sud) | GLOB | 100,00 | 36,52 | GLOB | 100,00 | 31,66 |
| DOMAINES SKIABLES | | | | | | |
| CDA SKI DIFFUSION SAS | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| DEUX ALPES LOISIRS SA (DAL) | GLOB | 100,00 | 38,81 | GLOB | 100,00 | 38,89 |
| SC2A | GLOB | 100,00 | 38,81 | GLOB | 100,00 | 38,89 |
| DOMAINE SKIABLE DE FLAINE SA (DSF) | GLOB | 100,00 | 31,97 | GLOB | 100,00 | 32,04 |
| DOMAINE SKIABLE DE LA ROSIERE SAS (DSR) | EQUI Ent Ass | 20,00 | 7,90 | EQUI Ent Ass | 20,00 | 7,92 |
| DOMAINE SKIABLE DE VALMOREL SAS (DSV) | EQUI Ent Ass | 20,00 | 7,90 | EQUI Ent Ass | 20,00 | 7,92 |
| GROUPE COMPAGNIE DU MONTBLANC SA | EQUI Ent Ass | 37,49 | 14,80 | EQUI Ent Ass | 37,49 | 14,84 |
| MERIBEL ALPINA SAS | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| PIERRE ET NEIGE SA | GLOB | 100,00 | 38,81 | GLOB | 100,00 | 38,89 |
| SERRE CHEVALIER VALLEY SA (SCV) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| ADS | GLOB | 100,00 | 38,42 | GLOB | 100,00 | 38,49 |
| STE AMENAGEMENT ARVES GIFFRE SA (SAG) | GLOB | 100,00 | 31,96 | GLOB | 100,00 | 32,03 |
| STE AMENAGEMENT LA PLAGNE SA (SAP) | GLOB | 100,00 | 38,72 | GLOB | 100,00 | 38,81 |
| STE CONSTRUCTION IMMOBILIERE VALLEE DE BELLEVILLE SCI (SCIVABEL) | GLOB | 100,00 | 32,23 | GLOB | 100,00 | 32,31 |
| STE EXPLOIT RM MORZINE AVORIAZ SAS (SERMA) | EQUI Ent Ass | 20,00 | 7,90 | EQUI Ent Ass | 20,00 | 7,92 |
| STE EXPLOITATION VALLEE DE BELLEVILLE SAS (SEVABEL) | GLOB | 100,00 | 32,23 | GLOB | 100,00 | 32,31 |
| STE TELEPHERIQUES DE LA GRANDE MOTTE SA (STGM) | GLOB | 100,00 | 30,72 | GLOB | 100,00 | 30,79 |
| STE TELEPHERIQUES DE VAL D'ISERE SAS (STVI) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| VALBUS SAS | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| DESTINATIONS DE LOISIRS | | | | | | |
| AVENIR LAND | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| BELPARK BV (Belgique) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| CADEVI SAS | | | | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| CDA BRANDS | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| FRANCE MINIATURE | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| FUTUROSCOPE DESTINATION | GLOB | 100,00 | 32,26 | GLOB | 100,00 | 32,30 |
| PARC FUTUROSCOPE | GLOB | 100,00 | 32,26 | GLOB | 100,00 | 32,30 |
| GREVIN & CIE | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| FORT FUN (Allemagne) | | | | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| HARDERWIJK HELLENDORN HOLDING (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| IMMOFLOR NV (Belgique) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| MUSEE GREVIN | GLOB | 100,00 | 37,86 | GLOB | 100,00 | 37,95 |
| CDA DL | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| PREMIER FINANCIAL SERVICES (Belgique) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| WALIBI WORLD (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| WALIBI HOLLAND (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| WALIBI HOLIDAY PARK (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 39,49 | GLOB | 100,00 | 39,58 |
| GROUPE EGIS | | | | | | |
| EGIS SA <i>Siège social : 11, avenue du Centre - CS 30530 - Saint-Quentin-en-Yvelines - 78286 Guyancourt Cedex</i> | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| FRANCE | | | | | | |
| ACOUSTB | GLOB | 100,00 | 44,55 | GLOB | 100,00 | 44,55 |
| AIRPORT AERONAUTICAL EQUIPMENT | ENT COMM | 45,00 | 33,75 | ENT COMM | 45,00 | 33,75 |
| ATELIER VILLES ET PAYSAGES | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| BTM | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EASYTRIP France SAS | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS AIRPORT OPERATION | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ASSET MANAGEMENT SOLUTIONS | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS AVIA | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS ANTILLES GUYANE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS CENTRE OUEST | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS GRAND EST | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS INTERNATIONAL | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS MANAGEMENT | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS MEDITERRANEE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS NORD | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS OCEAN INDIEN | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS RHONE ALPES | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BATIMENTS SUD OUEST | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS CONCEPT | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS CONSEIL | GLOB | 100,00 | 74,97 | GLOB | 100,00 | 74,97 |
| EGIS CONSEIL BATIMENTS | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS EASYTRIP SERVICES SA | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS EAU | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ENGINEERING | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| EGIS EXPLOITATION AQUITAINE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS VILLES ET TRANSPORTS (ex. Egis France) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS HOLDING BATIMENT INDUSTRIE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INDUSTRIES | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INFORMATIQUE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INGENIERIE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INTERNATIONAL | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS MOBILITE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PORTS | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS SA | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS RAIL | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| EGIS ROAD OPERATION SA | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROUTE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS - France | GLOB | 100,00 | 22,50 | GLOB | 100,00 | 22,50 |
| ENGAGE | EQUI Ent Ass | 25,00 | 18,75 | EQUI Ent Ass | 25,00 | 18,75 |
| ENIA | EQUI Ent Ass | 25,00 | 18,75 | EQUI Ent Ass | 25,00 | 18,75 |
| GME IDEX/EGIS | ENT COMM | 40,00 | 30,00 | ENT COMM | 40,00 | 30,00 |
| EBI | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| INGESUD | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| JEAN MULLER INTERNATIONAL | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| KIWHI PASS SOLUTIONS | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| PARK + PARKINGS SECURISES POIDS LOURDS | EQUI Co-Ent | 40,00 | 30,00 | EQUI Co-Ent | 40,00 | 30,00 |
| ROUTALIS SAS | GLOB | 100,00 | 52,49 | GLOB | 100,00 | 52,49 |
| SEGAP SA | EQUI Ent Ass | 50,00 | 37,49 | EQUI Ent Ass | 50,00 | 37,49 |
| SEP EGIS RAIL/ SETEC ITS | ENT COMM | 70,00 | 52,49 | ENT COMM | 70,00 | 52,49 |
| SEP NRL | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| SINTRA | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| SOCIETE DU METRO DE MARSEILLE (SMM) | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| SOCIETE NOUVELLE INGEROUTE | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| SOFREAVIA SERVICE SA | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| TOLLSYS | GLOB | 100,00 | 52,49 | GLOB | 100,00 | 52,49 |
| WIND-IT DEVELOPPEMENT | GLOB | 100,00 | 59,69 | EQUI Ent Ass | 39,62 | 29,71 |
| EGIS PARKING SERVICES France | GLOB | 100,00 | 74,99 | | | |
| MOOVIA | EQUI Co-Ent | 30,00 | 22,50 | | | |
| CYCLE-UP | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 | | | |
| AIR'PY | EQUI Ent Ass | 24,50 | 18,37 | | | |
| EIP FRANCE III | GLOB | 100,00 | 37,57 | | | |
| ETRANGER | | | | | | |
| AERIA (Côte d'Ivoire) | EQUI Ent Ass | 35,00 | 26,25 | EQUI Ent Ass | 35,00 | 26,25 |
| ATTIKES DIADROMES (Grèce) | EQUI Ent Ass | 20,00 | 15,00 | EQUI Ent Ass | 20,00 | 15,00 |
| AUTOBAHN + A8 GMBH (Allemagne) | EQUI Ent Ass | 5,00 | 3,75 | EQUI Ent Ass | 5,00 | 3,75 |
| AUTOBAHN + SERVICES GMBH (Allemagne) | GLOB | 100,00 | 50,24 | GLOB | 100,00 | 50,24 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| AUTOSTRADA EXPLO EKSPLOATACJA (AES) (Pologne) | EQUI Co-Ent | 34,71 | 26,03 | EQUI Co-Ent | 34,71 | 26,03 |
| BIKE U SP ZOO (Pologne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| BONAVENTURA STRASSENHALTUNG GMBH (Autriche) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| CAOG AIRPORT OPERATIONS LTD (Chypre) | ENT COMM | 36,00 | 27,00 | ENT COMM | 36,00 | 27,00 |
| CENTRE DES MÉTIERS DE L'AÉRIEN (Côte d'Ivoire) | EQUI Ent Ass | 50,00 | 37,49 | | | |
| CONTR SRL (Italie) | GLOB | 100,00 | 49,48 | GLOB | 100,00 | 51,33 |
| DES Autostrada Spain SL (Espagne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| DES Srl (Italie) | | | | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EASYTRIP SERVICES CORPORATION (Philippines) | EQUI Co-Ent | 34,00 | 25,49 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 |
| EASYTRIP SERVICES IRELAND LTD (Irlande) | EQUI Co-Ent | 49,99 | 37,49 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 |
| EGIS ALGERIE SPA (Algérie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BEIJING ENGINEERING CONSULTING (Chine) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS BULGARIE EAD (Bulgarie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS CAMEROUN (Cameroun) | GLOB | 100,00 | 74,94 | GLOB | 100,00 | 74,94 |
| EGIS ENGENHARIA E CONSULTORIA LTDA (ex LENC) (Brésil) | GLOB | 100,00 | 70,97 | GLOB | 100,00 | 70,97 |
| EGIS EYSER (Espagne) | | | | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS GEOPLAN PVT LTD (Inde) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INDIA CONSULTING ENGINEERS PVT LTD (Inde) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INDONESIA (Indonésie) | GLOB | 100,00 | 41,24 | GLOB | 100,00 | 41,24 |
| EGIS INFRAMAD (Madagascar) | GLOB | 100,00 | 53,24 | GLOB | 100,00 | 53,24 |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS - A8 (Luxembourg) | GLOB | 100,00 | 19,73 | GLOB | 100,00 | 19,73 |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS - INFRASTRUCTURE (Luxembourg) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS - M25 (Luxembourg) | GLOB | 100,00 | 15,00 | GLOB | 100,00 | 15,00 |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS PHILIPPINES (Philippines) | GLOB | 100,00 | 42,90 | GLOB | 100,00 | 40,49 |
| EGIS INVESTMENT SARL (Luxembourg) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS KENYA (Kenya) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS LAGAN SERVICES (Irlande) | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 |
| EGIS MONACO (Monaco) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PARKING SERVICES BV (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 56,24 | GLOB | 100,00 | 56,24 |
| EGIS POLAND SP Zoo (Pologne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS POLSKA INZYNIERIA Z ORGRANICZONAQ (Pologne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS ASIA PACIFIC PTY LTD (Australie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS CANADA INC (Canada) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS INCORPORATION (Etats-Unis) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS IRELAND LTD (Irlande) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS PHILIPPINES (Philippines) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS PROJECTS POLSKA (Pologne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS RAIL ISRAËL (Israël) | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| EGIS RAIL PTE (Singapour) | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| EGIS RAIL THAÏLANDE (Thaïlande) | GLOB | 100,00 | 44,99 | GLOB | 100,00 | 44,99 |
| EGIS RAIL USA INC (Etats Unis) | GLOB | 100,00 | 74,98 | | | |
| EGIS ROAD & TUNNEL OPERATIONS IRELAND LTD (Irlande) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION AUSTRALIA PTY LTD (Australie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION CROATIA (Croatie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION INDIA (Inde) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION PHILIPPINES (Philippines) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION POLOGNE (Pologne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION PORTUGAL (Portugal) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROAD OPERATION UK (Grande-Bretagne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS ROMANIA (Roumanie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGIS TUNEL ISLETMECILIGI A.S (Turquie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EGISMEX (Mexique) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| ENGLAND TIR SPA (Italie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| EP INFRASTRUKTURPROJEKTENTWICKLUNG (Autriche) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| FULTON HOGAN EGIS (Australie) | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,50 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,50 |
| GEBZE IZMIR (Turquie) | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,50 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,50 |
| HeBra HOLDING GmbH (Allemagne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| HELIOS (Angleterre) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| HERMES AIRPORTS LTD (Chypre) | EQUI Ent Ass | 20,00 | 15,00 | EQUI Ent Ass | 20,00 | 15,00 |
| HOLDING ENGLAND TIR GROUP SPA (Italie) | | | | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| ICTAS EGIS (Turquie) | EQUI Co-Ent | 51,00 | 38,24 | EQUI Co-Ent | 51,00 | 38,24 |
| USBREKER ICT BV (Pays-Bas) | | | | EQUI Ent Ass | 50,00 | 37,49 |
| INTERNATIONAL ADMINISTRATIEKANTOOR J.W. VERSLUIS N.V. (Pays Bas) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| IOSIS MAROC ZFT (Maroc) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| ISIS BELGIQUE (Belgique) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| ITS ROAD SERVICES LTD (Irlande) | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 |
| JMI PACIFIC (Thaïlande) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| LEM ANTWERPEN (Belgique) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| LEM OOSTENDE (Belgique) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| M6 TOLNA USEMELTETO KFT (Hongrie) | GLOB | 100,00 | 62,99 | GLOB | 100,00 | 62,99 |
| MIDLINK M7/M8 LTD (Irlande) | GLOB | 100,00 | 50,24 | GLOB | 100,00 | 50,24 |
| NEW MOBILITY VENTURE (Pays Bas) | EQUI Ent Ass | 47,50 | 35,62 | EQUI Ent Ass | 40,00 | 30,00 |
| NORTHLINK M1 LTD (Irlande) | GLOB | 100,00 | 50,24 | GLOB | 100,00 | 50,24 |
| OCACSA (Mexique) | GLOB | 100,00 | 56,11 | | | |
| PROJACS INTERNATIONAL B.S.C. (Bahreïn) | GLOB | 51,00 | 38,24 | GLOB | 51,00 | 38,24 |
| PROJACS INTERNATIONAL PROJECT MANAGEMENT WILL (Koweït) | GLOB | 51,00 | 38,24 | GLOB | 51,00 | 38,24 |
| ROAD SAFETY OPERATION IRELAND LTD (Irlande) | EQUI Co-Ent | 42,00 | 31,50 | EQUI Co-Ent | 42,00 | 31,50 |
| SEMALY PORTUGAL (Portugal) | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| SEMALY UK (Grande Bretagne) | GLOB | 100,00 | 74,98 | GLOB | 100,00 | 74,98 |
| SOUTHLINK N25 LTD (Irlande) | GLOB | 100,00 | 50,24 | GLOB | 100,00 | 50,24 |
| TEN DESIGN ARCHITECTURE LTD (Chine) | GLOB | 100,00 | 41,24 | | | |
| TEN DESIGN FZ-LLC (Emirats Arabes Unis) | GLOB | 100,00 | 41,24 | | | |
| TEN DESIGN GROUP LTD (Hong Kong) | GLOB | 100,00 | 41,24 | | | |
| TEN KplusK ARCHITECTS Limited (Hong Kong) | GLOB | 100,00 | 41,24 | | | |
| TMC (Philippines) | | | | EQUI Co-Ent | 20,00 | 15,00 |
| TRANS CANADA FLOW TOLLING INC (Canada) | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 |
| TRANSLINK INVESTMENT (Australie) | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 37,49 |
| TRANSPASS BV (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| TRANSPASS HOLDING BV (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|---|-------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| TRANSPASS SERVICES BV (Pays-Bas) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| TRANSROUTE UK LTD (Grande-Bretagne) | GLOB | 100,00 | 74,99 | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| TUNNEL NETWORK SERVICES (Australie) | GLOB | 100,00 | 74,99 | | | |
| VAT SOLUTIONS Spa (Italie) | | | | GLOB | 100,00 | 74,99 |
| VIA4 SA (Pologne) | EQUI Co-Ent | 45,00 | 33,75 | EQUI Co-Ent | 45,00 | 33,75 |
| 10 EUROPE Limited (Grande-Bretagne) | GLOB | 100,00 | 41,24 | | | |
| GROUPE TRANSDEV | | | | | | |
| Transdev group <i>Siège social : 3 allée de Grenelle 92130 Issy-les-Moulineaux</i> | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ALGERIE | | | | | | |
| VEOLIA TRANSPORT PILOTE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ALLEMAGNE | | | | | | |
| AHRWEILER VERKEHRS GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ALPINA IMMOBILIEN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BAYERISCHE OBERLANDBAHN GMBH IG | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BAYERISCHE REGIOBAHN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BUSTOURISTIK TONNE GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| DEUTSCHE TOURING GMBH | | | | EQUI Ent Ass | 20,79 | 14,55 |
| EISENBAHNWERKSTATT-GESELLSCHAFT MBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| EUROLINES FRANKFURT | | | | EQUI Ent Ass | 20,79 | 14,55 |
| GRIENSTEIDL GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| HABUS GMBH VERKEHRSBETRIEBE | EQUI Co-Ent | 51,00 | 35,70 | EQUI Co-Ent | 51,00 | 35,70 |
| HEIDENHEIMER VERKEHRSGESELLSCHAFT MBH | GLOB | 100,00 | 52,39 | GLOB | 100,00 | 52,39 |
| KSA VERWALTUNG GMBH AUGSBURG | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 |
| KSI GMBH & CO.KG AUGSBURG | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 |
| MITTELHEINISCHER VERKEHRBETRIEB GMBH | GLOB | 100,00 | 63,00 | GLOB | 100,00 | 63,00 |
| MOVE ON TELEMATIC SERVICE GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| NASSAUISCHE VERKEHRS-GESELLSCHAFT MBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| NBRB TEILE UND LOGISTIKGESELLSCHAFT MBH | GLOB | 100,00 | 46,69 | GLOB | 100,00 | 46,69 |
| NIEDERSCHLESISCHE VERKEHRSGESELLSCHAFT GMBH | GLOB | 100,00 | 59,50 | GLOB | 100,00 | 59,50 |
| NORDEUTSCHE VERKEHRSBETRIEBE GMBH | GLOB | 100,00 | 45,50 | GLOB | 100,00 | 45,50 |
| NORD-OSTSEE-BAHN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| NORDWESTBAHN GMBH | GLOB | 100,00 | 44,80 | GLOB | 100,00 | 44,80 |
| NUTZFAHRZEUGZENTRUM MITTELREIN GMBH | GLOB | 100,00 | 66,43 | GLOB | 100,00 | 66,43 |
| OBERLANDBAHN FAHRZEUGBEREITSTELLUNGS GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| OMNIBUS-VERKEHR RUOFF GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| OSTSEELAND VERKEHR GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PALATINA BUS GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PERSONENVERKEHR GMBH MÜRITZ | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| R M V BETEILIGUNGS GMBH | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| RHEIN-BUS VERKEHRSBETRIEB GMBH | EQUI Co-Ent | 51,00 | 35,70 | EQUI Co-Ent | 51,00 | 35,70 |
| ROHDE VERKEHRSBETRIEBE GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SAX-BUS EILENBURGER BUSVERKEHR GMBH | GLOB | 100,00 | 39,20 | GLOB | 100,00 | 39,20 |
| SCHAUMBURGER VERKEHRS-GESELLSCHAFT MBH | GLOB | 100,00 | 35,70 | GLOB | 100,00 | 35,70 |
| STADTBUS SCHWÄBISCH HALL GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TAETER-TOURS GMBH | GLOB | 100,00 | 35,70 | GLOB | 100,00 | 35,70 |
| TRANS REGIO DEUTSCHE REGIONALBAHN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BAHN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | | | |
| TRANSDEV GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV MITTELDEUTSCHLAND GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NIEDERSACHSEN/WESTFALEN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NORD GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV OSTWESTFALEN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PERSONALSERVICE GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV REGIO GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV REGIO OST GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV RHEINLAND GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV RHEIN-MAIN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SACHSEN-ANHALT GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SERVICE GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SERVICE WEST GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV STADT GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SUD-WEST GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV TAUNUS GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV VERTRIEB GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV WEST GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VERKEHRSBETRIEB LAHN DILL GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VERKEHRSBETRIEB RHEIN EIFEL MOSEL GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VERKEHRSBETRIEB RHEIN LAHN GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VERKEHRSBETRIEB RHEIN-WESTERWALD GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VERKEHRSGESELLSCHAFT GÖRLITZ GMBH | GLOB | 100,00 | 34,30 | GLOB | 100,00 | 34,30 |
| WEST - BUS GMBH | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 |
| WURTEMBERGISCHE BUS-GESELLSCHAFT GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| WURTEMBERGISCHE EISENBAHN-GESELLSCHAFT MBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUSTRALIE | | | | | | |
| ACN 105 260 099 | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BRISBANE FERRIES | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| BUSLINK VIVO PTY LTD | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| CONNEX MELBOURNE PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| HARBOUR CITY FERRIES PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MAINCO MELBOURNE PTY LTD | EQUI Co-Ent | 30,00 | 21,00 | EQUI Co-Ent | 30,00 | 21,00 |
| METROLINK VICTORIA PTY LTD | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| TRANSDEV AUSTRALASIA PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|---|-------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| TRANSDEV AUSTRALIA PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BRISBANE FERRIES PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV FERRIES SYDNEY PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV LINK PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | | | |
| TRANSDEV MAINTENANCE SERVICES PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV MELBOURNE PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NSW PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NSW SOUTH PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV QUEENSLAND PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SOUTH WEST PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SYDNEY FERRIES PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SYDNEY PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV TSL PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV VICTORIA PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV WA PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VIVO CONNECT PTY LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTRICHE | | | | | | |
| TRANSDEV ÖSTERREICH GMBH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BELGIQUE | | | | | | |
| WITTE KRUIS BELGIE BVBA | GLOB | 100,00 | 59,89 | GLOB | 100,00 | 59,89 |
| WITTE KRUIS BELGIË VZW | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| EUROLINES BELGIQUE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CANADA | | | | | | |
| CITYWAY CANADA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV CANADA INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV QUEBEC, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SERVICES (CANADA) INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| YORK BRT SERVICES I INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHILI | | | | | | |
| REDBUS URBANO SA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT CHILE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHINE | | | | | | |
| ANQING ZHONGBEI BUS CO., LTD | EQUI Co-Ent | 19,88 | 13,92 | EQUI Co-Ent | 19,88 | 13,92 |
| HUAIBEI ZHONGBEI BUS CO., LTD. | | | | EQUI Co-Ent | 14,01 | 9,81 |
| NANJING ZHONGBEI | EQUI Co-Ent | 26,95 | 18,87 | EQUI Co-Ent | 26,95 | 18,87 |
| COLOMBIE | | | | | | |
| CITY MOVIL | EQUI Co-Ent | 25,52 | 17,86 | EQUI Co-Ent | 25,52 | 17,86 |
| CIUDAD MOVIL | EQUI Co-Ent | 38,50 | 26,95 | EQUI Co-Ent | 38,50 | 26,95 |
| CONEXION MOVIL | EQUI Co-Ent | 33,41 | 23,38 | EQUI Co-Ent | 33,41 | 23,38 |
| CORÉE | | | | | | |
| SEOUL LINE 9 | GLOB | 100,00 | 30,80 | GLOB | 100,00 | 30,80 |
| VEOLIA TRANSPORT KOREA | | | | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| VT RATP KOREA | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| CROATIE | | | | | | |
| TOURING CROATIA | | | | EQUI Ent Ass | 20,79 | 14,55 |
| DANEMARK | | | | | | |
| TOURING SCANDINAVIA | | | | EQUI Ent Ass | 20,79 | 14,55 |
| ESPAGNE | | | | | | |
| CGT, S.A., CGEA CONNEX, S.A., MARFINA, S.L., ARANDE, S.L. Y SOLER & SAURET, S.A., UTE LEY 18/1982, DE 26 DE MAYO | EQUI Co-Ent | 66,00 | 46,20 | EQUI Co-Ent | 66,00 | 46,20 |
| DETREN COMPANIA GENERAL DE SERVICIOS FERROVIARIOS, S.L., MARFINA, S.L. Y ARANDE, S.L., UTE, LEY 118/1982, DE 26 DE MAYO | EQUI Co-Ent | 66,00 | 46,20 | EQUI Co-Ent | 66,00 | 46,20 |
| EUROLINES PENINSULAR | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| MOVEBUS | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| TENEMETRO, S.L | | | | GLOB | 100,00 | 42,00 |
| TRANSDEV ESPANA SLU | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORTE ESPAÑA SLU | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VIAJES EUROLINES | EQUI Co-Ent | 37,50 | 26,25 | EQUI Co-Ent | 37,50 | 26,25 |
| ÉTATS-UNIS | | | | | | |
| 10-10 TAXI AR, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| 10-10 TAXI FL 1, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| 10-10 TAXI MN, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| 10-10 TAXI NY, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| 10-10 TAXI TX 1, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| 10-10 TRANSPORTATION, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AIRLINES ACQUISITION CO., INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AIRPORT LIMOUSINE SERVICE, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ASSOCIATED CAB, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ATC PARTNERS LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ATC/VANCOM OF ARIZONA, LIMITED PARTNERSHIP | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BELLE ISLE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BLUE BOOTH INCORPORATED | GLOB | 100,00 | 58,95 | GLOB | 100,00 | 58,95 |
| BLUE VAN JV | GLOB | 100,00 | 53,20 | GLOB | 100,00 | 53,20 |
| BLUE VAN LEASING CORPORATION | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CENTRAL CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CENTURY CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHAMPION CAB COMPANY, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHECKER AIRPORT TAXI, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|---|---------|---------------|-----------|---------|---------------|-----------|
| CHECKER CAB ASSOCIATION, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHECKER YELLOW CAB OF JACKSONVILLE, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHOICE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CIRCLE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CLASSIC CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CLEARWATER TRANSPORTATION, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CLOUD 9 SHUTTLE, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COAST CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COLONIAL CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COLORADO AIRPORT SHUTTLE SERVICES, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COLORADO CAB COMPANY, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COLORADO SPRINGS TRANSPORTATION, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COLORADO TRANS MANAGEMENT, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPUTER CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CONNEX RAILROAD LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CORDIAL CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| DHTC, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| DULLES TRANSPORTATION PARTNERSHIP | GLOB | 100,00 | 42,00 | GLOB | 100,00 | 42,00 |
| ENVIRO CAB , LLC TX | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ENVIROCAB, LLC VIRGINIA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GOLDEN TOUCH TRANSPORTATION OF NEW YORK, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GOLDEN TOUCH TRANSPORTATION OF THE DISTRICT OF COLUMBIA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GREEN TOMATO CARS DC, LLC: | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GREEN TOMATO CARS VA, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| HUNTLEIGH TRANSPORTATION SERVICES LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| HOUSTON O & M LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| INTELLIRIDE LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| JIMMY'S CAB, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| KANSAS CITY LIMOUSINE LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| KANSAS CITY SHUTTLE LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| KANSAS CITY TAXI LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MASSACHUSETTS BAY COMMUTER RAILROAD LLC | GLOB | 100,00 | 42,00 | GLOB | 100,00 | 42,00 |
| MCLEAN CONSULTING, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MINI BUS SYSTEMS, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| NATIONAL HARBOR TRANSPORTATION SERVICES LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| OAK STREET SALES, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PHOENIX TRANSIT JOINT VENTURE | GLOB | 100,00 | 57,40 | GLOB | 100,00 | 57,40 |
| PITTSBURGH CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PITTSBURGH TRANSPORTATION COMPANY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PITTSBURGH TRANSPORTATION GROUP CHARTER SERVICES, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PROFESSIONAL FLEET MANAGEMENT LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PROFESSIONAL TRANSIT MANAGEMENT, LTD. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PROFESSIONAL TRANSIT SOLUTIONS LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF ASHEVILLE, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF ATTLEBORO, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF CAPE COD, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF BOISE, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF DUTCHESS COUNTY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF GEORGIA, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF RACINE, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF TUCSON, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF JACKSON, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF WAUKESHA, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM PARATRANSIT OF TUCSON, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PTM OF WILMINGTON, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RAYRAY CAB COMPANY, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SACRAMENTO TRANSPORTATION, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SAFETY CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SCOUT CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SE FLORIDA TRANSPORTATION, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SECURE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SELECT CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SENTINEL CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SERENE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SERVICE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SFO AIRPORTER, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHAMROCK CHARTERS, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHAMROCK LEASING LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHAMROCK LUXURY LIMOUSINE LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHAMROCK TAXI OF FORT COLLINS, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLE ASSOCIATES LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLE EXPRESS, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLEPORT ARIZONA JOINT VENTURE | GLOB | 100,00 | 45,50 | GLOB | 100,00 | 45,50 |
| SHUTTLEPORT CALIFORNIA LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLEPORT CONNECTICUT LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLEPORT DC LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLEPORT FLORIDA LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SHUTTLEPORT SERVICES ARIZONA LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SKYLINE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SMARTER MOBILITY, LLC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SPENCER LEASING LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SPLIT | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 59,50 |
| SUN TAXICAB ASSOCIATION, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUNRISE CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPER TRANSPORTATION OF FLORIDA, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERIOR CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE ARIZONA, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE ATLANTA, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| SUPERSHUTTLE DALLAS FORT WORTH, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE FRANCHISE CORPORATION | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE INTERNATIONAL DENVER, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPER SHUTTLE INTERNATIONAL INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE LAS VEGAS, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE LEASING, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE LOS ANGELES, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE LOUISIANA, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE OF HOUSTON, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE OF MINNESOTA, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE OF PENNSYLVANIA, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE ORANGE COUNTY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE RALEIGH-DURHAM, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE SAN FRANCISCO, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERSHUTTLE TENNESSEE, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPERTAXI, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUPREME CAB COMPANY, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TEMPE ARIZONA VF JOINT VENTURE | GLOB | 100,00 | 59,50 | GLOB | 100,00 | 59,50 |
| THE LIMO, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| THE YELLOW CAB COMPANY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BUS ON DEMAND LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NORTH AMERICA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ON DEMAND INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SERVICES INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTATION TECHNOLOGY SERVICES, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| UNIFIED DISPATCH, LLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORTATION MAINTENANCE AND INFRASTRUCTURE, INC. | GLOB | 100,00 | 49,00 | GLOB | 100,00 | 49,00 |
| WASHINGTON SHUTTLE, INC. | GLOB | 100,00 | 63,00 | GLOB | 100,00 | 63,00 |
| WIER TRANSPORTATION | GLOB | 100,00 | 34,30 | GLOB | 100,00 | 34,30 |
| YC HOLDINGS, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| YELLOW CAB ASSOCIATION, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| YELLOW CAB COMPANY OF PITTSBURGH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| YELLOW TAXI ASSOCIATION, INC. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ZTRIP, INC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| FINLANDE | | | | | | |
| AJELO | | | | GLOB | 100,00 | 59,50 |
| TRANSDEV FINLAND OY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV HELSINKI OY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT ESPOO OY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT VANTAA OY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| FRANCE | | | | | | |
| AEROPASS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AERO PISTE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AIR PY | EQUI Ent Ass | 24,50 | 17,15 | EQUI Ent Ass | 24,50 | 17,15 |
| AIRCAR | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ALBATRANS | EQUI Ent Ass | 57,55 | 40,29 | EQUI Ent Ass | 57,55 | 40,29 |
| ALTIBUS.COM | GLOB | 100,00 | 46,18 | GLOB | 100,00 | 46,18 |
| ANTRAS HOLDING | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| ARTOIS GOHELLE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ARY | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| ATRIOM DE BEAUVAISIS | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| ATRIOM DU COMPIEGNOIS | GLOB | 100,00 | 67,13 | GLOB | 100,00 | 67,13 |
| AUTOBUS AUBAGNAIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTOBUS AURELIENS | GLOB | 100,00 | 48,77 | GLOB | 100,00 | 48,77 |
| AUTOBUS DE L'ETANG | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTOCARS ALIZES | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| AUTOCARS DARCHE-GROS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTOCARS DE L'AVESNOIS | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| AUTOCARS MARNE-LA-VALLÉE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTOCARS MARTIN HAUTE TARENTEISE VOYAGES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTOCARS MUSSO | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| AUTOCARS SABARDU | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUTOCARS TOURNEUX | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| AUXERROIS MOBILITES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BEAUVAISIS MOBILITE | GLOB | 100,00 | 69,98 | GLOB | 100,00 | 69,98 |
| BESANÇON MOBILITÉ | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BIEVRE BUS MOBILITES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BIO SERVICE LOGISTIQUE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| BUS DE L'ETANG DE BERRE | | | | GLOB | 100,00 | 69,78 |
| BUS EST | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CABARO | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CAP PAYS CATHARE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CARBU WASH | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CARS DU PAYS D'AIX | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CEA TRANSPORTS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CENTRALE DE RESERVATION EUROPE AUTOCAR | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CFTA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CFTA CENTRE OUEST | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CFTA PUY DE DÔME | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CFTA RHONE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CHARTRES MOBILITE | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CIE ARMORICAINE DE TRANSPORTS | GLOB | 100,00 | 69,94 | GLOB | 100,00 | 69,94 |
| CIE DES AUTOCARS DE TOURAINE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CITEBUS DES DEUX RIVES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CITRAM AQUITAINE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CITRAM PYRÉNÉES | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CITYWAY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| COMPAGNIE DES AUTOCARS DE PROVENCE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPAGNIE DES BACS DE LOIRE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPAGNIE DES PARCS ET DES PASSEURS DU MONT SAINT MICHEL | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| COMPAGNIE DES TRANSPORTS COLLECTIFS DE L'OUEST PARISIEN | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| COMPAGNIE DES TRANSPORTS DE LA PORTE OCEANE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPAGNIE DES TRANSPORTS DU PAYS DE VANNES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPAGNIE FERROVIAIRE SUD FRANCE | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPAGNIE FRANCAISE DE TRANSPORT INTERURBAIN | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| COMPAGNIE OCEANE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CONNEX LOCATION CARS ET BUS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMPAGNIE SAINT-QUENTINOISE DE TRANSPORTS | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CONTROLE DE STATIONNEMENT EN VOIERIE | GLOB | 100,00 | 70,00 | | | |
| COURRIERS DE LA GARONNE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| CREUSOT MONTCEAU TRANSPORTS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| E.A.P | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ECAUXMOBILITÉ | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| EQUIVAL SAS | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ETABLISSEMENTS BREMOND FRERES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ETABLISSEMENTS MONEGER ET COMPAGNIE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| EURE-ET-LOIR MOBILITE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| EURL LITTORAL | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| EURL MEDISUD | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| EUROLINES FRANCE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| FLEET ME | GLOB | 100,00 | 66,52 | GLOB | 100,00 | 66,52 |
| FNM2 | | | | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| FOURAS AIX | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| FRIOUL IF EXPRESS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GREENTOMATOCARS | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GREENTOMATOCARS LEASING | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| IBERFRAN | EQUI Co-Ent | 12,71 | 8,90 | EQUI Co-Ent | 12,71 | 8,90 |
| IBEROLINES | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 |
| INTER PISTES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| INTERVAL | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| KERDONIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RATP DEV TRANSDEV ASIA SA | Equi Co-Ent | 50,00 | 35,00 | Equi Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| LAON MOBILITE | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LAVAL U.P | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LES AUTOBUS ARTESIENS | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| LES AUTOBUS DU FORT | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LES CARS D'ORSAY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LES CARS ROSE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LES COURRIERS AUTOMOBILES PICARDS | GLOB | 100,00 | 68,50 | GLOB | 100,00 | 68,50 |
| LES COURRIERS DE L'AUBE | GLOB | 100,00 | 69,93 | GLOB | 100,00 | 69,86 |
| LES COURRIERS DE SEINE-ET-OISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LES LIGNES DU VAR | GLOB | 100,00 | 69,96 | GLOB | 100,00 | 69,96 |
| LES RAPIDES DU VAL DE LOIRE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| L'IMMOBILIERE DES FONTAINES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LITTORAL NORD AUTOCARS | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| MACONNAIS MOBILITES | GLOB | 100,00 | 70,00 | | | |
| MAINTENANCE, ETUDES ET REALISATIONS EN CIRCULATION URBAINE ET REGULATION | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MANU-PISTE | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MECA PISTE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MOBILINK (EX-CIOTABUS) | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MOBILITE ET SERVICES | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| MOBILITE LOGISTIQUE SANTE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| MONT-BLANC BUS | GLOB | 100,00 | 52,42 | GLOB | 100,00 | 52,42 |
| MOUVIDEES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MULHOUSE MOBILITÉS | GLOB | 100,00 | 61,48 | GLOB | 100,00 | 61,48 |
| N°4 MOBILITES | GLOB | 100,00 | 67,66 | GLOB | 100,00 | 67,58 |
| NORMANDIE VOYAGES | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| ODULYS | GLOB | 100,00 | 38,50 | GLOB | 100,00 | 38,50 |
| PASSAGERS PÔLE SERVICES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PAYS D'OC MOBILITES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 67,76 |
| PÔLE ILE-DE-FRANCE IMMOBILIER AND FACILITIES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PREVOST | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| PROGETOURS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PROXIWAY | GLOB | 100,00 | 69,99 | GLOB | 100,00 | 69,99 |
| RAMBOUILLET U.P | GLOB | 100,00 | 69,98 | GLOB | 100,00 | 69,98 |
| RAPIDES DE CÔTE D'AZUR | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| RAPIDES DE BOURGOGNE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RAPIDES DE SAÔNE-ET-LOIRE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RAPIDES DU LITTORAL | GLOB | 100,00 | 69,90 | GLOB | 100,00 | 69,90 |
| REGIE MIXTE DES TRANSPORTS TOULONNAIS | GLOB | 100,00 | 49,98 | GLOB | 100,00 | 49,98 |
| RHÔNEXPRESS | EQUI Ent Ass | 28,20 | 19,74 | EQUI Ent Ass | 28,20 | 19,74 |
| S.E.R.149 | GLOB | 100,00 | 69,57 | GLOB | 100,00 | 69,57 |
| SAEM DES AUTOCARS ET AUTOBUS AUNIS ET SAINTONGE | EQUI Co-Ent | 49,98 | 34,99 | EQUI Co-Ent | 49,98 | 34,99 |
| SAINTE-QUENTIN MOBILITÉ | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SAINTE MOBILITE SERVICES | GLOB | 100,00 | 49,00 | GLOB | 100,00 | 49,00 |
| SARL DELEYROLLE AAAC | EQUI Co-Ent | 48,00 | 33,60 | EQUI Co-Ent | 48,00 | 33,60 |
| SARL GETS | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL MARTEGALES | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL LA BELLE AUTO | | | | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL MIDI PROVENCE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL PATRICK | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL PONT DE L'ARC | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL PROVENCE SECOURS | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL SE LA MIMETAINE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SARL SUD LOGISTIQUE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| SAS AUTONOMIE ET SANTE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SAS GENTY | | | | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SAS HOLDING MIMETAINE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SCI LA MARE AU MOULIN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SCI DU CLOS PIERVIL | GLOB | 100,00 | 69,89 | GLOB | 100,00 | 69,89 |
| SCI LE PRÉ BOUDROT | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 |
| SCI LES MELEZES | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SENONAIS MOBILITES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SEVM SAS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SITE.OISE | GLOB | 100,00 | 46,20 | GLOB | 100,00 | 46,20 |
| SNC MASSILIA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE AEROPORTUAIRE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE BEAUVAIS | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 |
| SOCIETE DE GESTION DE L'AEROPORT DE LA REGION DE LILLE | EQUI Ent Ass | 34,00 | 23,80 | EQUI Ent Ass | 34,00 | 23,80 |
| SOCIETE DE PRESTATIONS TRANSDEV IDF | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DE SERVICES ET D'EXPLOITATION DE GARES ROUTIERES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DE TRANSPORT D'ANNONAY DAVEZIEUX ET EXTENSIONS | GLOB | 100,00 | 66,57 | GLOB | 100,00 | 66,57 |
| SOCIETE DE TRANSPORTS AUTOMOBILES ET DE VOYAGES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS BERARD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS BRIANCONNAIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS DE CALAIS ET EXTENSIONS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS DE DUNKERQUE ET EXTENSIONS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION CHALONNAISE | GLOB | 100,00 | 56,00 | GLOB | 100,00 | 56,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION THONONNAISE | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS DEPARTEMENTAUX DU GARD | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| STE DES TRANSPORTS DEP DU LOIR-ET-CHER | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS DU BASSIN CHELLOIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS LIBOURNAIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS PAR AUTOCARS DE L'OUEST PAYS DE LA LOIRE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| SOCIETE DES TRANSPORTS URBAINS DE DIEPPE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRANSPORTS ET DE REPARATIONS AUTOMOBILES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE DU METRO DE L'AGGLOMERATION ROUENNAISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE NICOISE D'ENLEVEMENT ET DE GARDIENNAGE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE NOUVELLE CPL | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE NOUVELLE DES AUTOBUS AJACCIENS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE NOUVELLE DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION NICOISE | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOCIETE VAROISE DE TRANSPORTS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SOLEA | GLOB | 100,00 | 61,48 | GLOB | 100,00 | 61,48 |
| SUD CARS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUD EST MOBILITES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SURESNES U.P | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| T.C.R.M TRANSP. COMMUNS REGION METZ | EQUI Ent Ass | 39,96 | 27,97 | EQUI Ent Ass | 39,96 | 27,97 |
| TIPS | GLOB | 100,00 | 65,10 | GLOB | 100,00 | 65,10 |
| TPMR STRASBOURG | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TPMR TOULOUSE | GLOB | 100,00 | 69,96 | GLOB | 100,00 | 69,96 |
| TPMR TOURS | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANS PROVENCE | GLOB | 100,00 | 69,67 | GLOB | 100,00 | 69,67 |
| TRANS VAL DE FRANCE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANS VAL-D'OISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSAMO | GLOB | 100,00 | 66,54 | GLOB | 100,00 | 66,54 |
| TRANSOVOIE | GLOB | 100,00 | 69,65 | GLOB | 100,00 | 69,65 |
| TRANSDEV | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV FOUGERES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AEROPORT CARCASSONNE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AEROPORT LIAISONS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AEROPORT PERPIGNAN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AEROPORT SERVICES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AEROPORT TRANSIT | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AGGLOMERATION DE BAYONNE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ALPES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ALPES-MARITIMES | GLOB | 100,00 | 69,98 | GLOB | 100,00 | 69,98 |
| TRANSDEV ARLES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV AUVERGNE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BASSIN D'ARCACHON | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BRIVE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BUSINESS INFORMATION SOLUTIONS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV CHAMBERY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV DAUPHINE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV DU MARSAN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ESPACES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV EST | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV EUROLINES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV EXPRESS | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV EXPRESS GRAND OUEST | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV EXPRESS RHONE-ALPES AUVERGNE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV EXPRESS SUD OUEST | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV GRAND EST | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV HAUTE SAVOIE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ICM | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ILE DE FRANCE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV IDF CSP CONTRÔLE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ISTRE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV LIGNES VOSGES | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV LOCATION DE VEHICULE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV LYS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV MARITIME | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV MEDITERRANEE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV MONTPELLIER | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NANCY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| TRANSDEV NIORT AGGLOMERATION | GLOB | 100,00 | 70,00 | | | |
| TRANSDEV ON DEMANDE France | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV OUTRE MER | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PARIS EST | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PARIS SUD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PAYS D'OR | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PAYS ROCHEFORTAIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PICARDIE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV POITOU-CHARENTES | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV RAIL | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV REIMS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV RHÔNE-ALPES INTERURBAIN | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSDEV ROANNE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV ROYAN ATLANTIQUE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SAINT DIZIER | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SHUTTLE FRANCE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV STATIONNEMENT | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SUD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SUD OUEST | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV TREFLE | GLOB | 100,00 | 70,00 | | | |
| TRANSDEV URBAIN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV VALENCE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSÉVRY | EQUI Ent Ass | 44,37 | 31,06 | EQUI Ent Ass | 44,37 | 31,06 |
| TRANSPORTS DU VAL DE SEINE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSPORTS DE TOURISME DE L'OCEAN | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSPORTS D'EURE-ET-LOIR | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| TRANSPORTS DU VAL-DOISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTS EN COMMUN DE COMBS-LA-VILLE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTS EN COMMUN DE LA REGION AVIGNONAISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION ROUENNAISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTS EN COMMUN D'ORANGE | | | | GLOB | 100,00 | 35,70 |
| TRANSPORTS MARNE ET MORIN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTS PARIS BEAUVAIS | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 | EQUI Co-Ent | 49,00 | 34,30 |
| TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMERATION STEPHANOISE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSPORTS RAPIDE AUTOMOBILE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV URBAINS DU VALENCIENNOIS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| URBIS PARK SERVICES SAS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VAD | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| VAL D'EUROPE AIRPORT | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VE AIRPORT | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VELOWAY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA EDF NICE AUTO PARTAGE | EQUI Co-Ent | 69,98 | 48,99 | EQUI Co-Ent | 69,98 | 48,99 |
| VEOLIA TRANSPORT BORDEAUX | | | | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VILLENEUVE MOBILITE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VISUAL | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VOYAGES CROLARD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VOYAGE ET TRANSPORTS DE NORMANDIE | GLOB | 100,00 | 69,97 | GLOB | 100,00 | 69,97 |
| GUERNESEY | | | | | | |
| CAMELBACK INSURANCE LIMITED GUERNESAY | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| HONG KONG | | | | | | |
| HONG KONG ENGINEERING | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| VT RATP CHINA | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| VT RATP CONSULTING CO. LTD | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| VEOLIA TRANSPORT CHINA LTD HK | GLOB | 100,00 | 38,50 | GLOB | 100,00 | 38,50 |
| HONG KONG TRAMWAYS LIMITED (MEE) | EQUI Ent Ass | 49,50 | 34,65 | EQUI Ent Ass | 49,50 | 34,65 |
| INDE | | | | | | |
| METRO ONE OPERATION | GLOB | 100,00 | 26,95 | GLOB | 100,00 | 26,95 |
| RATP DEV TRANSDEV INDIA | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 | EQUI Co-Ent | 50,00 | 35,00 |
| IRLANDE | | | | | | |
| TRANSDEV DUBLIN LIGHT RAIL LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV IRELAND BUS LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV IRELAND LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ISRAEL | | | | | | |
| VEOLIA TRANSPORTATION ISRAEL LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LUXEMBOURG | | | | | | |
| TRANSDEV RÉ | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MAROC | | | | | | |
| TRANSDEV RABAT SALE SA | GLOB | 100,00 | 69,99 | GLOB | 100,00 | 69,99 |
| NOUVELLE CALEDONIE | | | | | | |
| CARSUD SA (MEE) | EQUI Ent Ass | 27,96 | 19,57 | EQUI Ent Ass | 27,96 | 19,57 |
| NOUVELLE ZELANDE | | | | | | |
| TRANSDEV AUCLAND LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NEW ZEALAND LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV WELLINGTON LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PAYS-BAS | | | | | | |
| ABEL TECHNOLOGIE B.V | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| ACM OPLEIDINGEN BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| ACM ZORGOPLEIDINGEN BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| BEDRIJFSVERVOER LIMBURG BV | EQUI Co-Ent | 21,60 | 15,12 | EQUI Co-Ent | 21,60 | 15,12 |
| CONNEXION FINANCE BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONEXXION MULTIMODAL BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION NEDERLAND NV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION OPENBAAR VERVOER NV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION TAXI SERVICES BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION TOURS BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION VLOOT BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION WATER BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| CONNEXION ZORGVERVOER B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | | | |
| CONNEXION ZORGVERVOER ZUID HOLLAND B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | | | |
| COÖPERATIE REGIONAL AMBULANCEVOORZIENING KENNERMERLAND U.A. | EQUI Ent Ass | 43,22 | 30,25 | EQUI Ent Ass | 43,22 | 30,25 |
| COÖPERATIE REGIONALE AMBULANCEVOORZIENING HAAGLANDEN U.A. | EQUI Ent Ass | 21,61 | 15,12 | EQUI Ent Ass | 21,61 | 15,12 |
| CTS NOORD BV | EQUI Ent Ass | 44,07 | 30,84 | EQUI Ent Ass | 44,07 | 30,84 |
| CXX AML MATERIEEL B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | | | |
| DE GROOTH VERVOER BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| EUROLINES NETHERLANDS NV | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| FUTURE TECHNOLOGY NEDERLAND BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| GVU NV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| HEART SAFE LIVING BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| HERMES GROEP NV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| HERMES OPENBAAR VERVOER BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| KROON ARBOZAKEN B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | | | |
| OMNITAX BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| OV REGIO JISSELMOND BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| PARTEXX BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| PERSONEELSVORZIENING BRABANTS BUSVERVOER BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PERSONENVERVOER GRONINGEN BV | EQUI Co-Ent | 28,80 | 20,16 | EQUI Co-Ent | 28,80 | 20,16 |
| PERSONENVERVOER VAN DIJK DELFTZIJL BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| PERSONENVERVOER ZUID-NEDERLAND BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| REISINFORMATIEGROEP BV | EQUI Ent Ass | 28,36 | 19,85 | EQUI Ent Ass | 28,36 | 19,85 |
| ROLINE BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| SCHIPHOL TRAVEL TAXI BV | EQUI Ent Ass | 43,22 | 30,25 | EQUI Ent Ass | 43,22 | 30,25 |
| STADSBUS GROEP MAASTRICHT NV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| STADSBUS MAASTRICHT PARTICIPATIES BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| STAN ECOZORG B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| STICHTING AMBULANCEZORG NOORD EN OOST GELDERLAND | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| STICHTING REGIONALE AMBULANCEVOORZIENING ZEELAND | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| TAXI CENTRALE MIDDEN-BRABANT | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TBC HOLDING B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| TECHNO SERVICE NEDERLAND NV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| TRANZER B.V. | EQUI Ent Ass | 12,96 | 9,07 | | | |
| VEOLIA TRANSPORT BRABANT N.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT FAST FERRIES B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT LIMBURG B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT LIMBURG BUS B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT LIMBURG TOUR | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT NEDERLAND HOLDING B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT NEDERLAND OPENBAAR VERVOER B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT PERSONEELSVORZIENING | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VEOLIA TRANSPORT RAIL B.V. | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| VERENIGING AMBULANCEZORG REGIO NOORD-HOLLAND NOORD IN COÖPERATIEF VERBAND | EQUI Ent Ass | 43,22 | 30,25 | EQUI Ent Ass | 43,22 | 30,25 |
| WITTE KRUIS AMBULANCE BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| WITTE KRUIS AMBULANCEZORG BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| WITTE KRUIS BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| WITTE KRUIS HOLDING BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| WITTE KRUIS IDELEN BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| WITTE KRUIS ZORG BV | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| WKA ZEELAND | GLOB | 100,00 | 60,49 | GLOB | 100,00 | 60,49 |
| PORTUGAL | | | | | | |
| AUTO VIACAO AVEIRENSE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CAIMA TRANSPORTES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| EMPRESA DE TRANSPORTES ANTONIO CUNHA | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| IBERO EUROSUR S.L. | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,45 | EQUI Ent Ass | 25,10 | 17,57 |
| INTERCENTRO | GLOB | 100,00 | 33,90 | GLOB | 100,00 | 34,47 |
| INTERGALIZA | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 |
| INTERNORTE | GLOB | 100,00 | 35,59 | GLOB | 100,00 | 35,59 |
| MINHO BUS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RODOVIARIA DE ENTRE D'OURO E MINHO | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RODOVIARIA DA BEIRA INTERIOR | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RODOVIARIA DA BEIRA LITORAL | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RODOVIARIA DO LIS | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 |
| RODOVIARIA DO OESTE | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 |
| RODOVIARIA DO TEJO | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 | EQUI Co-Ent | 25,42 | 17,79 |
| TRANSDEV DOURO | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV INTERIOR | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV MOBILIDADE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NORTE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PARTICIPACOES SGPS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PORTO | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| RÉPUBLIQUE DE SERBIE | | | | | | |
| TOURING SERBIA | | | | EQUI Ent Ass | 20,79 | 14,55 |
| REPUBLIQUE TCHÈQUE | | | | | | |
| TOURING BOHEMIA | | | | EQUI Ent Ass | 20,79 | 14,55 |
| VEOLIA EUROLINES CZ A.S. | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |

| GROUPES / SOCIETES | Méthode | % Intégration | % Intérêt | Méthode | % Intégration | % Intérêt |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
| REUNION | | | | | | |
| TRANSDEV SERVICES REUNION | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| ROYAUME-UNI | | | | | | |
| BLAZEFIELD BUSES | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BLAZEFIELD TRAVEL GROUP | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| BURNLEY & PENDLE TRAVEL | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CABFIND LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COMET CAR HIRE LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| CONNEX SOUTH EASTERN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| GREEN TOMATO CARS | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| HARROGATE & DISTRICT TRAVEL LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| KEIGHLEY & DISTRICT TRAVEL LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| LANCASHIRE UNITED LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV BLAZEFIELD LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV CLAIMS INVESTIGATIONS LIMITED | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NORTHERN BLUE | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV PLC | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV TRAM UK | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV YORK | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV LONDON LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRIDENT HERITAGE LTD | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| YORKSHIRE COASTLINER | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| SUÈDE | | | | | | |
| BUSSDEPÅN I KRISTIANSTAD AB | EQUI Ent Ass | 43,00 | 30,10 | EQUI Ent Ass | 43,00 | 30,10 |
| GÖTEBORGS-STYRSÖ SKÅRGÅRDSTRAFIK AB | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| KOMMANDITBOLAGET BUSSNINGEN | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| MERRESOR AB | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| PEOPLE TRAVEL GROUP AB | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV NORTHERN EUROPE AB | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV SVERIGE AB | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| TRANSDEV UPPLAND AB | GLOB | 100,00 | 70,00 | GLOB | 100,00 | 70,00 |
| COENTREPRISE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE | | | | | | |
| COENTREPRISE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE <i>Siège social : 69-71 rue de Miromesnil - 75008 Paris</i> | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| RTE | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| AIRTELIS | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| ARTERIA | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| CIRTEUS | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| CORESIO | EQUI Ent Ass | 4,78 | 4,78 | | | |
| HGRT | EQUI Ent Ass | 10,16 | 10,16 | | | |
| IFA2 | ENT COMM | 14,95 | 14,95 | | | |
| INELFE | ENT COMM | 14,95 | 14,95 | | | |
| RTE IMMO | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| RTE INTERNATIONAL | EQUI Co-Ent | 29,90 | 29,90 | | | |
| AUTRES ENTITES INFRASTRUCTURE & TRANSPORT | | | | | | |
| CDC INFRASTRUCTURE | | | | GLOB | 100,00 | 100,00 |
| VERDUN PARTICIPATIONS 1 | EQUI Ent Ass | 49,00 | 49,00 | EQUI Ent Ass | 49,00 | 49,00 |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE | EQUI Ent Ass | 33,20 | 33,20 | EQUI Ent Ass | 33,20 | 33,20 |
| ADL PARTICIPATIONS | EQUI Ent Ass | 24,50 | 24,50 | | | |

Méthodes de consolidation GLOB : Intégration globale EQUI Co-Ent : Mise en équivalence de coentreprise EQUI Ent Ass : Mise en équivalence d'entreprise associée
ENT COMM : Entreprise commune.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

MAZARS
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

56 rue de Lille
75007 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse des dépôts et consignations relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Examen des Comptes et des Risques (« CECR »).

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- PricewaterhouseCoopers Audit : les principales missions réalisées sur l'exercice 2017 ont porté sur des émissions de lettre de confort dans le cadre de programmes d'émission et des attestations.
- Mazars : les principales missions réalisées sur l'exercice 2017 ont porté sur des émissions de lettre de confort dans le cadre de programmes d'émission, des attestations, ainsi que des Due diligence.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

| SI, Gestion des accès et des habilitations sur les systèmes d'information concourant à la production des états financiers | |
|--|--|
| Risque identifié | Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque |
| <p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes consolidés de la Caisse des dépôts et consignations.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et des niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de fraudes ou d'erreurs imputables à des modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données sous-jacentes.</p> <p>La gestion des droits d'accès représente à ce titre un point clé de l'audit, qui fait par ailleurs l'objet d'une attention particulière de la Caisse des dépôts et consignations.</p> | <p>Les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ; ▪ prise de connaissance du dispositif de contrôle interne relatif au processus de création, modification et suppression des droits d'accès des utilisateurs aux applications et infrastructures sous-jacentes, ▪ évaluation de l'efficacité des contrôles clés mis en place dans le cadre du processus de recertification périodique des droits d'accès, validation de la couverture de l'exhaustivité du périmètre et test des contrôles clés mis en place par la Direction, ▪ appréciation des droits à haut privilège accordés aux utilisateurs au regard de leur rôle et responsabilité, ▪ vérification de la correcte séparation des environnements de développement et de production, ▪ réalisation de travaux spécifiques complémentaires sur les droits d'accès. |

| Evaluation des titres disponibles à la vente - AFS (Se référer à la note 3.3 des annexes aux comptes consolidés) | |
|--|---|
| Risque identifié | Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque |
| <p>Le poste « Actifs financiers disponibles à la vente » représente au bilan un total de 65,6 milliards d'euros. Il comprend les titres à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable comme indiqué dans les annexes aux comptes consolidés (note 3.3).</p> <p>Ces actifs font l'objet d'une évaluation en juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. En cas de dépréciation durable pour les titres de capitaux propres, déterminée selon les critères présentés dans l'annexe, une dépréciation est comptabilisée en résultat. La détermination de la juste valeur fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et diverses hypothèses macroéconomiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le recours à des éléments historiques (capitaux propres, cours de bourse et moyenne de cours de bourse) ; ▪ le recours à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires) ▪ l'utilisation d'hypothèses de marché, notamment le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini <p>Le caractère durable d'une dépréciation est une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments à considérer selon les titres concernés. A ce titre, nous avons considéré que la valorisation des actifs financiers disponibles à la vente constituait un point clé de l'audit.</p> | <p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par la Caisse des dépôts et consignations pour mesurer la correcte évaluation des actifs financiers disponibles à la vente.</p> <p>En fonction des différentes méthodes retenues, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ vérifié l'adéquation des méthodes retenues au regard des pratiques communément admises ▪ vérifié que les éléments historiques retenus étaient cohérents avec les données disponibles au 31 décembre 2017 (cours de bourse) ou avec les états financiers des sociétés concernées, ▪ impliqué, le cas échéant, nos experts en valorisation pour procéder à l'évaluation des hypothèses macroéconomiques utilisées et des taux d'actualisation retenus, ▪ apprécié la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes. |

| Evaluation des participations mises en équivalence (Se référer à la note 3.10 des annexes aux comptes consolidés) | |
|---|--|
| Risque identifié | Réponse du collègue des Commissaires aux comptes face à ce risque |
| <p>Le poste « titres mis en équivalence » représente au bilan un total de 24,7 milliards d'euros. Il comprend les titres détenus dans le cadre d'entreprises associées et de co-entreprises comme indiqué dans les annexes aux comptes consolidés (note 3.10).</p> <p>La valeur des titres mis en équivalence correspond à la quote-part détenue (pourcentage d'intérêt) dans les capitaux propres des sociétés correspondantes, augmentée des éventuels écarts d'acquisition et d'évaluation. Cette valeur fait l'objet d'un test annuel de dépréciation, qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et diverses hypothèses macroéconomiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le recours à des éléments historiques (capitaux propres, cours de bourse) ; ▪ le recours à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires) ▪ l'utilisation d'hypothèses de marché, notamment le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini <p>Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. A ce titre, nous avons considéré que la valorisation des titres mis en équivalence constituait un point clé de l'audit.</p> | <p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par la Caisse des dépôts et consignations pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres mis en équivalence.</p> <p>En fonction des différentes méthodes retenues, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ vérifié que les données financières historiques retenues correspondent aux données validées par les auditeurs des sociétés concernées, ▪ examiné les éléments prévisionnels utilisés en nous assurant qu'ils étaient validés par les organes de direction des sociétés concernées, qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues pour les construire et les performances passées, ▪ impliqué, le cas échéant, nos experts en valorisation pour procéder à l'évaluation des hypothèses macroéconomiques utilisées et des taux d'actualisation retenus, <p>S'agissant des filiales incluses dans le périmètre de notre audit, nous avons apprécié la cohérence de la valeur des titres retenue par la Caisse des dépôts et consignation avec les conclusions des auditeurs des filiales concernées.</p> |

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe Caisse des dépôts et consignations.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Section Générale de la Caisse des dépôts et consignations par décision du Directeur Général appelé à statuer sur les comptes du 31 décembre 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars étaient dans la 14^{ème} année de leur mission sans interruption, dont 12 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au CECR

Nous remettons un rapport au CECR qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au CECR, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Caisse des dépôts et consignations
Exercice clos le 31 décembre 2017 - Page 8

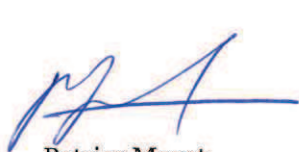
Nous fournissons également au CECR la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le CECR des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 9 avril 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS



Patrice Morot



Cyrille Dietz



Gilles Rainaut



Jean Latorzeff